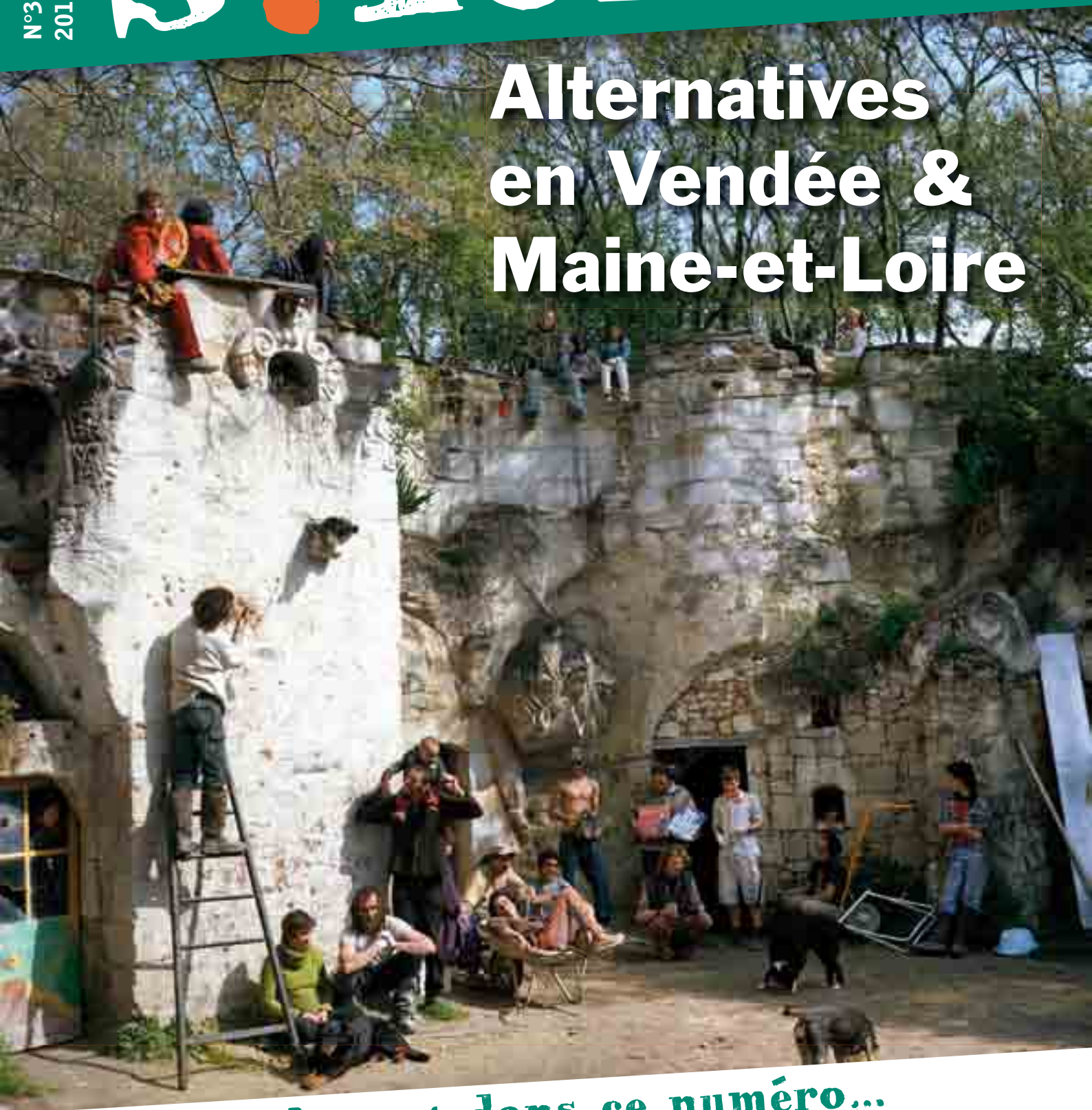


N°386 - janvier
2011 - 4,60€ - 7 FS

écologie • alternatives • non-violence

s!lence

Alternatives en Vendée & Maine-et-Loire



également dans ce numéro...

Transition dans le Trièves
Nos médecins sous influence

3 Questions à...

à **François Leroux**,
membre du bureau national de l'Association
France-Palestine Solidarité (AFPS)

Un collectif d'organisations mène en France une campagne active de Boycott-Désinvestissement-Sanction (BDS) à l'égard des intérêts israéliens. En France, l'AFPS soutient cette campagne dans le cadre du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, et de la Plateforme des ONG pour la Palestine. Dans quel contexte a lieu cette campagne ?

La campagne BDS a été lancée en 2005 par 172 organisations de la société civile palestinienne pour en finir avec l'impunité de l'État d'Israël et pour le contraindre au respect du droit international et humanitaire : dizaines de résolutions de l'ONU bafouées, mur d'annexion condamné par la Cour Internationale de Justice, blocus de Gaza illégal car punition collective... Malgré la poursuite de la colonisation et les agressions terribles contre le Liban et Gaza, Israël continue de bénéficier d'un "droit" à l'exception. En revanche on assiste à un boycott du Hamas par les dirigeants occidentaux, et à des pressions contre l'Auto-rité Palestinienne dépendante de l'aide internationale !

Cette impunité cautionne le fait accompli israélien qui, illégalement, dépossède, éclate, refoule et enclave le peuple palestinien. Et détruit la perspective d'un Etat palestinien viable et souverain pourtant demandé par la Communauté Internationale. Pire, les dirigeants français encouragent la puissance occupante et colonisatrice : collaborations accrues (économiques, militaro-policières, universitaires...), lobbying pour rehausser l'accord d'association Europe-Israël et pour l'adhésion d'Israël, qui intègre l'économie des colonies dans ses données, à l'OCDE... Tout en parlant de paix et de dialogue, mais pas avec le Hamas !

En quoi consiste la campagne BDS et quels objectifs espérez-vous atteindre ?

C'est dans ce contexte de démission des Etats qu'est née la campagne BDS, populaire et pacifique, de sanctions citoyennes contre la politique israélienne et, *in fine*, pour pousser les Etats à agir comme cela s'est fait contre l'Apartheid en Afrique du Sud. L'agression de l'hiver 2008-2009 contre Gaza, puis contre la flottille de la liberté, a décuplé l'action du BDS dans le monde entier. S'y associent ONG, syndicats, églises, universités, municipalités, fonds de retraite ou souverains qui désinvestissent, artistes qui refusent de se produire en Israël...

Les trois dimensions du BDS sont inséparables, le boycott et le désinvestissement doivent déboucher sur des sanctions. A commencer par le gel de l'accord d'association avec Israël qui viole l'article 2 sur le respect des droits humains, "élément essentiel du présent accord" et l'article 83 sur l'origine des produits (tromperie pour les produits des colonies étiquetés abusivement "Made in Israël"). Parmi les actions :

- Boycott des produits des colonies : fruits, légumes, dattes, produits Soda-Club, Ahava... Nous informons les consommateurs devant les

le mois de Lasserpe



quoi de neuf ?

Février Mois de la transition

Une série de soirées-débats autour du mouvement des villes en transition sera organisée en février prochain avec la participation de groupes locaux de Silence et d'autres groupes intéressés.

Si vous désirez organiser une soirée dans votre "territoire", nous pouvons vous fournir des livres, un CD du film "transition 1.0" et une liste d'intervenants possibles.

Pour annoncer cette soirée dans l'agenda de Silence, il faut nous en informer avant le **5 janvier 2011**.

Petits budgets en hausse

Nos coûts de fabrication augmentant lentement, mais sûrement, le tarif petit budget est devenu trop coûteux pour nous. A partir du 1er janvier 2011, il passera de 28 à 32 € (et donc pour les virements automatiques trimestriels de 7 à 8 €).

Radios libres

Nous sommes preneurs d'annonces sur les émissions écos et alternatives qui se tiennent sur les radio-libres. Vous pouvez nous envoyer des infos par courrier ou en passant par le formulaire de contact de notre site internet.

Avis aux dépositaires

Vous êtes nombreux parmi ceux qui nous diffusent à organiser des soirées-débats ou d'autres événements.

Nos pages Agenda vous sont ouvertes... en respectant les délais (2 mois environ).

Vous pouvez pour cela nous envoyer les informations sur le même courriel que celui que vous utilisez pour le retour des ventes.

magasins et interpellons les importateurs et directeurs de magasins ainsi que les pouvoirs publics (Ministères, Douanes,...).

- Refus de la venue, dans le port de Sète ou ailleurs, d'Agrexco-Carmel qui exporte 70% des produits frais venant des colonies, en particulier celles de la Vallée du Jourdain.
- Alerte des collectivités françaises ayant des contrats avec Véolia-Environnement et la banque Dexia. Du fait de leurs activités illégales dans les colonies, ces entreprises ont perdu des marchés en Europe.
- l'AFPS mène une action judiciaire contre Alstom et Véolia-Transport qui construisent un tramway entre Jérusalem-Ouest et des colonies en Territoire Occupé.

Pourquoi y a-t-il des procès et comment soutenir les inculpés ?

Pour diaboliser et délégitimer le mouvement qui s'élargit, les dirigeants israéliens et leurs soutiens déclenchent un acharnement juridique relayé en France par le ministère de la Justice qui invente un "boycott des produits casher" qu'aucun groupe de la solidarité pour une paix juste et durable n'a jamais prôné et qui accuse des militants de "provocation publique à la discrimination". Stéphane Hessel a aussi été menacé ! La solidarité s'organise : pétition avec des personnalités, rassemblements, articles dans la presse... La sénatrice Alima Boumédiène et Omar Slaouti ont été relaxés.

Pour agir :

- > AFPS : Association France-Palestine Solidarité, 21 ter Rue Voltaire, 75011 Paris, tél. 01 43 72 15 79, www.France-palestine.org.
- > Campagne BDS France, CICP, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, www.bdsfrance.org. ■



Prochain dossier :
Et merde !

VENEZ NOUS VOIR
LES 20 ET 21 JANVIER !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 10 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : 20 et 21 janvier, 17 et 18 février, 17 et 18 mars...



Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 10 h les **samedis 29 janvier** (pour le n° de mars), **26 février** (pour le n° d'avril), **26 mars** (pour le n° de mai)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 1^{er} décembre 2010.

Toute l'équipe de **Silence**
vous souhaite
une bonne année 2011

SOMMAIRE

édito / dossier du mois

Alternatives en Vendée & Maine-et-Loire

4 à 30



Santé

Nos médecins sous influence : les 10 méthodes des firmes pharmaceutiques

42



de Guillaume Gamblin

Territoires en transition

L'expérience du Trièves

46



de Pierre Bertrand

Bande dessinée

Biomiamiam #5

49



de JBGG

Nice

La Falabrac Fabrik, une cantine aux alternatives

56



de Elise Aracil

brèves

- | | |
|---|--|
| 30 Alternatives en Vendée et Maine-et-Loire | 35 Femmes |
| 31 Alternatives | 36 Nucléaire |
| 31 Société | 37 Énergies |
| 32 Politique | 38 OGM |
| 33 Décroissance | 38 Santé |
| 33 Ivan Illich : Pédalez plus pour vivre mieux (1973) (Christian Araud) | 39 Paix |
| | 39 Le nucléaire, ça boum ! (Dominique Lalanne) |
| | 40 Agenda |
| 34 Nord-Sud | 41 Annonces |
| 34 Environnement | 50 Courrier |
| | 51 Livres |



Éditorial

Vent d'ouest

Un château, une maison troglodyte, une yourte, une maison sur une île de la Loire, une autre sur l'Ile d'Yeu, une caravane... le moins que l'on puisse dire, c'est que nos lieux de reportages se trouvent dans des habitats aussi variés que les alternatives que nous vous présentons.

Lorsque nous avons annoncé que nous faisons les alternatives en Vendée¹, nous avons eu droit à des remarques : des alternatives chez de Villiers ? Vous n'y songez pas ! Eh bien, non seulement, les initiatives y sont tout aussi nombreuses qu'ailleurs, mais nous en avons même rencontré deux, transversales, très proches des initiatives de transition : l'une dans le marais Breton (au sud de Nantes)², l'autre sur l'Ile d'Yeu³. Et preuve que les choses changent, peu après avoir discuté de ce côté féodal de la Vendée, voici que le vicomte a démissionné de la tête du département !

En Maine-et-Loire⁴, l'itinéraire était plus facile à tracer : ce département dispose d'un annuaire des alternatives très bien fait⁵, complété par un agenda sur internet qui fonctionne bien⁶.

Loin du "Vendez le globe", le choix d'initiatives que l'on vous présente ici peut être complété utilement en prenant votre vélo et en allant vous promener sur ces terres peu escarpées⁷.

Michel Bernard ■



Greenpitre

Marie Clem's



Olympiades mathématiques au Grésillon

D.R.



Musée Lenin au Lenin café

Marie Clem's



Troglobal : Zak nous montre un de ses vitraux

Marie Clem's

1. 607 000 habitants, 90 habitants au km², avec une seule commune de plus de 20 000 habitants : la Roche-sur-Yon, un littoral très touristique en rapide croissance démographique et des bocages à l'intérieur, plus calmes.
2. Court-Circuit, voir page suivante.
3. Collectif agricole de l'Ile-d'Yeu, voir page 28.
4. 770 000 habitants, 107 habitants au km², dont

287 000 habitants pour la seule agglomération Angers-Loire-Métropole.

5. www.guide49.lautre.net

6. Disponible à cette adresse : <http://alter49.org> ou par courrier : association Les Altern'actifs, 16, rue Jacques-Ibert, 49000 Angers, tél : 06 64 30 16 66.

7. Le point culminant de la Vendée est à 290 m, celui du Maine-et-Loire à 216 m !

L	Court-circuiter la grande distribution	5
	Comme des coqs en pâte	8
O	Les bons plan(t)s de Sébastien et Magalie	11
I	Clowns activistes	14
S	Le culot du Sans-Culotte	85
	Au château de Grésillon	18
S	Le Lenin café	20
	Label Vert(e)	22
O	Le village Troglobal	25
P	Pour la renaissance de l'agriculture sur l'île d'Yeu	28

Reportages de Michel Bernard et Marie Clem's.

Couverture : Troglobal © Alexa Brunet / Habitants atypiques

Court-circuiter la grande distribution

Collectif Court-Circuit



Dans le Marais breton, au nord-ouest de la Vendée, un collectif s'est mis en place pour relocaliser l'alimentation, favoriser la culture biologique et sortir des circuits commerciaux classiques. C'est le collectif *Court-Circuit*, une expérience pragmatique et enrichissante.

▲ *Chantier jus de pomme*

PERRINE DULAC TRAVAILLE À LA LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX¹. ELLE HABITE une petite maison perdue au milieu des marais. Avec des copains, ils achetaient déjà bio mais le producteur de légumes n'était présent qu'au marché le jeudi, à des horaires difficiles lorsque l'on travaille. En 2005, avec la volonté de favoriser la vente directe, ils prennent contact avec trois producteurs pour leur demander s'ils ne pourraient pas livrer des "paniers" sur commande, à retirer à La Barre-de-Monts. Aux légumes s'ajoutent des fromages et du pain que deux producteurs livraient déjà sur l'île de Noirmoutier. Cela commence avec seulement 5 à 6 paniers puis, par le bouche-à-oreille, le nombre augmente.

La mise en place de ce système de paniers lance un débat sur l'alimentation. Comment établir les meilleures relations possibles entre les producteurs et les "mangeurs"². De là vient l'idée de chercher à favoriser des liens les plus directs possibles et de réfléchir à toutes les données liées à l'alimentation, ce qui vise à aller plus loin que les AMAP³, notamment en essayant de réfléchir en terme d'empreinte écologique.

Comme le groupe prend du volume et qu'il ressent le besoin d'apparaître sur la scène publique, il décide de créer une association : le collectif *Court-Circuit* naît en janvier 2007.

De plus en plus local

Comme les gens venaient de plus en plus loin au dépôt de La Barre-de-Monts, d'autres lieux de dépôt sont mis en place pour limiter les déplacements⁴ : Notre-Dame-des-Monts, à l'ouest, puis Soullans, au sud-est. Un des dépôts se trouve aussi directement chez des producteurs, Christophe Averty et Valérie Dumas, paysans-boulangers à La Garnache (nord-est). Récemment, un cinquième dépôt a ouvert à Saint-Hilaire-de-Riez (sud) et un autre est en projet à Beauvoir (nord). Le premier point de dépôt, à La Barre-de-Monts, reste le plus important avec 25 paniers par semaine pour une cinquantaine de familles actuellement. Sur l'ensemble des dépôts, il y a une moyenne de 60 paniers pour 180 familles adhérentes.

La question de faire une simple AMAP a été l'objet d'un long débat. L'idée a été écartée pour plusieurs raisons : en milieu rural, beaucoup de

■ **Collectif Court-Circuit en Marais breton**, chez Perrine Dulac, les Terres, 85230 Beauvoir-sur-Mer, collectifcourtcircuit@orange.fr, tél. : 02 51 68 02 66.

1. LPO Vendée, La Brétinière, 85000 La Roche-sur-Yon, tél. : 02 51 46 21 91, antenne Marais breton : 02 51 49 76 53, <http://vendee.lpo.fr>

2. Ce mot a été choisi pour éviter les déclinaisons autour du mot "consommateur".

3. Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, voir www.reseau-amap.org. AMAP locales en marge, page 6.

4. Le marais breton couvre 40 000 ha et il faut trois quarts d'heure de route en voiture pour le traverser du nord au sud.



- ▲ Trois mangeurs pendant l'entretien à l'écomusée du Daviaud
- Chantier collectif de construction de mur en paille, à l'automne 2009

Paniers bio

Les AMAP de Maine-et-Loire sont recensées sur <http://amap49.org>.

- **AMAP Pays de Montaigu**, La Gournière, 85600 Treize Septiers, tél. : 06 87 54 76 60.
- **AMAP Yon**, 55, chemin Guy Bourrieau, 85000 La Roche-sur-Yon, tél. : 06 11 01 75 36.
- **AMAP Bioloco**, 1, rue des Abeilles, 85190 Beaulieu-sous-la-Roche, tél. : 06 32 98 63 71.
- **Le bocag'haut de légumes des Herbiers**, La Basse Vergnaie, 85500 Les Herbiers, tél. : 06 82 75 19 12.
- **Les Jardins de Cocagne**, La Bourvarde, 49124 Saint-Barthélemy d'Anjou, tél. : 02 41 93 19 19.
- **Les Jardins de Cocagne**, Puy Durand, 85700 Pouzauges, tél. : 02 51 63 39 72.
- **Le Panier de campagne**, Le Moulin de Sourdigné, 49670 Valanjou, tél. : 02 41 57 01 22.

gens ont un potager et tout le monde n'a pas besoin de légumes en permanence. Ceux qui ont des potagers ont du mal à prévoir à l'avance ce qu'ils auto-produiront ou pas. Donc chaque panier est individualisé en fonction des commandes. Il n'y a pas d'engagement à l'année, pas d'avance financière. Chacun paie directement aux producteurs.

Aucun producteur ne travaille que pour le collectif *Court-circuit*. Par exemple, Yannick Halloin, un maraîcher qui fournit des paniers depuis trois ans, écoule aussi sa production dans un autre groupe de "mangeurs", en Loire-Atlantique. Serge Renaud, un producteur de légumes, fournit la *Biocoop* de Challans⁵.

Outre les producteurs de légumes, pain et fromage, se sont maintenant ajoutés des producteurs de viande. Des commandes groupées de produits secs sont organisées également : huiles, farines, mogettes (un haricot sec local) et autres légumineuses viennent du département. Ils ont trouvé un producteur de vinaigres et de confitures sur la côte. Le vin vient d'Anjou, par un producteur qui fournissait déjà des clients dans le secteur. Restent quelques produits qui manquent : en premier les fruits. Du fait de la lourdeur et de la salinité des sols, des embruns salés, il n'y a pratiquement pas d'arbres fruitiers dans le marais. L'un des producteurs de légumes produit des fraises. Les mangeurs vont ensuite chercher des fruits dans des vergers du département (pommes, cerises...). De même, il y a peu d'arbres et de fleurs mellifères, donc pas d'apiculteur, pas de miel local.

Réduire l'empreinte écologique ?

Si l'objectif premier du collectif *Court-Circuit* est atteint — éviter que l'on ne passe par les circuits de commercialisation de la grande distribution — qu'en est-il de la question de l'empreinte écologique ?

Christophe Averty, paysan-boulangier, explique les difficultés rencontrées. Avant d'être dans le collectif *Court-Circuit*, il livrait les pains directement chez les habitants. Il a calculé qu'alors il parcourait 240 km par semaine, soit en moyenne 2 km par kilo de pain. Lorsqu'il est passé au système "court-circuit", il a fortement diminué ses propres kilomètres, mais comme, malgré l'organisation entre voisins, chacun-e ou presque vient à son dépôt en voiture, il n'est pas certain de la pertinence de son choix. Un grand projet serait de



▲ Écomusée du Daviaud où Court-circuit anime des ateliers jardinage, pain...

livrer son pain à vélo avec une remorque. Valérie et Christophe ont acheté des vélos à assistance électrique et ont supprimé leur deuxième voiture. Ainsi, l'empreinte écologique serait au plus bas⁶. Reste à ce que chacun des "mangeurs" en fasse autant... et, si les distances sont encore trop grandes pour les faire simplement à vélo, que l'on décentralise encore.

C'est bien de ce constat que sont parties les grandes surfaces : en entassant la marchandise à un seul endroit en grande quantité, on peut la vendre moins cher... mais la charge du transport est reportée sur chaque consommateur. Les études ont montré que l'empreinte écologique du produit augmente alors. Il faudrait étudier précisément quelle distance respecter entre mangeurs et point

5. *Biocoop Maraichine*, 1, rue de la Cailletière, 85300 Challans, tél. : 02 51 26 51 88. Autres *Biocoop* page 7.

6. On peut quand même se poser la question de l'empreinte écologique du vélo à assistance électrique à lui seul...

de dépôts pour que les mangeurs renoncent à la voiture. Un débat qui s'enrichit avec le potentiel des vélos à assistance électrique.

Pour Christophe, la livraison chez les mangeurs le mettait au centre d'un groupe de gens qui ne se connaissaient pas, alors qu'au dépôt, les mangeurs se rencontrent et tissent le lien social indispensable à l'existence du Collectif. Il faut donc trouver un juste équilibre⁷. Christophe et Valérie ont par ailleurs cherché à réduire les distances en amont : ainsi, tous les blés ont été produits dans un rayon de moins de 20 km autour de chez eux et ils disposent de 9 variétés de blé et d'un seigle. Le grain est moulu localement par un moulin à vent (le Petit Moulin de Châteauneuf⁸ situé à 2 km du fournil. Ils ont en outre installé sur leur toit 16 m² de photovoltaïque qui leur permettent de produire autant d'électricité qu'ils en consomment. L'électricité en surplus est pour le moment revendu à EDF en attendant un contrat de rachat par Enercoop⁹.

Créer du lien social

La nourriture est un excellent vecteur pour aborder bien d'autres questions et donc pour créer du lien social. Le choix de produits biologiques lance évidemment le débat sur le respect de la nature et la protection de la vie. Pour aller plus loin dans les rencontres, des chantiers collectifs sont organisés. Chaque année, le collectif organise un pressage collectif de pommes permettant à ceux qui le souhaitent de produire leur jus pour l'année (avec en général une vingtaine de familles). Une journée annuelle d'échanges de plantes, de graines et de savoir-faire est organisée pour réunir ceux et celles qui ont un potager. Un chantier "mur en paille" a eu lieu chez Yannick, l'un des maraîchers, et une trentaine de personnes sont venues. Des visites dans les fermes des producteurs du collectif ont lieu régulièrement, et le collectif essaie d'organiser de temps en temps une journée festive de retrouvailles. A ces occasions, des débats s'organisent sur différents sujets (comment faire pour éviter les dérives consuméristes ? Faut-il agrandir le collectif ou créer d'autres associations ? comment vivre plus simplement ?). Il s'agit à chaque fois de développer la convivialité et par là-même les entraides possibles.

Le Collectif Court-Circuit édite un petit journal "irrégulomadaire", les *Pieds dans l'Plat*, destiné également à créer du lien entre les mangeurs, autrement que par les courriers électroniques.

En 2010, l'association a discuté longuement d'une charte pour recadrer les engagements de chacun, mangeur ou producteur, éviter que les mangeurs ne soient que des consommateurs, inciter les gens à s'investir dans le collectif pour pousser plus loin la réflexion et les pratiques.

Des soirées cinéma ont aussi eu lieu avec deux associations locales de cinéma, l'une à Saint-Jean-de-Monts, l'autre à Challans. A l'occasion des journées du patrimoine 2009, le collectif a organisé,



Collectif Court-Circuit

avec l'Ecomusée du Daviaud (La Barre-de-Monts), une manifestation autour de l'agriculture locale et bio (marché, conférence de Marc Dufumier¹⁰, projection d'un film sur les dérives de l'agriculture intensive en Vendée¹¹...

Comment aller plus loin ?

Pour le moment, une des limites est le nombre de maraîchers bio dans le marais : ils ne sont que trois. Le métier est difficile, technique et les terres sont difficiles d'accès. L'un des axes futurs du collectif pourrait être d'aider à l'installation ou d'arriver à convaincre des agriculteurs traditionnels de passer au bio. La cotisation à l'association est de 10 € par foyer et par an. La plupart des activités s'autofinancent, une petite cagnotte s'est accumulée et certains aimeraient que cet argent serve à s'investir avec *Terre de Liens*¹² pour acquérir des terres.

Un territoire en transition ?

Lorsque l'on pense aux débats sur les "territoires en transition", on peut se dire que le collectif *Courts-Circuit* a déjà pris une longueur d'avance en réfléchissant et en mettant en pratique de nombreuses alternatives qui vont dans le sens d'une plus grande résilience locale.

Reste que le passage à l'étape supérieure semble compliqué. Ils ont proposé à la communauté de communes un travail de sensibilisation sur l'agriculture paysanne, sans succès pour l'instant.

Pour Christine, mangeuse, entrer dans le collectif l'a aidée à aller concrètement vers une plus grande simplicité, ce qu'elle souhaitait mais n'arrivait pas à mettre en pratique seule. Elle constate qu'elle a fortement réduit ses visites aux supermarchés et elle regarde avec envie ce que les autres expérimentent : "Voir ce que font les autres est stimulant. Cela m'a boostée !". C'est bien en créant l'envie que l'on ira dans le bon sens !

Michel Bernard ■

▲ Leçon de compostage de fumier de vache, lors de la visite de ferme chez les producteurs de fromage (Ferme du Marais Champs, Nombreuil, 44 Bourgneuf-en-Retz)

Biocoop

■ **Biocoop CABA Angers**, 122 rue de la Chalouère, 49100 Angers, tél. : 02 41 60 01 61.

■ **Biocoop CABA Avrillé**, 30 ter, avenue Pierre-Mendès-France, 49240 Avrillé, tél. : 02 41 05 04 02.

■ **Biocoop CABA Murs-éigné**, 34, route de Cholet, 49610 Murs-Éigné, tél. : 02 41 80 31 28

■ **Biocoop Soleil**, 6, avenue de Champagny, 49300 Cholet.

■ **Croq Bio**, 74, rue de Montréal, 85000 La Roche-sur-Yon.

■ **Biocoop Au pays bio**, 24, rue Louis-Auber, ZA Saint-Médard-des-Prés, 85200 Fontenay-le-Comte, tél. : 02 51 51 37 68.

■ **Biocoop des Olonnes**, 30, rue des Plesses, 85180 Le Château-d'Olonne, tél. : 02 51 95 70 77.

7. Chercheurs dans le domaine de la décroissance, de l'empreinte écologique, de la résilience, voici un beau sujet à étudier !

8. <http://moulin.chateauneuf.free.fr>, tél. : 02 51 49 31 07.

9. **Enercoop**, 9-11, avenue de Villars, 75007 Paris, tél. : 0 811 093 099, www.enercoop.fr.

10. Marc Dufumier est agronome, professeur d'agriculture comparée et développement à AgroParisTech.

11. voir <http://pourquelquesgrainsdors.wordpress.com/>

12. *Terre de liens*, 10, rue Archinard, 26400 Crest, www.terredeliens.org.



Comme des coqs en pâte

Christine et Didier Coquenlorge animent un camping situé à une dizaine de kilomètres de la mer, différentes démarches ayant pour point commun la réduction des besoins.

■ **Les coqs en pâte,**
Christine et Didier Coquenlorge,
La Chopinière, 85440 Poiroux,
tél. : 02 51 90 20 30.

REPAS AU COIN DU FEU. UNE DIZAINE D'ADULTES ET AUTANT D'ENFANTS MANGENT À LA table collective. Il y a là tout ce qui ressemble à un camping des plus banal, sauf que...

Sauf que les toilettes sont sèches, une partie de la cuisson est solaire, la cuisson des patates s'est achevée dans une marmite norvégienne¹, une bonne partie de la nourriture provient de la ferme, et elle est bio, les déchets sont triés, il y a une aire de compostage, une phytoépuration, des douches solaires... Ce camping *Accueil paysan*² est le résultat d'une longue prise de conscience sur la question de nos consommations et de leurs impacts sur l'environnement.

Sobriété volontaire

Christine est originaire de la région. Didier, originaire de Pornic, a vécu chez ses parents le tourisme saisonnier. Ils vivent pendant leurs études au Havre. Ils annoncent, lors de leur mariage en 1976, qu'ils veulent vivre comme de petites gens, avec un seul SMIC, prendre le temps d'élever des enfants et faire du lien social. Des décroissants avant l'heure, mais avec une approche surtout sociale.

Christine trouve un travail d'éducatrice aux Sables-d'Olonne et ils cherchent à s'installer dans un rayon de 20 km. Ils trouvent le lieu où ils sont encore aujourd'hui et Didier veut créer un petit élevage de volailles pour faire de la vente directe. La banque refuse de financer le projet, l'estimant trop petit pour être rentable. Ils arrivent quand même à acheter. Ce sont les anciennes dépendances

d'une ferme avec 3000 m² de terrain. Didier se lance dans l'élevage de poulets et cultive aussi des pommes de terre. Il passe chez les gens pour faire goûter ses poulets et, petit à petit, met en place un réseau de livraison sur commande. Il complète son temps de travail en aménageant les lieux. Au fil du temps, ils ont pu acheter quelques terres voisines et s'agrandir. Ils disposent aujourd'hui de 8000 m², très loin de ce qui est demandé pour être reconnu comme agriculteur³.

Au départ, Didier achetait les céréales pour nourrir ses volailles. Mais après avoir étudié la question, il a loué des terres pour les produire lui-même. Ayant une formation en mécanique, il a fait des échanges avec les paysans du coin : ceux-ci lui apprenaient comment cultiver, en échange de quoi il les aidait sur les questions de machinisme. Il n'était pas en bio.

Auto-reconstruction

Toutefois, ce travail ne lui offrait pas assez de contacts sociaux. Un jour, on lui propose une place de veilleur de nuit dans un centre de réinsertion pour adultes. Il commence ce nouveau travail et ralentit les volailles. Le soir, il voyait les personnes présentes qui s'ennuyaient. Il propose alors à la direction de mettre en place un barbecue, ce qui est accepté et permet de faire des soirées sympas. Il continue en proposant d'encadrer les gens dans de petits chantiers de réhabilitation de logements, ce qui se révèle une excellente méthode pour se reconstruire soi-même. Puis il développe d'autres activités visant à l'autonomie de chacun,

1. Une marmite norvégienne est un caisson super-isolé dans lequel on place une marmite où la température a été portée à ébullition, éventuellement par un cuitiseur solaire. On ferme le tout. La température se maintient à l'intérieur et la cuisson se poursuit sans aucune nouvelle consommation d'énergie.

2. *Accueil paysan*, 9, avenue Paul-Verlaine, 38100 Grenoble, tél. : 04 76 43 44 83, www.accueil-paysan.com. Réseau d'accueil à la ferme dont la charte garantit une certaine qualité écologique et sociale.

3. Selon la logique dominante, il leur aurait fallu environ 10 fois plus de surface (et de poulets) pour pouvoir vivre.

notamment en leur apprenant à entretenir des outils, des objets mécaniques...

Comme il a un bon contact, en 1993, on lui propose de passer de jour pour encadrer un centre d'accueil d'urgence. Il arrête alors complètement l'élevage de volailles. Il dirigera ce centre pendant treize ans, avec un fonctionnement horizontal très agréable, avec des chantiers adaptables aux difficultés de chacun ; de fait, beaucoup de personnes qui sont passées dans ce centre se sont stabilisées localement.

Et puis, peu à peu, le secteur social s'est effondré : privatisation des cuisines, hébergement devenu payant, fin des chantiers et du jardin collectif suite à des contraintes légales...

Pendant ce temps, Christine est passée d'éducatrice aux Sables-d'Olonne à l'accueil sur place d'enfants placés par l'aide sociale. Elle va faire cela jusqu'en 1996. A cette date, ses filles sont grandes et quittent la maison. Elle va alors devenir professeur dans un établissement qui prépare au bac professionnel. Elle a des élèves de 15 à 20 ans et leur enseigne la "vie sociale et professionnelle" avec quatre volets : environnement, législation du travail, santé et vie quotidienne.

Ils accompagnent la mère de Christine, puis celle de Didier, atteintes de cancer. Ce sont des expériences lourdes. En 2002, Christine fait une dépression et arrête l'éducation nationale. C'est à ce moment-là qu'ils décident de changer de mode de vie et d'essayer d'avoir plus de temps pour eux. Ils cherchent alors ce qu'ils peuvent faire. D'autant qu'entre-temps, ils ont fait du chemin en politique... En 2005, suite à un accident du travail, Didier se retrouve en arrêt pendant longtemps.

Prise de conscience et luttes écologiques

En 2003, ils se rendent aux manifestations contre le G8 à Evian et y écoutent une conférence de Suzan George⁴ sur l'AGCS⁵. Ils vont ensuite dans un atelier où on leur fait analyser différents documents sur la privatisation de la Poste. Cela les incite à adhérer à ATTAC⁶.

Peu de temps après, ils apprennent qu'il y a un projet d'incinérateur à Grosbreuil, une commune à quelques kilomètres de chez eux. La lutte va s'enflammer non pas tant sur les dangers de l'incinérateur mais sur le manque de démocratie quand la population va apprendre que le maire a essayé de tout négocier sans rien dire, interdisant à ses conseillers municipaux d'en parler autour d'eux. Une association se met en place et réunit rapidement 400 adhérents. Ils y deviennent très actifs⁷, tous les deux dans la commission "alternatives". Rapidement, ils comprennent que la bonne solution, avant même de penser au recyclage, est d'éviter de produire des déchets. Lorsque cela n'est pas possible, il faut trouver des solutions de réutilisation en premier, de recyclage en deuxième... et faire en sorte que ces solutions soient peu



▲ Petite épicerie avec les fruits et légumes du jardin et Christine devant la bibliothèque écolo à disposition.

◀ Zone de collecte sélective.

coûteuses car les dérives sont nombreuses. Le collectif adhère à la FEVE (voir encart).

A Grosbreuil, la situation devient explosive quand les conseillers refusent de voter tant que la menace de l'incinérateur n'est pas écartée. Pendant deux ans, le préfet devra se substituer au conseil municipal. Philippe de Villiers, président du conseil général, publie alors un sondage indiquant que 85 % des Vendéens ne veulent pas d'incinérateur et annonce qu'il n'y en aura pas dans le département.

La Fève s'insurge ensuite contre la nouvelle méthode mise en place : le tri biomécanique : après un tri sommaire, l'ensemble de ce qui reste est broyé pour être composté puis épandu dans les champs. Cela provoque une nouvelle mobilisation. Ce compost est de très mauvaise qualité, contenant du plastique, des métaux lourds... qui peuvent gravement polluer les sols. Ce procédé est finalement interdit au niveau national en février 2009.

Mais la solution retenue aujourd'hui, le tri mécanobiologique, n'est toujours pas satisfaisante : les déchets sont triés plus finement, mais ce qui reste est finement mélangé à des déchets verts pour diluer le niveau de pollution ! Le conseil général prévoit de faire théoriquement 21 plates-formes de compostage réparties dans le département. Il y en avait déjà deux avant l'abandon du tri biomécanique. Depuis, une seule à vue le jour... à Grosbreuil !

4. Susan George, auteure de nombreux livres comme *Le Rapport Lugano* (2000) *Un autre monde est possible...* (2004), *Leur crise, nos solutions* (2010), est alors l'une des dirigeantes d'ATTAC, voir note 6.

5. L'accord général sur le commerce et les services, AGCS, est un accord qu'essaie d'imposer, depuis 1994, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), une organisation internationale qui ne répond à aucun critère démocratique. Pour en savoir plus : www.agcs-gats.org.

6. L'association pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens, ATTAC, née en 1998 en France, fédère de très nombreux groupes de la mouvance "altermondialiste". Elle a lancé les forums sociaux internationaux, nationaux et locaux. Pour en savoir plus : www.attac.org.

7. Elle en est aujourd'hui présidente.



◀ Mihmoud (que l'on retrouve page 14) en train de nous faire une démonstration sur le lave-linge à pédale.

Un camping lié à l'éducation à l'environnement

C'est dans ce contexte que Christine et Didier choisissent de se reconvertir en ouvrant un modeste camping (6 emplacements) avec une petite production maraîchère pour la consommation du camping, le tout en bio. Le camping démarre en 2005. Des annonces sont passées de manière ciblée dans *Les 4 saisons du jardin bio*, puis dans *Silence*, via *Accueil paysan* et *CEAT*, un organisme de tourisme durable hollandais. 80 % des gens qui viennent ici le font par choix écologique, le reste par hasard.

Le camping fonctionne à plein pendant deux mois ; le reste de l'année, Christine et Robert essaient de vivre le plus possible en autoproduction et avec un peu de troc de services.

Le camping est une expérience de décroissance en grandeur nature. Les campeurs sont invités à faire leur pain collectivement, les légumes et fruits sont conservés en silos : il n'y a ni frigo, ni congélateur⁹, les légumes sont de saison, la machine à laver le linge est à pédales, les douches sont solaires¹⁰, la collecte sélective des déchets est très poussée avec des explications précises sur le devenir de chaque déchet.

Les toilettes sèches ont été un problème au départ : le camping avait ouvert avec seulement des toilettes sèches. La direction des affaires sanitaires les a obligés à construire des toilettes à eau. Après une année de fermeture administrative, ils se sont exécutés... mais, dès le premier jour d'ouverture, les toilettes à eau sont mystérieusement tombées en panne. Et, en 2009, la législation a changé, les autorisant à n'avoir que des toilettes sèches.

Le résultat est tout à fait remarquable. Alors qu'un camping de cette importance produit en moyenne 1000 kg de déchets par été... ils n'en ont jeté que 57 kg ! Et comme ce résultat commence à être connu, ils ont des visites de classes vertes où les éducateurs viennent montrer aux enfants comment s'y prendre.

La question des voitures reste un problème dans ce genre de camping. Il est possible d'y venir à vélo et ce d'autant plus que Didier, équipé d'un tricycle couché extrêmement performant, peut indiquer les petites routes à suivre pour éviter la circulation.

La décroissance et la joie de vivre : une union parfaitement réussie dans ce petit coin de paradis !

M. B. ■



▲ Didier et son tricycle couché.

FEVE, Fédération éco-citoyenne de Vendée

La FEVE est une fédération d'associations écocitoyenne qui se bat depuis 2004 sur tous les fronts de l'environnement en Vendée. Une vingtaine d'associations locales y adhèrent. Elle a notamment fédéré les actions contre les projets d'incinérateur, puis contre le tri biomécanique. Elle a élaboré un plan de traitement des déchets dans le département.

■ FEVE, La Gourinière, 85600 Treize-Septiers, www.feve-vendee.org

La FEVE a mis en place d'autres scénarios possibles, notamment pour y inclure la nécessité de diminuer la quantité de déchets produits : pesée embarquée⁸, collecte sélective plus poussée, centre de tri, recyclerie, compostage et enfouissement ultime de petite taille par commune pour éviter les transports très coûteux en énergie et pour responsabiliser chaque commune. L'avantage des centres de petite taille dispersés partout, c'est que les gens peuvent voir leur déchets... et donc agir pour en diminuer le volume. Le conseil général n'a pas retenu le projet FEVE... alors que c'était celui qui présentait le meilleur bilan carbone.

8. On paie une taxe déchets en fonction du poids de sa poubelle.

9. On peut, par exemple, conserver des carottes dans le sable, des pommes en les espaçant sur des claies...

10. Un panneau annonce que si vous voulez laisser de l'eau chaude au suivant, il faut penser à ne faire couler l'eau que quand c'est nécessaire.

Les bons plan(t)s de Sébastien et Magalie

Sébastien et Magalie, après avoir essayé de créer une activité collective, ont réussi une installation en maraîchage, en bénéficiant de coups de main de la famille et du destin.

MAGALIE ET SÉBASTIEN SE SONT RENCONTRÉS ALORS QU'ILS PRÉPARAIENT UN BREVET de technicien en animation à Périgueux. A la fin de leurs études, à une dizaine d'élèves, ils réfléchissent alors à un projet collectif de ferme pédagogique. Monter un tel projet est difficile et ils décident, en 1999-2000, de suivre la formation proposée par REPAS¹ pour y faire un "compagnonnage à la carte". Ils cheminent alors dans différentes structures comme *Ardelaine*², *le Viel Audon*³, *Champs libres*⁴, puis *Ambiance Bois*⁵. Au cours de ce compagnonnage, six abandonnent la démarche.

Magalie passe alors un an à Champs libres, dans la Haute-Vienne, comme salariée et aide à la mise en place de l'association *Contrechamps*⁶ où elle va être stagiaire pendant six mois avant d'obtenir un "emploi jeune" comme agent de développement.

Tâtonnements et expérimentations

Contrechamps est une formidable opportunité pour les quatre restant. Sébastien, Thomas et Sonia s'installent alors sur place et vivent ce projet collectif pendant un an. Sébastien trouve une place à mi-temps dans une scierie mobile dont le siège est à côté de *Pis Vert*, une association locale⁷. Nous sommes peu après la tempête de 1999, qui a

couché des forêts entières et le travail ne manque pas. Collectivement, il gère un grand potager pour l'autoconsommation.

La pratique sur place se heurte à un décalage de générations entre les porteurs de projets de *Contrechamps* et les "quatre mousquetaires". Finalement, Thomas et Sonia sont partis s'installer à Limoges. Sébastien et Magalie se sont alors construits une cabane de 15 m² pour y vivre, cabane qui au fil du temps s'agrandira jusqu'à devenir une petite maison. Celle-ci a été réalisée avec des matériaux de récupération en provenance de la scierie.

Magalie poursuit un temps à *Contrechamps*. Après la naissance de leur première fille, Mawé, elle souhaite avoir des horaires plus souples. Du côté de la scierie mobile, il y a une baisse de l'activité. Ils arrêtent alors leurs activités respectives et envisagent de nouvelles pistes.

Magalie et Sébastien portaient l'activité agricole du projet initial à dix personnes. Ils décident finalement de ne faire plus qu'un projet de couple et de chercher des terres pour démarrer une activité agricole.

Recherche de terres

Ils s'inscrivent alors auprès de structures comme l'ADASEA⁸ dans 26 départements et commencent à éplucher les annonces de locations et

■ Sébastien et Magalie Benoît, Saint-Jean, 85190 La Gênetouze, tél. : 02 51 05 91 87.

1. Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires (REPAS), www.reseautrepas.free.fr. Ce groupe d'entreprises propose une formation en compagnonnage dans des structures alternatives.
2. Ardelaine est une coopérative qui soutient la filière de laine locale. *Ardelaine*, 07190 Saint-Pierre-ville, tél. : 04 75 66 63 08, www.ardelaine.fr
3. *Le Viel Audon*, 07120 Balazuc, tél. : 04 75 37 73 80, www.lievie-laudon.org Après trente ans de reconstruction par des chantiers internationaux, ce village accueille différentes activités dont les formations théoriques du REPAS.
4. *Champs libres*, Trasrieux, 87460 Saint-Julien-le-Petit, tél. : 05 55 69 22 99, gacchampslibres@no-log Groupement agricole d'agriculture biodynamique.
5. *Ambiance Bois*, route d'Eymoutiers, 23340 Faux-la-Montagne, tél. : 05 55 67 94 06, www.ambiance-bois.com.
6. *Contrechamps*, Trasrieux, 87460 Saint-Julien-le-Petit, tél. : 05 55 69 13 18. Association culturelle installée dans des bâtiments voisins de Champs libres.
7. *Pis Vert*, association gérant collectivement un troupeau bovin. *Pis Vert*, Le Bourg, 23340 Faux-la-Montagne.
8. Association départementale pour l'aménagement des structures et exploitations agricoles, structures d'aide aux projets ruraux, voir www.adasea.net



Marie Clem's

Les jardins de l'avenir

Le jardin de l'Avenir c'est un magasin bio (fruits et légumes, épicerie, rayon frais, vins, cosmétiques, etc.) et un jardin libre cueillette cultivé entièrement en bio où l'on peut cueillir soi-même plus de 60 espèces de fruits et légumes tout au long de l'année.

■ Les jardins de l'avenir, route de la Roche, 49130 Sainte-Gemmes-sur-Loire, tél. : 02 41 66 64 08, www.jardindelavenir.fr.

de successions... Ils visitent de nombreux sites dans la Drôme, l'Aveyron... mais se heurtent à la question du prix.

La tante de Magalie, qui habite en Vendée, leur signale alors un vaste terrain en friche à La Génétouze, près de la Roche-sur-Yon. Il s'agit d'une ancienne exploitation agricole, reprise en 1997 par l'association d'insertion *L'Etoile*, qui, aux côtés de pôles d'aide ménagère, d'ateliers bois, a voulu démarrer un jardin d'insertion solidaire. Ce jardin a fonctionné pendant cinq ans, jusqu'en 2002 ; puis des restrictions budgétaires ont forcé l'association à cesser cette activité. Elle cherche un repreneur pour les terrains, situés en zone périurbaine, sans les céder à un promoteur. Les terres avaient été converties en bio et le président de l'association voulait que cela reste en bio.

En septembre 2003, Sébastien et Magalie viennent visiter le lieu. Il y a 1,7 ha d'un seul tenant, du matériel agricole, une station de pompage pour l'eau, un petit tracteur, du matériel d'irrigation, 3 serres et une verrière chauffable pour produire des plants et des fleurs, un hangar avec une chambre froide et un énorme vestiaire neuf, construit par l'association. Pas d'habitation, mais le vestiaire peut être aménagé pour être transformé en maison. L'ensemble est vendu 90 000 €, ce qui ne couvre en fait que le prix du vestiaire. Il manque encore au couple 40 h de formation de maraîchage, qu'ils se dépêchent de mener avec la chambre d'agriculture. Pour avoir une adresse dans le département, ils louent une maison dans le voisinage. Cette maison ayant sérieusement besoin d'une rénovation : ils négocient de faire les travaux en échange du loyer. Sébastien touche alors le RMI, Magalie est enceinte de son deuxième enfant. En décembre 2003, ils négocient l'achat du lieu pour août 2004, avec autorisation de se semer dès le printemps 2004.

Un montage financier très favorable

En août 2004, ils deviennent propriétaires et récoltent tout de suite, ce qui assure de fait un fond de roulement pour la trésorerie et permet de lancer l'activité dans les meilleures conditions.

Pour acheter, ils empruntent 85 000 €, cautionnés par leurs parents et une hypothèque sur le vestiaire. Ils bénéficient de différentes aides⁹.

Ces sommes permettent de couvrir les différents investissements.

En 2008, les résultats financiers étant corrects, ils peuvent emprunter 50 000 € supplémentaires pour finir les travaux, ce qui sera effectif début 2010. Le vestiaire était en béton isolé en laine de verre. Si le béton initial a été conservé, l'isolation a été refaite en liège et l'agrandissement a eu lieu selon les principes de l'habitat sain en paille. Ils ont fait les travaux eux-mêmes, aidés par quelques connaissances locales. Le choix des matériaux sains (isolation liège, ossature bois, mur en terre, poêle de masse fait par un artisan...) a entraîné un surcoût de 15 000 €, mais leur a permis de bénéficier d'un crédit d'impôt de 11 000 €. A l'arrivée, ils ont dépensé en tout 143 000 € pour avoir une belle maison et 1,7 ha de terrain, en site périurbain. C'est moins cher qu'une maison voisine avec un petit jardin.

Maraîchage et oseille

Si les AMAP¹⁰ ont tant de mal à se développer maintenant, c'est principalement parce qu'elles ne trouvent plus de maraîchers avec qui les consommateurs pourraient passer contrat. Il y a un manque d'installations principalement parce que le métier est très technique et qu'il n'est pas évident d'en dégager un salaire correct, même en travaillant beaucoup.

Les terres disponibles chez Magalie et Sébastien ne correspondent qu'à la moitié de la surface minimale d'installation. Ils n'ont pu obtenir un statut agricole que parce que le père de Magalie leur a prêté les terres manquantes, dans un premier temps, puis, depuis 2010, qu'ils se sont fait prêter un hectare dans le voisinage. Le père de Magalie leur a aussi prêté du matériel spécialisé et il est venu labourer à l'occasion. Son départ prochain à la retraite modifiera un peu les choses.

A la période des récoltes, ils ont recours à un salarié. Avec deux autres agriculteurs, ils ont créé pour cela un groupement d'employeurs *Bio Boulot*. Cela représente 0,4 emploi salarié... mais cela pèse lourd sur les finances. Il serait préférable d'avoir un associé, mais cela supposerait une meilleure répartition du travail sur l'ensemble de l'année.

Entre 2004 et 2009, le chiffre d'affaires est passé de 42 000 à 56 000 € pour le maraîchage. Ils produisent 27 légumes différents pour une centaine de variétés. En réponse à des demandes de consommateurs, ils achètent aussi des fruits et du pain pour la revente, ce qui représente un chiffre d'affaires supplémentaire de 42 000 €, avec une marge intéressante...

Du côté des animaux, Sébastien et Magalie pratiquent une rotation avec prairie ; ils ont donc mis sur cette prairie quelques cochons basques, dont la viande n'est distribuée que dans la famille. Ils ont aussi quelques lapins pour leur consommation personnelle. Ils étudient la possibilité d'avoir des poules, cette fois pour la vente des œufs.

9. 17 300 € de donation jeune agriculteur, 6000 € de la fédération des agriculteurs bio Pays-de-Loire, 6000 € pour création d'activité de la caisse de chômage, plus une aide européenne qui couvre les frais de notaire et de Safer.

10. Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, voir www.reseau-amar.org.

En lien avec des consommateurs

L'association *L'Etoile* avait mis en place un système de paniers bio. A la reprise de l'activité, ils ont pu recontacter les adhérents et, sur une centaine, 25 ont souscrit dès le départ à ces nouveaux paniers bio. Pour rester proche des besoins des consommateurs, il n'y a pas de paniers imposés : chacun commande ce qu'il veut par téléphone ou par Internet ou opte pour le "panier-surprise". Ils proposent leurs légumes, mais aussi des fruits et du pain en achat-revente. Aujourd'hui, une quarantaine de familles régulières assure entre 25 et 30 % du chiffre d'affaires. Il faut compter deux heures pour distribuer les paniers, soit individuellement, soit sur des points groupés (avec une remise de 10 %). La vente à la ferme, chaque vendredi, assure entre 8 et 10 % du chiffre d'affaires. La vente de plants rapporte entre 10 et 15 %. La vente sur le marché des Sables-d'Olonne, un marché couvert, — ce qui est utile vu le nombre de jours de pluies et de vents — assure 40 % et le reste vient de ventes au réseau *Biocoop* et à d'autres grossistes.

Travailler moins, gagner autant

Aujourd'hui, la situation financière est correcte. Ils cherchent donc non pas à grossir, mais à gagner autant en travaillant moins. L'achat de nouvelles terres permettrait de s'associer avec quelqu'un, éventuellement en GAEC¹¹. Des jeunes cherchent à s'installer en bio mais, pour le moment, la demande en paniers reste limitée localement du fait qu'un grand nombre de personnes disposent de leur propre jardin. Il faut donc se spécialiser sur des niches : production décalée en serre (les gens veulent des tomates aussi longtemps que possible) ou travail plus spécialisé comme les plants.

Pour avoir un associé, il faut augmenter la surface agricole. Pour faire du maraîchage, il faut des terres irrigables. Le couple a en vue un terrain de 4,2 ha de terres à 12 km de son village, avec une mare et une source, et des haies pour se protéger des traitements des voisins. Comme les premiers emprunts sont en voie d'être remboursés, ils commencent à disposer de trésorerie et cet achat est en négociation avec la Safer... laquelle avait un projet de retenue d'eau pour l'irrigation des grandes cultures sur ces mêmes terres. La Confédération paysanne a apporté son soutien au projet de maraîchage.

Pour limiter leur temps de travail, Sébastien s'est livré à une étude précise du temps que demande chaque culture. Ainsi, il s'est avéré qu'il était plus simple d'acheter des carottes bio à un autre producteur, équipé de la mécanisation adéquate, que de les produire soi-même. A l'inverse, ayant une grande serre chauffée sous-exploitée, il a intérêt à développer la vente de plants aux autres producteurs ou aux personnes cultivant un potager.

Outre le temps passé en famille, plus de temps libre leur permettrait de s'investir dans d'autres

domaines : Sébastien est déjà passé en procès comme faucheur volontaire et ils ont également participé à quelques actions avec *Greenpitres*, les clowns activistes¹².

M. B. ■

11. Groupement agricole d'exploitation en commun, structure permettant de travailler collectivement à deux associés ou plus.

12. voir page 14.



▲ Extension du "vestiaire" entièrement en matériaux sains.





Clowns activistes

Marie Clémis

**Et si l'on apprenait à associer le rire au militantisme ?
C'est le pari que font les brigades de clowns un peu partout
dans le monde et en particulier les Greenpitres, en Vendée.**

■ Greenpitres,
<http://greenpitre.canalblog.com>.

QUEL EST LE CLOWN LE PLUS VISIBLE AU MONDE ? RONALD, L'EFFIGIE DE MACDONALD'S ! Mais le pauvre est seul, figé à l'entrée des fast-foods. Triste destinée pour un clown ! Alors pour lui tenir compagnie, pas moins de 23 autres clowns sont venus lui rendre visite. Nous sommes en 2008 et les faucheurs volontaires dénoncent les tentatives d'introduction des cultures OGM. Les clowns viennent voir Ronald pour s'assurer que lui aussi est bien contre les OGM. Et, comme les clowns ont parfois faim, ils s'installent sur les tables de toutes les couleurs pour pique-niquer avec des produits bios locaux. Ce qui plaît moyennement à la direction de l'établissement. D'autres personnes, déguisées en policiers — en fait non, des vrais ! —, arrivent sur place et demandent qui est le responsable de l'action. Comme Ronald ne dit rien, ni aucun des 23 autres clowns, le chef des policiers choisit le plus grand et le déclare chef des clowns ! Comme, quoi ça sert de bien manger sa soupe (bio) !

Le clown pour une autre militance

Nous avons rencontré Dany et Mihmoud, clowns activistes ; pour qu'ils nous expliquent le choix de ce type d'actions. La première brigade activiste des clowns (BAC), a vu le jour en France en 2005, à Neuilly-sur-Seine. Après les déclarations de notre bouillant président qui voulait "karchériser" les banlieues, la BAC est venu nettoyer l'ancienne mairie du président.

A cette époque, une de leurs amies est venue à la Roche-sur-Yon pour expliquer son travail de Dr Clown à l'hôpital. Il y avait une vingtaine de personnes et des discussions ont commencé sur le sujet.

Faire le clown permet de se détacher de soi, donc de penser à autre chose lorsque l'on est malade. Ce décalage peut être tout aussi important lorsque l'on milite¹. Le clown peut faire des erreurs et celles-ci sont formatrices. Ainsi est né le désir de former une brigade de clowns à La Roche-sur-Yon.

Elle est apparue pour la première fois, avec seulement quatre personnes, dans une manif syndicaliste où tout le monde tournait autour du Napoléon planté sur la place centrale de la préfecture du département. Les clowns ont commencé à nettoyer la manif de tout ce qui était pénible. Quand ils ont demandé à parler à la tribune après tout le gratin des syndicalistes, cela a créé une malaise.

Drôles mais organisés

Mihmoud a fait du conte mimé mais aucun membre n'avait d'expérience clownesque ou théâtrale. S'il est clair que "être clown" permet de poser certaines questions irrévérencieuses, cela n'est pas si simple : il faut être capable de décaler les pratiques sans offenser les militants traditionnels, sans provoquer les képis bleus... Bref, rester dans un cadre non violent, respectueux de tous. Si chacun a sa propre expérience militante, faire le clown oblige à chercher d'autres modes d'expression. Les

1. Militant, militaire, deux mots ayant la même racine !

2. CIRCA, www.clownarmy.org. Cela reste surtout britannique !

actions sont donc longuement discutées à l'avance entre clowns, en essayant d'imaginer les risques de tension et la façon de les désamorcer.

Après la naissance d'un grand nombre de groupes de clowns activistes, une coordination internationale a vu le jour : la *Clandestine Insurgent Rebel Clown Army* ou CIRCA², où s'échangent les comptes-rendus d'actions, les idées de campagnes, et des appels à agir collectivement en certains cas.

Faire le clown tout seul est politiquement difficile. C'est plus facile en collectif. Si le clown est perçu comme "un échappé de l'ordre public", il se doit néanmoins de chercher à avoir une démarche compréhensible.

Cela ne marche pas à tous les coups ! Mais pour Dany, "si déjà les gens repartent avec des points d'interrogation, ce n'est pas si mal !".

"Le clown est drôle : il défend la joie de vivre. Le rire permet l'adhésion. Il change le rapport à la réalité. Mais pour que cela tombe juste, il faut bien y penser avant !"

Il faut voir les policiers désorientés par le rire ! Mihmoud raconte comment, lors d'une action où les cars de policiers étaient nombreux, ils ont tous scandé "la sirène, la sirène". A la fin, le commissaire, bon prince, a donné son aval en faisant tourner un doigt au-dessus de sa tête : les policiers ont alors mis en route leur sirène !³

Des actions pleines de sens

Après l'action au McDo, les *Greenpitres* de Vendée sont intervenus dans un supermarché, pendant la semaine sans pesticides⁴, pour aider les clients à faire leurs courses. Ils ont également accompagné les faucheurs d'OGM dans leurs visites aux tribunaux. Lorsque le gouvernement a appelé à la délation des semeurs de troubles, ils ont réuni environ 70 personnes, dont une quinzaine habillées en clowns, pour se rendre au commissariat et se dénoncer elles-mêmes. Ils ont participé à une journée d'action avec le collectif "Ni pauvre, ni soumis"⁵. Ils ont défilé le 1er mai 2009 avec des cagoules roses et nez visible pour protester contre le projet de loi anti-cagoule. Dans le cadre de la journée sans achat du 21 décembre 2009, ils ont célébré l'anniversaire de la mort du père Noël devant un temple moderne : un supermarché. Ce jour-là, le crime étant particulièrement odieux, ils ont eu droit à une surveillance par hélicoptère⁶ ! Récemment, après les déclarations de mars 2010 d'Eric Zemmour assimilant drogués et immigrés, ils ont rendu visite à l'éditorialiste du *Figaro* lors d'un salon du livre pour lui offrir un kilo de farine, à sniffer avec une paille, et de l'herbe à fumer.

Des actions réunissant l'ensemble des brigades de clowns ont déjà eu lieu à l'île Longue, près de Brest, pour procéder à une inspection citoyenne de la base des sous-marins nucléaires⁷. Un défilé a été organisé à Paris le 14 juillet 2009 avec une centaine de clowns. Un autre, en avril 2009, lors de la tenue du sommet de l'OTAN à Strasbourg, a



réuni plus d'une centaine de clowns de plusieurs pays⁸.

Ces clowns donnent de la couleur aux actions, tant et plus que non seulement les médias s'en régaler, mais que même la gendarmerie a négocié des droits photos pour les mettre sur leur propre calendrier ! Localement, le maire de Noirmoutier leur a même proposé un contrat pour animer un spectacle.

Les clowns ne mènent pas de campagne en particulier. Ils viennent pimenter celles qui leur plaisent. Pour eux, l'important est de récupérer l'espace public. De rappeler que la rue est à tout le monde et que le pouvoir des uns n'existe que parce d'autres le délaissent.

M. B. ■

P. S. : Rencontrer un duo de clowns n'est pas de tout repos ! Les photos ont été prises pendant l'entretien !

3. Mihmoud : "Pourquoi les pompiers ont-ils toujours une réserve d'eau dans leur camion ? Pour y loger la sirène, bien sûr !"

4. Semaine sans pesticides, www.semaine-sans-pesticides.com.

5. Collectif d'associations né en janvier 2008 et demandant le respect des engagements de Sarkozy en faveur des personnes handicapées, www.nipauvrenissoumis.org.

6. Depuis quand le Père Noël préfère-t-il les Alouettes aux rennes ?

7. En lien avec le collectif *Non au missile M51*, www.nonaumissilem51.org.

8. Suite aux accrochages qui ont eu lieu pendant cette manifestation, deux régions allemandes limitrophes ont interdit le port du nez rouge dans les manifestations ! Le nez rouge est-il une arme de destruction massive ?



Le culot du Sans-Culotte 85

Marie Coq a créé, en 2007, un mensuel de contre-information sur la Vendée, loin des pressions de la publicité et des communicants. Un pari encore fragile.

▲ Marie Coq croquée par un des dessinateurs de la revue.

■ **Le Sans-Culotte 85**, les Empressés éditions, 35 A, rue de Bretagne, 85440 Grosbreuil, tél. : 06 13 27 17 43, www.lesansculotte85.com.

MARIE COQ A FAIT UNE ÉCOLE DE JOURNALISTE À LILLE, AVEC UNE SPÉCIALISATION "presse de proximité". Son premier cours avait pour titre : "La presse dans son marché". Le bilan qu'elle en tire aujourd'hui, c'est qu'on y apprend à vendre au lieu d'écrire. Elle y a rencontré son compagnon, Guillaume Fonteneau.

En 2002, elle commence comme stagiaire, en Normandie, dans un quotidien régional du groupe Hersant. Elle découvre que la presse locale est d'abord une presse de contact, avec des gens que l'on croise souvent, et que les erreurs se paient cher. En 2004, elle est devenue chef d'agence à Honfleur. Un jour, elle reçoit un coup de fil de sa direction qui lui conseille de rédiger des articles sur une entreprise locale. Elle s'étonne de cette demande et découvre par hasard que la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) a passé un accord financier avec le média pour s'assurer d'avoir des reportages de complaisance. Elle rend alors public cet accord sur un site Internet. Ce qui lui vaut, en avril 2004, d'être licenciée pour insubordination.

En 2003, elle avait commencé à réfléchir à la possibilité de créer un média local indépendant. Après lecture d'un livre sur le sujet, elle avait pris contact avec *La Feuille*, publié à Villeneuve-sur-Lot¹. Lorsqu'elle est licenciée, elle se dit que c'est le bon moment pour mettre ce projet en route. Elle veut s'installer dans une région où il n'y a pas trop de presse "gratuite"², celle-ci contribuant à affaiblir la presse payante, ni trop de presse associative et militante, le risque étant de se retrouver noyé au milieu de toutes ces publications. Elle a alors le choix : la Normandie, sa région d'origine, Lille, où

elle a fait ses études³, ou encore la Vendée, d'où est originaire Guillaume. C'est ce choix qui s'impose. Son compagnon, alors lui aussi journaliste au chômage, suit une formation de paysagiste pour assurer une entrée régulière d'argent. Il assure la comptabilité de la revue et participe aux choix éditoriaux. Marie prend alors contact avec les hebdomadaires du groupe *Ouest-France*, chez qui elle fait des remplacements en CDD pendant deux ans.

De l'information indépendante

Pendant cette période, le projet du *Sans-Culotte 85* est mis en place avec l'aide d'un autre journaliste, Pierre-Yves Bulteau, qui déménagera un an après le lancement. Le but de la revue est de faire le métier de journaliste sans être bloqué par le côté commercial. Cela suppose aussi de garder ses distances face aux annonceurs mais aussi face au militantisme : pour chaque question abordée,

la revue essaie de donner la parole à chacune des parties, le lecteur pouvant ensuite se faire son opinion. Une association est mise en place : *Les Empressés éditions*.

Au lancement, en janvier 2007, des informateurs principalement associatifs ont proposé des dossiers sur les OGM, la décroissance... mais cela s'est avéré trop spécialisé pour toucher tout le monde. Le but premier n'est pas de convaincre mais, selon Marie Coq, "de déranger les idées reçues, de faire réfléchir". Il ne s'agit pas de faire "de l'information sur la militance, mais de militer pour l'information".

Les difficultés sont nombreuses. N'ayant pas de moyens financiers, la revue est d'abord distribuée, pendant plus de trois ans, uniquement dans



1. *La Feuille*, 1, place de la Révolution, 47300 Villeneuve-sur-Lot, tél. : 05 53 70 07 47, <http://lafeuille.info>.

2. Cette presse n'est pas gratuite ! C'est un terme choisis par des communicants. Il vaudrait mieux dire "presse prépayée", puisqu'elle dépend entièrement des annonceurs publicitaires.

3. Et où naîtra *La Brique* en 2007. *La Brique*, 14, rue des Tours, 59000 Lille, <http://labrique.net>.



des lieux de vente volontaires approvisionnés par une équipe de bénévoles restreinte. Marie Coq coordonne toute la rédaction pour assurer une cohésion de style ; rares sont les contributions extérieures. Les ventes restent modestes : 900 exemplaires en moyenne. Pas de quoi rémunérer Marie Coq, qui bénéficie encore de ses indemnités de chômage.

Comme celles-ci arrivent à leur fin, il est décidé, fin 2009, de revoir le fonctionnement de la revue. Du fait d'une notoriété naissante, ils constatent que de plus en plus de maisons de la presse leur demandent des numéros. On décide alors que la revue sera distribuée en kiosque. Cela fait passer les points de vente de 40 à 400 et oblige à augmenter le tirage de 1000 à 4000 exemplaires. Cela s'accompagne d'une nouvelle maquette. Un emploi aidé est obtenu à ce moment-là, permettant l'embauche d'un maquettiste, Maël Nonet.

En mars 2009, le premier numéro en kiosque consacre un dossier à la maladie qui décime les parcs à huîtres de la région. Alors que le sujet devrait intéresser pas mal de monde, la tempête Xynthia noie les lotissements de la Faute-sur-Mer... et détruit tous les parcs à huîtres.

Une des grandes difficultés de ce genre de presse est précisément d'offrir des nouvelles... alors qu'il s'écoule presque un mois entre le bouclage du contenu et le moment où le lecteur obtient l'information. Beaucoup de dossiers arrivent ainsi trop tard. Reste la possibilité de traiter des questions avec un angle d'approche différent, ce que la revue excelle à faire, en texte et en dessins, Marie Coq ayant su s'entourer d'un nombre important de dessinateurs bénévoles.

Un avenir fragile

La revue compte aujourd'hui 300 abonnés et les ventes en kiosque se situent autour de 2000 exemplaires. Cela reste légèrement en dessous du seuil de rentabilité (il faudrait vendre 2700 exemplaires) et rend donc la situation précaire. Les proches mettent la main à la poche. Les frais sont pourtant limités au maximum : la revue est entièrement faite "à la maison", les illustrateurs sont bénévoles, tout comme ceux qui aident aux

corrections, à la diffusion, à l'expédition... La charge de travail pour Marie Coq est trop élevée et ne lui laisse pas le temps de vivre à côté. L'avenir passe par une amélioration du contenu : maquette plus aérée, dessinateurs plus réputés, élargissement de la rédaction à d'autres plumes⁴, amélioration administrative⁵ et sans doute la nécessité de trouver un local ouvert à tous, pour une meilleure prise en charge collective. Des échanges réguliers sont faits avec d'autres revues du même genre pour s'inspirer de ce qui marche ailleurs⁶.

Le chemin de la presse indépendante est semé d'embûches. Le choix d'une aire de distribution géographique restreinte doit toutefois permettre de tisser des liens sociaux forts pour assurer soutien et fidélité.

Pour Marie Coq, la principale satisfaction est d'"avoir su devenir populaire, diversifier nos lecteurs, et ne pas rester un journal lu uniquement par le milieu associatif ou militant, ce qui était un peu le cas au départ (...) C'est le signe qu'on fait correctement notre boulot, c'est-à-dire à la fois sérieux et irrévérencieux"⁷.

M. B. ■

4. Certains journalistes "conventionnels" passent déjà des infos.

5. Lors de notre passage, en août 2010, la revue n'avait pas encore de numéro de commission paritaire, ce qui prive de fait Marie Coq d'une carte de journaliste.

6. En particulier avec *La Feuille* (voir note 1), *La Lettre à Lulu*, à Nantes, (www.lalettrealulu.com) ou encore *Fakir*, à Amiens (www.fakirpresse.info)

7. Il reste à déterminer le rôle du *Sans-Culotte* 85 dans la démission surprise de Philippe de Villiers, président du conseil général de Vendée, le 30 septembre 2010.





Au château de Grésillon

Le château de Grésillon, aux portes de la ville d'origine moyenâgeuse de Baugé, accueille depuis 1952 les espérantistes d'Europe et d'ailleurs. Un lieu qui pourrait aussi s'ouvrir à d'autres activités dans les années à venir.

■ Château de Grésillon,
49150 Baugé, tél. : 09 51 64
10 34, www.gresillon.org

GIANFRANCO EST CHIRURGIEN-DENTISTE À TURIN. IL A UNE SOIXANTAINE D'ANNÉES ET milite au Radicaux italiens¹, un parti qui dans son programme fait la promotion de l'espéranto, la langue internationale créée à la fin du 19^e siècle par le Dr Zamenhof. Curieux d'en savoir plus sur cette langue, Gianfranco a adhéré en 2008 à l'un des principaux clubs espérantistes de Turin. Si les adhérents en sont relativement nombreux, peu parlent l'espéranto et les réunions se tiennent en italien. L'espéranto y est vécu comme une idée un peu abstraite.

Profitant de ses vacances d'été, en août 2010, il décide de s'inscrire pour deux semaines aux formations proposées par le château de Grésillon avec le désir de passer au concret.

C'est là que nous l'avons rencontré. Petit miracle, après deux semaines seulement de formation intensive, il est capable de nous répondre en espéranto (et Jean-Luc, enseignant sur place, assure la traduction).

Pour en arriver là, Gianfranco a suivi chaque jour trois heures de cours le matin et deux l'après-midi. Le reste du temps, il a pu s'inscrire à différentes activités (danse animée par une Brésilienne, théâtre par un Polonais...), activités qui se passent toutes en espéranto. Il a suivi le stage avec un Etats-Unien, un Suisse, une Bretonne, un Croate, une Russe, une Française... sans avoir besoin de traducteurs.

Après avoir ainsi pratiqué la langue internationale et constaté que l'enseignement de cette langue se fait encore plus rapidement que l'italien – pourtant l'une des langues les plus faciles à apprendre –, il compte proposer des réunions pour promouvoir cette langue dès son retour à Turin.

Un château qui a déjà une longue histoire

Le mouvement espérantiste est déjà vieux de plus d'un siècle. Il a longtemps été lié à un idéal pacifiste, avec l'idée que si nous parlions la même langue, nous nous comprendrions mieux et serions moins sujets à nous faire la guerre. Comme le mouvement pacifiste, il sortit affaibli des deux guerres mondiales. Le mouvement espérantiste est, en France, lié au mouvement pédagogique Freinet. Des instituteurs Freinet, enseignant l'espéranto dans différents lieux, se posent la question, après la guerre, de disposer d'un lieu de formation stable.

Henri Micard, né à Paris, instituteur dans l'Eure puis dans la Mayenne, fonde en 1951 une association dans ce but. A cette époque, beaucoup de châteaux sont en vente car les fortunes ont été bouleversées. Ses parents, installés à La Flèche, lui signalent la vente du château. Le prix est important.

1. Anciennement Parti radical italien, né en 1955, animé par Marco Panella et Emma Bonino, il se définit comme "libéral libertaire" et se veut transnational.

Une société coopérative d'usagers est lancée pour essayer de réunir le capital. Une centaine de personnes prennent des parts sociales. Comme il manque encore une grosse somme, ils négocient un délai de paiement, s'installent sur les lieux... et vendent presque tous les arbres du domaine, ce qui permet de boucler le budget².

Dans le sillage des mouvements d'éducation populaire de l'époque, le lieu se veut à la fois un centre culturel pour l'apprentissage et la pratique de l'espéranto, et un lieu de culture physique et d'hébergement.

Des familles, surtout françaises, viennent chaque été en vacances et participaient à des chantiers collectifs. La première année, une piscine est construite, alimentée par un des cours d'eau qui traversent le domaine. Progressivement, avec le développement des transports, les résidents sont devenus plus internationaux.

Avec un centre à La Chaux-de-Fonds, en Suisse³, c'est l'un des plus importants centres culturels d'espéranto d'Europe.

La clientèle internationale provient pour une part des pays d'Europe de l'Est. L'espéranto est un moyen d'obtenir des visas pour voyager à l'étranger. Les espérantistes japonais ont eux aussi pris l'habitude de fréquenter les lieux.

Au cours des années 1960, le château est restructuré, les grandes pièces redécoupées pour proposer toute une gamme d'hébergement, de la chambre individuelle au dortoir, offrant au total une cinquantaine de lits. Les dépendances sont aménagées en ateliers : laboratoire photo, reliure, vannerie en rotin... Le rez-de-chaussée du château héberge une cuisine, une salle de restauration, des salles de réunion, une bibliothèque. Une petite chapelle est transformée en bureau pour l'administration.

Au début, Henri Micard est permanent sur les lieux, sa femme étant rémunérée comme cuisinière. Cela fonctionnait seulement en été et pour quelques événements espérantistes comme des mariages, des fêtes...

Henri Micard meurt en 1966.

Pierre Babin et sa femme, présents depuis le début, prennent la suite. Avec le temps, le bénévolat faiblit. Le recours à des salariés saisonniers devient de plus en plus fréquent⁴.

Le tourisme de l'Europe de l'Est va fléchir après la chute du mur de Berlin, en 1989, d'autant plus

qu'un centre similaire a ouvert en Bulgarie. Les Japonais vont peu à peu espacer leurs visites et les familles françaises vont venir pour des périodes de plus en plus courtes, selon l'évolution générale du tourisme d'aujourd'hui.

En 1998, la Commission de Sécurité impose des travaux de mise aux normes qui entraînent des déséquilibres financiers tels qu'une partie des administrateurs, dont Pierre Babin et des sociétaires proposent de vendre le site.

Miser sur l'ouverture

Après un an d'arrêt, un nouveau conseil d'administration voit le jour en 2000, qui réalise progressivement, jusqu'en 2009, une mise aux normes du rez-de-chaussée, des cuisines et du premier étage⁵. Malgré un investissement bénévole important, la situation financière reste critique : depuis 2003, tous les exercices sont déficitaires⁶. Pour limiter les frais, les stages sont concentrés sur une période de plus en plus courte : quatre semaines en 2009 et 2010.

Pendant ce temps, le mouvement espérantiste se positionne face aux coûts que représentent les traductions dans les institutions européennes⁷. Beaucoup de militants perçoivent que l'anglais, en tant que langue internationale, est un moyen pour les Etats-Unis de maintenir une domination non seulement culturelle, mais aussi économique. Une nouvelle équipe s'investit et propose un nouveau fonctionnement pour le château.

Ainsi, Jannick Huet-Schumann, bretonne, arrivée au conseil d'administration en 2006, ou Bruno Flochon, qui a déjà participé au lancement à Lyon du Kotopo⁸, proposent un élargissement aux non-espérantistes. Elu en 2010, le nouveau Conseil d'Administration présidé par François Lo Jacomo prend contact avec les municipalités et partenaires touristiques dans le but de rentabiliser le château en l'ouvrant davantage aux non-espérantistes, éventuellement sur le modèle d'un centre espérantiste en Suède⁹ dont la gestion est confiée à un restaurateur professionnel. Reste à mettre tout cela sur les rails... ou plus exactement le long de la voie verte qui longe le château et à le soumettre à l'ensemble des quelque 700 actuels sociétaires de la Maison culturelle de l'Espéranto.

M. B. ■

2. Ceci explique qu'aujourd'hui les arbres, autour du château, ont presque tous une cinquantaine d'années.

3. KCE, Centre culturel espérantiste, chemin des Postiers, 27, 2300 La Chaux-de-Fonds, Suisse, tél. : 0041 (0)32 926 74 07.

4. Une cuisinière, embauchée en 1969 et bénévole depuis 1998, est toujours active.

5. Le deuxième étage reste encore aujourd'hui fermé.

6. Le budget se situe autour de 50 000 € par an... avec un déficit de l'ordre de 10 à 20 %.

7. En 2009, le budget traduction de l'Union européenne atteignait 128 millions d'euros (environ 2 % du budget de fonctionnement). 1000 traducteurs et 2000 collaborateurs extérieurs assurent les traductions vers les 23 langues officielles. Un budget qui augmente très rapidement à chaque élargissement. Voir par exemple le Rapport Grin : http://fr.wikipedia.org/wiki/Rapport_Grin

8. Le Kotopo ("etc." en espéranto) est un bar qui, depuis 1999, donne des cours de langues minoritaires ; 14, rue Leynaud, 69001 Lyon, kotopo.free.fr

9. Esperanto-Gården, Stiftelsevägen 1, SE - 680 96 Lsjöfors, Suède, tél. : 0046 590 30909, www.e-g.se



Rouge foncé !



Le Lenin café



▲ Martine Thouet

■ **Lenin café**, La Basse Ile, 49290 Chalonnes-sur-Loire, tél. : 02 41 47 32 33 (le week-end), www.lenincafe.com

Sur une île de la Loire, en aval d'Angers, au bord d'une véloroute, Martine Thouet a acheté une ancienne maison de paysan pêcheur et l'a transformée en bistrot russe¹ et musée à la gloire de Lénine. Elle y accueille musiciens et mouvements engagés.

EN 1972, MARTINE THOUET EST ÉTUDIANTE EN ÉCONOMIE ET MILITANTE COMMUNISTE. ELLE SE lance dans une étude sur le passage de l'économie tsariste à l'économie communiste entre 1917 et 1924. Là, elle découvre le rôle important qu'a joué Lénine. Ce dernier, fin stratège, théoricien de la révolution, a été surpris que le mouvement éclate en Russie. Il pensait que cela se ferait plutôt en Allemagne, pays ayant atteint un certain niveau de culture. Mais, alors que de nombreux marxistes en sont restés à la théorie, "Lénine a su passer des écrits aux actes". Il a su élaborer une stratégie pour la conquête du pouvoir². Martine rappelle que c'est Lénine qui a inventé le concept des partis politiques, que c'est lui qui a signé les premiers décrets après 1917, le tout premier concernant la fin de la Première Guerre mondiale. Mais que, malheureusement, il était mal entouré avec, déjà, Staline à ses côtés.

Pendant l'été 1972, avec des militants communistes et espérantistes, Martine part en voiture pour traverser la Yougoslavie et rejoindre la Bulgarie, allant de kolkhoze en kolkhoze³, de chantiers de jeunes en chantiers de jeunes et découvrant un milieu où la solidarité avait un sens, où la pauvreté matérielle n'existait pas, où

les gens se retrouvaient autour de la musique (...occidentale). Elle a continué ensuite à voyager dans les pays d'Europe de l'Est, avec son mari. Un jour, on lui a offert une statue à l'effigie de Lénine et elle a commencé à collectionner les objets autour de ce personnage.

Après ses études, elle est d'abord perceptrice à Chalonnes-sur-Loire, avant de rejoindre le ministère de l'Economie et des finances. C'est là que, en 1999, sa connaissance des langues de l'Est lui vaut d'être nommée experte près la Commission européenne pour étudier comment les nouveaux pays adhérents utilisent les fonds européens et comment harmoniser les pratiques économiques.

Ceci lui permet de continuer à accumuler les pièces de collection autour de Lénine. Elle décide alors de chercher un lieu où présenter cela.

En 2006, c'est dans sa commune d'origine qu'elle trouve une maison en vente, maison modeste, tout en long, ouverte au sud, fermée au nord, avec seulement un grenier à l'étage, qui ressemble à une datcha. Elle y applique un principe russe : on ne retape jamais une maison ancienne, par respect pour les générations précédentes. On y emménage en l'état. Et c'est ce qu'elle fait, cherchant l'équilibre entre tradition et confort.

1. En russe, *bystro* signifie "vite".

2. Martine a lu les écrits anarchistes, notamment tout Bakounine... en espéranto. Elle admire la générosité des anarchistes, mais leur reproche le manque de stratégie qui explique, selon elle, que jamais ils n'ont réussi à mettre en pratique leurs idées.

3. Des fermes coopératives.

Un lieu de musique et de fureur !

Elle achète la maison avec ses enfants. Ses amis lui conseillent de prendre une licence pour pouvoir ouvrir un bar. Il se trouve qu'il y en a une en vente dans la commune... mais il expire en avril 2006. Même si les lieux ne sont pas encore opérationnels, elle décide d'ouvrir symboliquement, pour valider la licence. Elle envoie des invitations à ses amis et le bouche-à-oreille fonctionne : le jour de l'ouverture, il y a 500 personnes !

Une association est vite mise en place et sa fille d'abord, puis des bénévoles, viennent l'aider à tenir les lieux, qui ne seront pas fermés. Depuis, le bar est ouvert au moins les week-ends, parfois en semaine.

Un journaliste du *Monde* trace d'elle un portrait flatteur le 28 août 2006. Sa fille, qui tient alors le café, voit soudain arriver plein de gens nouveaux. Cela va des nostalgiques du communisme aux militants des AMAP, en passant par le Mouvement de la paix ou Attac. Le bar devient un lieu de réunion pour les militants de nombreuses causes, un repaire pour les auditeurs de *Là-bas si j'y suis*...⁴.

Une adhésion est alors mise en place pour soutenir le lieu. Il y a 500 adhérents la première année, 2000 aujourd'hui (à 10 € par an).

Le fait d'être isolé dans la campagne permet d'éviter la clientèle alcoolique. Ce sont des militants qui viennent à des soirées, des mélomanes qui viennent à des concerts... et de plus en plus de cyclistes, depuis l'ouverture de la véloroute⁵.

Des rouges, mon dieu !

La droite locale a tout de suite vu rouge ! Dans un premier temps, la mairie a refusé le changement d'affectation et il fallu batailler plus de deux ans au tribunal administratif pour légaliser la nouvelle activité. Les panneaux indicateurs disparaissent régulièrement (et Martine a renoncé à en remettre). Pour protester contre le café, un appel a été lancé par une association de maires (de droite) dans le but d'apporter à proximité une gerbe à la mémoire des victimes des totalitarismes. Finalement, seuls trois maires ont fait le déplacement, mais la polémique a valu au lieu une énorme publicité locale. La mairie est passée aux socialistes, mais cela n'a guère calmé les autorités. Alors que le maire avait prêté un terrain municipal pour un concert, la préfecture a fait entourer celui-ci par des CRS, ce qui a quelque peu refroidi l'ambiance.

Régulièrement, des personnes passent et racontent des anecdotes sur Lénine. Une cliente a ainsi raconté à Martine que sa grand-mère avait hébergé Lénine, boulevard Saint-Germain, à Paris, avant 1917. Une autre, que son grand-père était son barbier à la même époque. Enfin, il est de notoriété que Lénine est venu pêcher plusieurs fois à Pornic ; Martine se plaît à imaginer qu'il n'est pas passé bien loin du café à son nom.

Un jour qu'un élu de droite lui demandait "Pourquoi parler de Lénine ici, c'était un étranger",



elle lui répondit : "Mais vous, vous parlez bien de Jésus et il était Palestinien !".

Autoritarisme ?

Aujourd'hui, les greniers sont transformés en gîte (peu coûteux). Les bénévoles comme Marc, que nous avons rencontré, se succèdent pour tenir le café. Il y a régulièrement des concerts en lien avec les pays de l'Est. Il y a parfois des résidences d'artistes. Mais Marc, ancien restaurateur et aujourd'hui commercial aux éditions *Sang de la Terre*⁶, nous confie que, s'ils sont nombreux à aimer l'esprit du lieu, il y a quand même un problème de démocratie interne. Martine, déjà propriétaire, revendique d'être la présidente de l'association ("à vie" nous dit-elle !), contrôle les commissions d'animation et assure — avec efficacité — les contacts avec les médias. Finalement, ce que reprochait Bakounine à Marx, c'était une hiérarchisation insupportable, la "démocratie" par le haut. Sur ce plan-là, aussi sympathique qu'il soit, le lieu n'échappe pas à ce dysfonctionnement.

M. B. ■

4. Emission de Daniel Mermet, sur France Inter, à 15 h du lundi au vendredi

5. Cette véloroute, qui part de l'estuaire de la Loire, remonte déjà jusqu'à Nevers. Elle atteindra un jour l'estuaire du Danube, à l'est. Elle est fréquentée par toutes sortes de cyclistes : des décroissants qui l'utilisent pour se déplacer, mais aussi des cyclistes sportifs qui n'hésitent pas à se rendre à Nantes en avion pour revendiquer ensuite avoir "fait" la véloroute ! Les critiques sur ce principe de voie sont nombreuses, notamment de la part des élus locaux, qui disent que c'est un aspirateur à touristes au détriment des autres itinéraires.

6. Editions Sang de la Terre, BP 60001, 75560 Paris cedex 12, www.sangdelaterre.fr.





Label Vert(e)

▲ Le siège de l'entreprise...

La phytoépuration et les toilettes sèches sont deux méthodes pour nettoyer et économiser l'eau. Leur développement est rapide, mais encore faut-il savoir les mettre en œuvre. Eric, Florian, Guillaume et Nathalie s'y emploient.

■ **Label Vert(e)**, 2 bis, rue du Pont-du-Rateau, 49250 Saint-Mathurin-sur-Loire, tél. : 06 28 22 03 77, www.labelverte.org.

NON SEULEMENT LE ROSEAU PLIE ET NE ROMPT PAS, COMME NOUS L'A ENSEIGNÉ CE BON Jean de La Fontaine, mais, en plus, il a des capacités filtrantes intéressantes, comme nombre d'autres plantes aquatiques. La phytoépuration consiste à récupérer les eaux grises¹ dans un système de bassins successifs où un choix de plantes permet de filtrer et de transformer progressivement la matière organique à l'origine de la souillure de l'eau et à rendre celle-ci de nouveau potable. La présence de grenouilles dans la mare de rejet des bassins sont un signe de bon fonctionnement de l'installation.

Les toilettes sèches permettent de récupérer urines et selles. Les matières solides et liquides sont compostées. Si les matières solides et liquides sont séparées à la source, les solides seront compostées, et les liquides peuvent rejoindre le système de traitement des eaux de la maison. Le compost obtenu peut enrichir le sol pour des cultures non alimentaires (fleurs, lin, chanvre, prairies...).

Une entreprise sous la yourte

Florian était intéressé par ces techniques, dont la promotion dans le milieu écologique est en rapide progression. Il se pose alors la question de créer son emploi et fait un stage avec Anne Rivière, de l'association *Eaux Vivantes*². Là, il rencontre Eric qui a déjà écrit un livre sur les toilettes sèches,

puis Nathalie, lors de l'autoconstruction de la phytoépuration du terrain où elle habite en yourte. Ils font un projet de création d'entreprise ensemble, en y intégrant Guillaume, le compagnon de Nathalie, intermittent du spectacle. Florian travaille plus sur la question de la phytoépuration, Eric, plus sur les toilettes sèches. Nathalie se charge du démarchage commercial, du site Internet et de la gestion. Guillaume, conservant son métier de régisseur et étant pris par la réhabilitation de la future maison d'habitation du couple, interviendra surtout pour chercher à connaître les nouvelles techniques qui voient le jour sur un marché qui évolue très vite.

Au départ, ils envisagent de faire cela en association. Mais cela ne semble pas possible, du fait de la responsabilité décennale autour des chantiers. Ils prennent alors contact avec les SCOP³, mais à l'obligation de salarier, ils préfèrent le statut de travailleur non-salarié. En février 2008, ils créent alors une entreprise classique avec quatre associés, chacun apportant 25 % du capital de départ. Les statuts donnent un égal pouvoir de décision à chacun.

Nathalie et Guillaume ont acheté un terrain avec une maison à retaper en 2006. En attendant de pouvoir y habiter, ils vivent sous une yourte. Celle-ci, spacieuse, a servi de bureau pour l'entreprise. Avec l'arrivée d'un deuxième enfant dans la famille, le déménagement dans la maison sera

1. Eaux grises : eaux provenant des lavabos, salles de bains, lave-linge et lave-vaisselle : toutes les eaux usées de la maison en dehors des toilettes, quand elles ne sont pas sèches.

2. *Eaux vivantes*, route de Bégasse, 56360 Le Palais, tél. : 02 97 31 29 17, <http://eausvivantes.net>

3. Société coopérative ouvrière de production. C'est l'un des principaux statuts juridiques qui gère les coopératives en France.

► Les toilettes sèches peuvent être très confortables.

fait début 2011. Le bureau où Nathalie coordonne les activités de Label Vert(e) suivra. La yourte était équipée d'une phytoépuration, prévue dès le départ pour pouvoir aussi recevoir les eaux grises de la maison.

Composteurs collectifs

Ils sont contactés rapidement par Angers-Loire-Métropole, qui envisage la mise en place de composteurs au pied des immeubles dans l'agglomération. Eric se rend alors à Rennes, où cela existe déjà, pour faire une étude ; puis, la jeune société propose un devis à la collectivité publique. Le marché leur est attribué. Cela change les données : Eric consacre alors l'essentiel de son temps à ce projet. Dans ce cadre, il rencontre les syndicats, les habitants, et fait un suivi de l'implantation des composteurs jusqu'à ce que cela fonctionne de manière autonome. Il forme un "guide composteur" par composteur. En 2009, cela a permis de mettre en place 30 sites de compostages. En 2010, il y en a eu 30 supplémentaires.

Diverses approches

Florian a fait un DUT Génie de l'environnement avant de se former à la phytoépuration chez Eaux vivantes. Il y a notamment suivi une formation pour aider à l'autoconstruction. De fait, si *Label Vert(e)* peut fournir une installation de phytoépuration clé en main, elle conseille également l'accompagnement à l'autoconstruction. En mettant la main à la pâte, les futurs utilisateurs se forment efficacement pour comprendre comment cela fonctionne et donc peuvent intervenir pour assurer ensuite le suivi et l'entretien.

Bien qu'étant formés par *Eaux vivantes* sur le principe de l'utilisation exclusive des toilettes sèches, ils ont décidé d'adhérer au réseau national mis en place par le réseau *Aquatiris*, qui propose une phytoépuration de l'ensemble des eaux usées sans recours aux toilettes sèches⁴.

Ce choix a été fait car il y a encore beaucoup de résistance à l'idée des toilettes sèches, mais aussi pour des raisons commerciales : si le système d'*Eaux vivantes* est plus écologique (toilettes sèches et phytoépuration en autoconstruction), la demande n'est pas assez forte pour pouvoir en vivre.

Le réseau *Aquatiris* dispose d'un bureau d'études dans chaque région et dans beaucoup de départements, qui confie ensuite les travaux à réaliser à quelques entreprises référencées dans le département. *Label Vert(e)* assure donc des réalisations en Maine-et-Loire avec ce réseau⁵.

Florian construit des toilettes sèches itinérantes qui sont louées pour les festivals, ou vendues. Pour les locations, ils cherchaient au début à composter sur place ; ils récupèrent maintenant le tout et, en accord avec un agriculteur local, ils compostent sur une seule aire et épandent ensuite dans des prairies. Même pour des festivals importants, la quantité de compost à épandre reste faible : les selles et l'urine sont essentiellement de l'eau !



Une législation plus favorable...

La législation sur l'épuration des eaux usées datant de 1996 était assez restrictive pour les expériences de phytoépuration et de toilettes sèches. Un décret émis en septembre 2009 a mis fin à un certain flou juridique, déterminant plus précisément ce qu'il faut respecter (autonomie sur la parcelle, pas de transport, plateforme de compostage bétonnée). Pour le moment, la loi n'autorise le recours aux toilettes sèches que pour les personnes qui ne disposent pas du tout-à-l'égout. Ce qui est encore très restrictif.

Un réseau pour l'assainissement écologique a vu le jour⁶ qui essaie de faire évoluer la situation législative pour suivre ce qui se fait déjà dans d'autres pays. Ils tentent d'informer très précisément le ministère de l'écologie et du développement durable pour la rédaction de textes de lois concernant l'assainissement. Le réseau *Aquatiris* et l'association *Eaux vivantes* tentent de faire reconnaître la phytoépuration par l'Etat Français. La situation devrait donc évoluer progressivement, d'autant plus que la demande va croissant.

Mais des questions récurrentes !

Une bonne partie du travail de Nathalie consiste à répondre aux questions que se posent ceux et celles qui envisagent de passer à ce genre d'épuration.

Le Moulin des Barons Perchés

L'association *Le Moulin des Barons Perchés* propose la location de toilettes sèches écologiques et économiques (2 cabines simples, 1 cabine handicapées) en extérieur sur la Vendée, la Loire Atlantique et le Maine-et-Loire. L'association propose aussi un bar itinérant avec prêt de gobelets consignés et prochainement une yourte de spectacle homologuée pour accueillir du public. *Le Moulin des Barons Perchés*, 34, rue Rabelais, 85200 Fontenay-le-Comte, tél. : 06 63 56 83 00 (Laurent Radigue), www.lemondedesbaronsperches.com.

4. www.aquatiris.fr

5. Bureaux d'étude en Maine-et-Loire : Vincent Masson, ACE Environnement, 4, rue des Rochettes, 49170 Saint-Léger-des-Bois, tél. : 02 41 39 55 97 ou Marc Guillemot, Mission Bocage, 49600 Beaupréau, tél. : 02 41 71 77 50. En Vendée : Alain Berriau, Aggra concept, L'Ormeau du Pré, 85480 Saint-Hilaire-Le Vouhis, tél. : 09 75 65 18 44 ou François-Xavier Leblond, Sobreo, Martinet, 85700 Saint-Mesmin, tél. : 06 06 64 89 17.

6. Réseau d'assainissement écologique, www.rae-intestinale.org.

7. Reprenant en cela les pratiques des camions qui, en ville, vident parfois aujourd'hui encore les fosses septiques.
8. Mieux vaut la confier à une déchetterie ou, si vous êtes bricoleur, la recycler comme carburant.
9. Ces questions et réponses seront développées dans le prochain numéro de *Silence*.

► Autoconstruction simple.

▼ Bassin final de phytoépuration de Label Vert(e).



Comme on l'a vu ci-dessus, c'est pour le moment limité en principe à ceux qui n'ont pas le tout-à-l'égout, c'est-à-dire à ceux qui généralement disposent d'une fosse septique. Il y a donc déjà toute une recherche pour que l'on puisse faire ces toilettes sèches et ces épurations dans un autre cadre. L'idée serait en effet facile à étendre à l'ensemble de l'habitat individuel.

Pour le moment, il n'y a pas, en France, d'expérience dans du collectif, alors que c'est chose courante dans les pays scandinaves. Là-bas, en l'absence de jardin disponible, des camions collectent régulièrement les matières fécales⁷.

Outre le devenir des eaux usées et des composts, une autre question porte sur les produits ménagers que l'on peut utiliser : ils doivent être biologiques ; sinon, on risque de dégrader l'écosystème mis en place pour la régénération de l'eau ou pour le compostage. L'un des ennemis de la phytoépuration, c'est l'huile, dont le pouvoir couvrant est terrible. Les amateurs de frites éviteront de jeter leur huile dans l'évier⁸.

Se posent les questions de l'odeur (si c'est bien fait, il n'y en a pas !) ou encore du rythme de l'entretien. Là, bien sûr, c'est plus contraignant que de tirer la chasse d'eau ! Mais avec de nouveaux modèles à séparation des urines et des selles, on obtient sur place un début de compostage du solide, qui peut permettre de ne vider le seau des toilettes que tous les mois. Guillaume est allé en Suède pour voir des systèmes à séparation existant dans du collectif : nous avons encore beaucoup de progrès à faire en France !

Si de plus en plus de gens ont entendu parler de ces méthodes, les questions sont nombreuses⁹ et de fait, l'équipe passe une partie de son temps à faire des conférences, des formations... ce qui n'est pas toujours facile à financer.

Un point commun à tous est d'avoir suivi des formations en communication non violente. Cela les a beaucoup aidés dans la mise en place de leur fonctionnement, d'autant plus que les entrées financières restent pour le moment fragiles. La règle ici n'est pas de gagner le plus d'argent possible mais bien d'essayer de faire au maximum ce que l'on aime, dans des conditions de travail le plus agréables possible. Espérons que leur enthousiasme sera contagieux. L'eau les en remerciera.

M. B. ■

◀ Des toilettes sèches à l'arrivée d'une course.



Le village Troglobal

▲ Spectacle dans la cour commune.

Profitant des caves et anciennes carrières du sud du Maine-et-Loire, un village à vocation artistique a vu le jour de manière presque invisible. Travaillant la pierre, le fer, le bois et les vitraux, le lieu s'aménage d'années en années pour accueillir aujourd'hui une quarantaine de personnes en autogestion.

A PRÈS AVOIR TORTILLÉS SUR DE TOUTES PETITES ROUTES, DE DISCRÈTES PANCARTES VOUS guident vers le village Troglobal. A l'exception de quelques caravanes et des véhicules stationnés sur le bord du chemin, rien n'indique que se trouve ici, creusé dans la plaine, un ensemble d'habitations plus ou moins aménagées, pouvant abriter un grand nombre de personnes. Seule une grande arche vous accueille. Elle est soudée de mille morceaux de ferrailles de récupération, et fait penser aux œuvres de Tinguely¹.

Et puis vous descendez un sentier, et quelques vitraux au ras du sol s'ouvrent de parts et d'autres. Des pistes s'enfoncent sous les bois. Ici un mur en pierre, là une yourte discrète ou encore une cabane dans les arbres vous indiquent que le lieu est habité. Tout en bas, il y a une vraie maison, avec un potager, l'essentiel se cache sous terre, creusé dans les galeries de tuffeau, la pierre tendre de cette région².

Artisanat et autogestion

Pako et Zaz se sont rencontrés dans un squat parisien. Le premier, s'il officie comme technicien dans les milieux de l'audiovisuel et du spectacle, recherche des formes de créations parallèles aux circuits normalisés. Le second, après une formation de compagnon, souhaite exercer comme tailleur de pierre en dehors du domaine des monuments historiques, son premier travail. Ils ont alors à peine plus de vingt ans.

Ils rêvent d'un lieu collectif où, sans la précarité des squats, on puisse développer une vie autogérée autour d'activités artisanales et artistiques.

En 1997, ils découvrent un site troglodyte abandonnée utilisée comme décharge sauvage. Après avoir retrouvé la propriétaire, ils la convainquent de leur vendre à un prix raisonnable. Il y a 7000 m² de terrain, mais surtout cinq fours à pain révélant qu'au moins cinq familles vivaient ici dans d'anciennes maisons enterrées. D'autres excavations dont une très vieille carrière, s'enfoncent loin sous le sol. Les creusements les plus anciens remontent au 9^e siècle.

Ils achètent le terrain à deux et s'y installent avec trois autres personnes. Ils veulent y développer des démarches alternatives, en particulier autour de la notion de non-propriété. Pour eux, les lieux n'appartiennent à personne, mais si une personne décide d'ouvrir un atelier, c'est elle qui gère son espace. Quatre activités principales s'y développent initialement : la taille de pierre, la réalisation de vitraux, l'accueil et la création de spectacles et des performances artistiques.

Ils montent une association *Ekbaliu* afin d'assurer la coordination du projet. L'autogestion reste le principe de base et une monnaie locale, la citrouille est inventée pour faciliter le troc en interne et limiter les besoins de véritable argent.

Le premier été, avec une quinzaine de personnes, l'ensemble des déchets croupissants sur place est évacué (plus de 15 tonnes). Un potager en permaculture est ouvert³. Un four à pain est restauré. Puis une maison est reconstruite sur d'anciennes ruines. Sa particularité : une grande salle de bains collective qui doit permettre de favoriser l'accueil de tous. Les premiers arrivants habitent tous au début dans différentes caves. Des fêtes régulières

■ Vous pouvez consulter leur blog troglobal.frbb.net ou le site artigloodyte.org pour être informés des activités du Village Troglobal.



▲ Portail d'entrée

1. Jean Tinguely (1925-1991), plasticien suisse, a réalisé des machines gigantesques, souvent animées, avec des matériaux de récupération.
2. Le tuffeau est une craie qui, selon Zaz, peut être creusée d'un m³ par jour par deux personnes.
3. La permaculture est une méthode qui essaie de travailler au maximum avec la nature tout en conservant une bonne productivité. Souvent appliquée dans le domaine agricole, elle concerne aussi l'habitat et d'autres domaines.



font connaître le lieu et, progressivement, de plus en plus de personnes rejoignent le projet.

Au fil des ans, progressivement, d'anciennes maisons troglodytes sont peu à peu réhabilitées. Zaz anime des stages de taille de pierre où chacun-e peut apprendre à réaliser une arche et à la mettre en place. Les murs sont chaulés. Les pièces sont aménagées avec du matériel de récupération restauré (bois, métal...). Seul le béton est interdit. Ils gagnent ainsi progressivement de la place, et ouvrent des caves destinées aux espaces collectifs : la cuisine avec son cabaret et son tripot, le "bureau" avec Internet, et "la spéciale", cave-dortoir pour les gens de passage...⁴

Un couple de forgerons investit une autre salle troglodyte et y installe une forge impressionnante et eux aussi proposent des ateliers. Les coups du marteau frappant l'enclume égrainent le temps. Voilà la seule horloge du village.

Un environnement accueillant

Dès le départ, les relations avec le voisinage sont assez bonnes. Un voisin, agriculteur accepte de leur prêter des champs mitoyens lorsqu'ils organisent des festivals. D'autres événements, concerts, soirées thématiques réunissent régulièrement les habitants des villages alentours. Ils sont en relation avec différents centres d'apprentissage (AFPA, écoles d'architecture, fédération compagnonnique des métiers du bâtiment...) pour l'organisation de formations sur place concernant la restauration de l'habitat troglodytique, très présent dans la région. Par ce biais, ils ont accueilli des stagiaires venant de Turquie, cet autre pays où les troglodytes grignotent le paysage⁵.

Sous l'impulsion de Pako, ils ont mis en place de nombreux événements culturels dont le seul mot d'ordre est l'éclectisme. En juin 2010, le *festimôme* a accueilli une dizaine de spectacles où sont venus de nombreux enfants du voisinage. Les invitations se font principalement par bouche à oreilles et plus récemment par une liste courriel... et c'est ainsi que la notoriété a gonflé d'année en année.

Limites sociales

En 2002, une soirée dédiée aux musiques électroniques organisée sur place par une autre structure draine plus de 2000 personnes. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Des voisins

portent plainte pour tapage nocturne et trouble de l'ordre public. La mairie commence à réagir. Ils choisissent alors de dissoudre *Ekbalium* et se structurent autour d'une nouvelle association, *Artglodyte*, plus centrée sur leurs productions artisanales et artistiques.

Cela ne résout pas tout. Chaque année, avec les beaux jours, plusieurs dizaines de personnes, parfois en difficultés sociales, viennent s'installer sur le lieu, profitant de son ouverture et de sa grande capacité d'adaptation. Certains s'investissent, participent dynamiquement aux chantiers. D'autres se reposent. Chacun profite du temps présent comme il l'entend. Une atmosphère propice à la rencontre et à l'échange s'installe. Malheureusement la surpopulation s'accompagne de problèmes divers, liés à la gestion de l'espace, à la violence ou à la consommation abusive d'alcool.

En été, les soirées se multiplient. Lors des festivals, il y a eu jusqu'à 10 concerts par jour ! Les résidents réguliers, une quarantaine aujourd'hui⁶, s'emploient à développer un minimum d'organisation tout en essayant de maintenir les idées de départ : ouverture, autogestion, artisanat et création.

Si les concerts improvisés, beaucoup en acoustique, sont sources de joie, les lendemains de fête sont parfois difficiles.

Des questions récurrentes se posent aux sédentaires troglobaliens : comment rester ouvert sans être piétiné par ce brassage permanent ? Comment vivre dans la durée quand on est sans cesse remis en question par des personnes de passage ?

▼ Extension en matériaux de récupération de la maison de Zak et Manu.



4. La législation sur les permis de construire ne concerne que les parties qui montent au-dessus du sol. En dessous, un vide juridique leur a permis, pour la plupart des travaux d'aménagement, de ne faire qu'une déclaration de travaux.

5. Région de la Cappadoce

6. Il y a en permanence depuis plusieurs années une quinzaine d'adultes et huit enfants et, de passage mais sur d'assez longues durées, une vingtaine d'autres personnes.

◀ Une salle de bain creusée dans la roche.

7. Mise en œuvre en 2010 sur les conseils de Label(e) verte, voir page 22.
8. Quand une équipe de *Technikart* fait un article en restant quelques heures sur le lieu, il est sûr que ce qui est retranscrit n'est pas le reflet de ce qui s'y passe ! Plusieurs reportages ont même été publiés sans que les journalistes ne se fassent connaître sur place. Rappelons que *Silence* ne fonctionne pas ainsi : tous nos reportages sont relus par les personnes rencontrées, ce qui évite bon nombre de malentendus.

Canaliser les énergies

Ces difficultés ont conduit à essayer de mettre en place des règles de fonctionnement qui respectent au mieux la liberté de chacun. Elles concernent les prises de décisions collectives, le fonctionnement global soucieux d'écologie et la participation de chacun. Un tableau de rotation des tâches a récemment été instauré. Chaque semaine, il est possible de s'inscrire pour la récupération, la gestion des déchets, le nettoyage des lieux collectifs et des toilettes sèches, ou pour s'occuper des animaux (poules, cochons...), du jardin, de la phyto-épuration⁷, des chantiers... Le village cultive une vie simple, basée sur l'entraide, le bon sens, et une recherche de dépendance minimum à l'argent. Le mercredi, promu « journée des enfants » s'organise désormais autour d'eux.

Malgré le chant des cigales et le travail assidu des fourmis, le village se heurte régulièrement à des obstacles. Ce n'est pas évident de trouver sa place ni de s'adapter constamment à cet îlot mouvant, régi par ses propres lois, et qui avance chaotiquement à petits pas de géants.

Difficile de trouver une manière de vivre ensemble qui convienne à tout le monde ! Heureusement, des structures ou des lieux de vie alternatifs se sont développés partout en France et à l'étranger. Leurs habitants cherchent tous les moyens de vivre le plus en adéquation avec leurs opinions et leurs aspirations. Certains voyagent de l'un à l'autre permettant la circulation des idées.

Le village s'enrichit continuellement de ce brassage.

Nous ne pouvons pas terminer ce reportage sans citer un autre problème rencontré : celui des médias. Ceux-ci, attirés par l'originalité du projet, les sollicitent fréquemment et la défiance s'est installée du fait des résultats constatés⁸.

M. B. ■



▲ La forge souterraine.



▲ Certains vivent en dehors des troglodytes.

Pour la renaissance de l'agriculture sur l'île d'Yeu

Marie Clém's

Le collectif agricole de l'île d'Yeu, né en 2009, a lancé un projet dont l'objectif est d'aller vers une agriculture de qualité et de proximité, le respect de l'environnement, et une amélioration des liens sociaux. Un gros travail en perspective.

■ **Jardins de l'Amer**, Georges Birault, Les Bocilles, rue Cours du Moulin, 85350 Île d'Yeu, tél. : 02 51 58 34 95, georges.birault@wanadoo.fr.

■ **Ferme d'Emilie**, tél. : 06 08 42 65 75.

■ **Tisanes de l'île d'Yeu**, Marie Boucher : mareunion@yahoo.fr

■ **Le pressoir îlais**, Marianne Dufour : marianne.dufour@hotmail.fr

■ **Collectif agricole** : collectif.agricole.yeu@hotmail.fr

L'ÎLE D'YEU, AU LARGE DE LA VENDÉE, PRÉSENTE DEUX VISAGES : UNE SURPOPULATION touristique en été et une sous-activité en hiver, du fait de l'effondrement du secteur de la pêche. En été, cette île formée d'une seule commune de 8 km sur 5 km, compte entre 30 et 35 000 personnes. En hiver, nombreux sont ceux qui migrent sur le continent : on compte 5000 résidents permanents, moins de 4000 hors des vacances scolaires¹.

Cette situation très particulière fait que l'île, autosuffisante jusque dans les années 1950, importe aujourd'hui 80 % de sa nourriture, ainsi que de l'eau grâce à des conduites sous-marines.

Des terres agricoles convoitées

La pression immobilière est énorme. La mairie a bien essayé de classer certaines terres comme agricoles ou inconstructibles, mais chaque tentative de PLU, Plan local d'urbanisation, a été attaquée en justice pour bloquer les décisions. Résultat : c'est le plan d'occupation des sols de 1986 qui reste en application.

Aujourd'hui, un hectare de terre agricole vaut sur l'île dix fois ce qu'il vaut sur le continent, à moins d'une heure de bateau. Dans ce contexte, les agriculteurs ne sont plus qu'une poignée à cultiver sur l'île dont seulement deux gros maraîchers, avec des situations précaires du fait de baux oraux, reconductibles ou inexistantes. Tous ont des origines sur l'île, ce qui leur a permis d'accéder à des terres.

Reconquérir une dimension agricole

Georges Birault, 58 ans, s'est installé ici comme maraîcher bio en 2007. Sa belle-mère disposait d'un terrain de 4000 m² en friche et il a pu négocier des prêts de terres avec des voisins. Il a créé les "Jardins de l'amer" mais ne dispose pas d'assez de surface (7000 m²) pour acquérir le statut d'agriculteur. Maraîcher bio, il vend ses produits tous les matins à l'entrée de son jardin. Il prépare également quelques paniers. Cela lui suffit pour vivre, ses besoins étant limités.

Emilie Sage, la trentaine, est la fille d'un des derniers gros agriculteurs de l'île, Gérard, en bio depuis une trentaine d'années. Le père vient de partir à la retraite et son fils Julien a repris l'exploitation maraîchère. Il vend surtout sur le marché quotidien de Port-Joinville pendant les deux mois de l'été. Il fournit également la crèche et la cantine scolaire. La famille dispose de terrains et loue des pâturages au Conseil général. Emilie souhaite disposer de plus de pâturages pour avoir une situation financière stable (il lui faudrait 45 hectares pour 250 brebis). Elle compléterait son activité avec la transformation de fruits rouges à vendre au marché.

Marie Boucher, la trentaine elle aussi, est venue sur l'île car son mari travaille pour la compagnie de bateaux qui assure la liaison avec le continent. Elle cherche des terrains pour y développer une activité autour des plantes médicinales

1. La population est stable depuis plus de cinquante ans.

et aromatiques. Elle a commencé à petite échelle (500 m²) et pratique la cueillette sauvage, mais elle manque de place pour en faire une activité professionnelle à temps plein.

Rémi Girod, 25 ans, petit-fils d'agriculteur sur l'île, est arboriculteur. Il a négocié la location de terres pour y planter des arbres fruitiers. Il dispose pour le moment de 1,5 hectare et souhaite compléter l'activité par la transformation des fruits récoltés.

Marianne Dufour, la quarantaine, voudrait créer une activité originale : la fabrication de jus de fruits et l'entretien des arbres fruitiers dans les jardins d'Islands (habitants de l'île d'Yeu) aujourd'hui propriétés de vacanciers qui ne sont pas là pour récolter les fruits, à l'automne, ni pour faire la taille des arbres, au printemps. Elle a commencé son activité grâce à un prêt de matériel. Elle a aujourd'hui le statut d'auto-entrepreneuse et a commencé la vente des ces jus.

Maud Martin, la quarantaine, présente sur l'île depuis 18 ans, s'est lancée dans l'horticulture (bouquets et plants). Pour le moment, sa situation est précaire car on ne lui a prêté des terrains qu'à l'année. En quatre ans, elle en a déjà changé trois fois. La mairie lui a enfin proposé un terrain avec un bail.

Raymond et Mireille Chaillou, 60 et 55 ans, ont un projet de miellerie. Ils travailleraient avec Marianne, Maud, Rémi et Emilie.

Toutes ces réalisations ont un point commun : produire en bio avec une distribution locale.

En 2009, la mairie a accueilli ces porteurs de projets. Après discussions, ils ont obtenu la venue d'un élève-ingénieur d'Agrotech, Martin Preuss, pour produire un rapport sur le potentiel agricole de l'île; sur les questions du foncier, du statut d'agriculteur (aucune de ces activités en gestation n'entre dans le cadre habituel, sauf celle d'Emilie), des terrains publics : le conseil général est propriétaire, avec le Conservatoire du littoral, d'une bonne partie des pâturages et des terres encore préservées, mais n'a légalement pas le droit de les louer pour plus d'un an... sauf à des agriculteurs et uniquement pour du pâturage. Certains terrains sont en jachère en attendant d'être vendus en terrains à bâtir. Espoir qui pourra se maintenir tant qu'un nouveau Plan local d'urbanisme n'aura pas vu le jour...

Un projet collectif

Mis en lien par cette étude et gonflés par ce rapport, les porteurs de projet ont initié une réunion publique le 28 octobre 2009 pour le soutien de l'agriculture sur l'île ; les projets ont été exposés, ainsi que la situation de chaque agriculteur, les difficultés en cours et à venir, les attentes... Le collectif est né après cette réunion publique. Et les débats se sont poursuivis. Ils ont permis de reconstituer l'histoire agricole de l'île². Si le tourisme a mis à mal l'autosuffisance, ce n'est pas là le seul facteur : la politique agricole



européenne, en subventionnant seulement certaines catégories d'agriculteurs — les plus intensifs —, a mis à mal les formes de solidarité, développé l'individualisme.

L'annonce de la naissance de ce collectif a déjà permis de redévelopper une solidarité entre tous, de délier les langues, de développer les coups de main et l'entraide, de rendre publics les projets, de trouver des terrains... et de faire naître de nouvelles idées.

Le collectif se réunit maintenant une fois par mois, chaque fois chez une personne différente, avec un thème et une personne invitée en fonction de ce thème³.

Les habitants ont appris qu'un des deux phares de l'île allaient être vendus aux enchères par l'Etat et proposent qu'il serve de lieu de promotion des produits de l'île et des nouveaux projets : "un lieu phare pour les porteurs de projets".

Le collectif s'inscrit dans une démarche de reconquête de la biodiversité de l'île, celle-ci ayant été mis à mal par la disparition de l'agriculture au profit de friches, par l'implantation de plantes étrangères à l'île, et par le tourisme.

Les comptes-rendus des activités du collectif sont envoyés à une liste de courriels, ce qui relie aujourd'hui une centaine de personnes, ce qui relie environ 5 % des Islands⁴.

Le collectif a entamé une cartographie de l'île pour répertorier les terres agricoles et leurs qualités... Pour le moment, la mairie joue le jeu et étudie la possibilité de créer une zone agricole protégée (ZAP) ; ce statut qui rend les terres agricoles définitivement inconstructibles⁵.

Le Collectif est conscient qu'il faut intégrer dans l'espace occupé par l'agriculture, la dimension touristique (ouverture des lieux, sentiers, diversité, accueil...). Il essaie aussi de répondre aux demandes de création d'échanges et d'informations autour des jardins. Il creuse l'idée d'initiatives collectives telles que les commandes groupées de plants et de matériel (pour limiter les frais du bateau), des locaux communs... Cela permettrait d'associer agriculteurs et consommateurs. Un système de paniers bios géré collectivement est ainsi à l'étude.

En participant à cette démarche, les Islands sont sans doute en train de se protéger d'une hausse prévisible du pétrole dans les années à venir...

M. B. ■



▲ Marianne en train de presser ses pommes accompagnée de son fils

2. En lien avec d'autres associations plus anciennes comme Yeu Demain, des historiens, des élus et anciens élus, l'office de tourisme...

3. Elus, fédération de chasse, conservatoire du littoral, biologiste, agronome, Terre de liens...

4. Parmi lesquels des touristes devenus résidents de longue date sur l'île. Ainsi Cristia, écrivaine publique à Paris, ancienne économiste.

5. La surface de l'île atteint 2332 ha. Pour assurer l'autonomie alimentaire de 5000 personnes, il faudrait en consacrer le quart au maraîchage et aux vergers, autant aux grandes cultures céréalières... En supposant qu'une bonne partie des protéines puisse continuer à provenir de la pêche, cela n'a rien d'impossible.



alternatives en Vendée et Maine-et-Loire

Le 21 Les Nuits bleues La tête dans le guidon

A Angers, le lieu associatif *Le 21* regroupe la librairie associative *Les Nuits Bleues*, l'association de promotion de la bicyclette *La Tête dans le Guidon*, un comptoir où s'abreuver (pour les adhérents uniquement), et accueille des débats, projections, jeux, formations, etc. *La Tête dans le Guidon* vise à promouvoir la culture et l'utilisation de la bicyclette : réparation, vélos d'occasion, recyclerie, espace ressources, formation...
Le 21, 21, rue Maillé, 49000 Angers, <http://chezle21.blogspot.com> et *La Tête dans le Guidon* : www.latetedansleguidon.net.

SCOP Volume paille

Cette coopérative de construction saine, économique et écologique agit en lien avec les acteurs locaux de l'artisanat, de l'agriculture et de l'habitat. Elle réalise des bâtiments à ossature bois et des isolations en bottes de paille.
Scop Volume paille, Michaël Patucca, Fanch Tessier, Emmanuel Jamnier, 12, rue des Ayrauts, 49510 Jallais, tél. : 09 52 51 27 69, <http://volumeepaille.fr>.

Les Octovales

Jusqu'en 2014, en octobre, tour du monde de la paix avec des personnalités du monde entier, une marche annuelle et de nombreuses animations scolaires. Pour en savoir plus : *La paix en marche*, Centre Robert-Schuman, 12, boulevard Robert-Schuman, 49100 Angers, www.lesoctovales.org/octovales2010. ▼

L'Etincelle

Ce local autogéré constitue un point de rencontre incontournable des alternatives politiques, sociales et militantes à Angers. Il abrite une bibliothèque, une buvette, des concerts (trois fois par mois), des expos, des conférences-débats, des projections, un atelier vélo... De nombreuses organisations, associations et collectifs y résident : Alternative Libertaire 49, Reflex-No Pasaran, le collectif anti-pub, le Label Peste & Cholera, Sud Étudiant-e-s Angers, le collectif féministe Emancipation, l'AMAP L'Aneth, la CNT. *L'Etincelle*, 26, rue Maillé, 49100 Angers, tél. : 02 41 24 94 45, <http://letincelle.over-blog.org>, etincelle1999@hotmail.com.

Paradigmes

Paradigmes propose une aide à la création de lieux de vie alternatifs. "Chacun d'entre-nous a des idées nouvelles à proposer à la société actuelle, alors, regroupons-nous et partageons-les !". Pratiques écologiques (phyto-épuration...), autonomie (yourtes...), solidarité (faucheurs volontaires...)...
www.etc.org/Paradigmes, paradigmes@hotmail.fr.

L'embarquement

Trois associations, *Vaisseau Tomate*, *Manufacture des voyages* et *La Fabrik Bukolik* se sont regroupées pour animer *L'embarquement*, un embarcadere démontable avec des salles de location sous yourtes pour les groupes et un restaurant bio local. Le lieu est installé à Murs Erigné du 1^{er} mai au 25 octobre chaque année.
■ *La Fabrik Bukolik*, Le Bourgneuf, 49320 Grézillé, tél. : 02 41 78 06 45.
■ *Vaisseau tomate* (resto), tél. : 06 70 07 31 38.
■ <http://l'embarquement.canalblog.com>

Collectif Anjou Eco-Hameaux

Ce collectif soutient des projets pour vivre et habiter autrement en campagne angevine : devenir propriétaire "à 50% moins cher", "locataire solidaire", voire "habitant coopérant", c'est possible avec "l'auto-promotion collective immobilière". Forts de l'expérience de projets d'éco-hameaux déjà réalisés, et avec le soutien d'associations locales, de professionnels de l'éco-construction et de militants des alternatives écologiques et sociales, il développe en Anjou ce qui marche dans les départements voisins. *Collectif Anjou Eco-Hameaux*, François Taveau, anjou.eco.hameaux@gmail.com, tél. : 02 41 91 28 58.

Des producteurs de semences

■ **GAEC du pont de l'Arche**, 49080 Bouchemaîne.

Florent Mercier travaille sur une collection de 400 variétés de blés anciens et de pays, cultivés en agriculture biologique.

■ **Germinance**, 4, impasse du Gault, 49150 Baugé, tél. : 02 41 82 73 23, www.germinance.com. Production artisanale de semences potagères biologiques avec un réseau de producteurs de semences biologiques (2/3 en biodynamie)
■ **Ribanjou**, zone horticole du rocher, 49125 Tierce, tél. : 02 41 42 65 19, www.ribbonjou.com. Pépinière bio : arbustes fruitiers, ornementaux, plantes.

Herbe

Herbe, Habitat énergies renouvelables, bio et environnement, est une association née en 2009 pour la sensibilisation aux questions d'environnements sous tous ses aspects (alimentation, habitat, pollutions, biodiversité) et pour aider à mettre en place des projets concrets (habitat groupé, marchés bio, cantines bio...).
■ **HERBE**, 12, rue des Vignes, 85280 La Ferrière.

Quazar

Quazar est une association créée pour faire progresser les droits des homosexuels (gays et lesbiennes), des bi et des trans. Lutter contre les discriminations à l'encontre des homosexuels. Faire connaître les cultures gays et lesbiennes. Développer des espaces et

des actions de convivialité pour les homosexuels, bisexuels et leurs amis hétérosexuels.

■ **Quazar**, 7, quai Gambetta, 49100 Angers, tél. : 02 41 88 87 49, www.assoquazar.free.fr.

Et aussi...

■ **A Cha P'ti**. A Saint-Hilaire-le-Vouhis (Vendée), l'association A Cha P'ti a mis en place la démarche NESO (agriculture sociale, écologique et équitable). Contact : Alain Berriau et Sumati, tél. : 09 75 65 18 44 ou sumaticos@hotmail.com. Alain est aussi installateur de phytoépuration chez les particuliers.

■ **La Boutique Solidaire**. On y trouve des produits fabriqués par des personnes handicapées, avec 400 références : vin, épicerie fine, objets de décoration pour la maison... 7, rue de la Saillerie, 49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou, tél. : 02 41 60 34 62. www.laboutiquesolidaire.com.

■ **L'arbre à bébés**. Association basée sur l'échange entre parents autour de l'accompagnement respectueux des enfants : naissance respectée, allaitement, portage, couches lavables et hygiène naturelle infantile, et éducation respectueuse. Prêt de couches, écharpe et autre porte-bébé, livres. <http://larbreabebe.free.fr>. Contact : Pauline 02 41 22 05 86.

■ **Espace Femmes**. L'association Espace Femmes a pour but de permettre à toutes les femmes de prendre leur place dans la société et de vivre leur citoyenneté à part entière, en valorisant leur autonomie et leur conscience féministe et en promouvant leurs droits. Elle organise des conférences, soirées conviviales, ateliers, expositions... 35, rue Saint-Exupéry, 49100 Angers, tél. : 02 41 36 29 73, espace.femmes@angers.fr

■ **CASI 49**. La Coordination des Associations de Solidarité Internationale du Maine-et-Loire regroupe 33 associations et collectifs tels qu'Artisans du Monde, Oxfam, Peuples Solidaires, le CCFD et d'autres plus spécifiques (Sénégal, Burkina-Faso, Colombie, Palestine...). <http://casi49.unblog.fr>, casi49@laposte.net

■ **La Resistancia**. Restaurant, bistro, boutique de vêtements de créateurs et lieu d'exposition, de concerts et de spectacles. Ouvert les lundi et samedi de 10h à 17h, du mardi au vendredi de 10 à 19h, le dimanche de 12h à 17h. *La Resistancia*, 10, rue de l'Orangerie, 49300 Cholet, tél. : 02 41 29 18 70, <http://larestancia.blog.fr>.





Publicité

■ **Un tiers du papier !** Les 20 milliards de prospectus distribués chaque année (dont 80 % par les grandes surfaces), les catalogues, les mailings et les journaux d'annonces gratuits, représentent à eux seuls un tiers de notre consommation de papier en France.

(source : Cniid, <http://cniid.org>)

■ **Paris : écrans aveuglés.**

Le 23 novembre 2010, en début de soirée, plusieurs groupes d'anti-pub ont neutralisé 118 panneaux espions dans 16 stations de métro. Avec des autocollants, de la peinture ou des marqueurs, ils ont masqué les caméras intégrées dans ces panneaux et qui servent

à filmer la réaction des gens. Les premiers panneaux installés remontent à novembre 2008. Après une bataille judiciaire avec la CNIL, commission nationale informatique et liberté, interpellée par des associations anti-pub, les caméras-espions sont arrêtées en mars 2009. Après avoir donné à la CNIL quelques garanties sur les données recueillies, les panneaux sont réactivés en avril 2010. En mai 2010, un amendement au Grenelle II légalise cette pratique. Aujourd'hui, au moins 400 panneaux ont ce dispositif installé et Métrobus qui gère les panneaux dit que ce dernier n'est pas activé, ce qui n'est pas vérifiable pour le passant. (www.danger-ecranpub.tk)

Emplois

Le racisme ordinaire

Une étude de l'Insee, rendue publique mi-novembre 2010, croisant le taux de chômage avec l'origine supposée du prénom de la personne indique que le taux d'emploi varie de manière très significative :

Taux d'emploi selon la nationalité des parents

	France	Europe Est	Europe Nord	Europe Sud	Maghreb
Hommes	74	68	69	72	56
Femmes	86	80	84	85	65

Selon l'Insee, un tiers de l'écart peut s'expliquer par des différences de formation... mais le reste provient bien d'un rejet sur le nom.

alternatives



Des poules dans le jardin



Une poule peut consommer jusqu'à 150 kg de déchets organiques par an... et produire environ 250 œufs par an pendant quatre ans. Si les déchets organiques sont bio, les œufs aussi seront bio. Une poule aime le voisinage et donc il faut mieux en avoir au moins deux... et passer du temps avec elles. Si vous ne savez pas comment installer un poulailler, il existe une entreprise en Alsace qui propose différents modèles en kits réalisés en bois certifié PEFC, non traité : *Eco-poules*, 4, rue Gillois BP 6004, 68600 Volgelsheim, tél. : 03 89 21 92 31, www.eco-poules.com.

Madagascar

Actions en faveur de l'agrobiologie

Différentes associations mènent des actions en faveur de l'agriculture biologique à Madagascar. Tefy Sana donne des cours pour adopter une méthode de culture de riz à haut rendement. Zoma aide des familles en difficulté pour les aider à faire un retour à la terre en leur donnant une année de formation agricole. Taf, à 85 km de Tananarive, est un centre agro-

éco-touristique qui propose des stages en agriculture biologique, jardinage, riziculture... Tata, à 25 km de Tananarive, est un centre de formation à la lombriculture pour des composts de qualité. Taoezaka est un bureau d'études spécialisé dans les équipements pour le compost, le jardinage, le pompage... L'aulanie Green University à Ambanja assure une formation Bac+2 pour des lycéens ou des paysans sur l'écotourisme, la santé de base, la valorisation des produits locaux et l'agriculture durable. Ces formations bénéficient de l'aide du réseau Wwoof, réseau de volontaires qui interviennent dans l'agriculture biologique

(www.wwoof.org). L'ensemble de ces initiatives est présenté sur le site www.srimadagascar.org.

Tarn

Katao

Katao a mis en place un réseau de personnes qui regroupent leurs achats de produits non-frais pour un achat collectif trimestriel à prix de gros. Ce groupement d'achat repose entièrement sur le bénévolat. Il est possible de le rejoindre soit en rejoignant un point de dépôt déjà existant, soit en créant un nouveau avec une dizaine de foyers. Christian Lagasse, Katao, Lebat, 82110 Cazes Mondenard, tél. : 05 63 04 29 33, <http://lemarche.katao.eu>.

Bouches-du-Rhône

Les Paniers marseillais

Les Paniers marseillais proposent de développer un partenariat solidaire entre producteurs en agriculture biologique ou en reconversion et consommateurs. Les consommateurs s'engagent pour des périodes de six mois minimum et bénéficient de paniers dont le prix est fixé pour assurer une rémunération correcte du travail. En échange, le producteur s'engage

à respecter les normes sociales pour ses salariés, en particulier pour les saisonniers. L'association propose un suivi individuel pour les agriculteurs et peut activer un fonds d'urgence en cas de besoin. A la différence des AMAP, il n'y a pas volonté de travailler uniquement avec un producteur, mais sur tout un ensemble de produits, même si certains sont assez lointains (agrumes et avocats de Corse, lait de brebis du Larzac...). Les Paniers marseillais, cité des associations, boîte 199, 93, La Canebière, 13001 Marseille, tél. : 06 31 78 81 53 ou 04 91 42 67 52, www.lespaniersmarseillais.org.

Lyon

Projet d'agriculture urbaine

Peut-on réintroduire l'agriculture dans les villes ? Et jusqu'où ? Peut-on investir les toits-terrasses, faire des plantations verticales ? Ouvrir des potagers dans les parcs publics... Un collectif s'est mis en place sur Lyon pour étudier et mettre en pratique ces idées : La Légumerie, Village Sutter, 10, rue de Vauzelle, 69001 Lyon, tél. : 09 54 24 01 08, lalegumerie@yahoo.fr.

Prix Pinocchio

Les Amis de la Terre, en partenariat avec le Crid et Peuples solidaires, organisent chaque année un vote sur internet pour dénoncer les comportements des entreprises. Cette année, plus de 7000 personnes ont voté.

Dans la catégorie *Droits humains*, c'est la multinationale Vilgrain qui remporte la palme (32 % des votes) pour les contrats passés avec le gouvernement camerounais et portant sur la location pour 99 ans de plus de 22 000 hectares dans demander leur avis aux populations locales. Ces dernières, privées de leur terre, se voient accordée une indemnisation annuelle de cinq euros par famille ! Ces terres servent à la monoculture du sucre aux dépens des cultures vivrières polluées par les produits utilisés. Sodexo arrive second (28 %) pour sa politique anti-syndicale avec le GDF-Suez est troisième (24 %) pour son projet de barrage sur le rio Madeira, en pleine forêt amazonienne, au Brésil. Ce barrage de 3300 MW va permettre d'ouvrir 4500 km de voies d'eau, favorisant ensuite la destruction de la forêt et des peuples qui y habitent.

Dans la catégorie *Environnement*, la palme revient à Eramet (39 % des votes) qui exploite déjà le nickel en Nouvelle-Calédonie et qui a des projets en Indonésie, en pleine forêt tropicale. En deuxième, Total (29%) est récompensé pour ses projets d'exploitation des schistes bitumeux dans le nord de l'Alberta au Canada, menaçant les sites de vie des peuples indigènes. En troisième, on trouve Alstom (19 %) pour son projet de centrale au charbon en Afrique du Sud, projet en contradiction avec les mesures à prendre pour lutter contre les changements climatiques.

Dans la catégorie *Greenwashing*, c'est le Crédit agricole qui l'emporte largement (55% des votes) pour sa campagne de publicité "Il est temps de passer à la banque verte", un clip qui suggère que la banque finance uniquement des projets harmonieux, avec éolienne et paysage naturels... très loin évidemment de l'agriculture intensive, ou des financements industriels polluants. Renault arrive deuxième (20%) qui a osé présenter la Dacia 4x4 comme un véhicule écolo. Enfin, la SNCF prend la troisième place pour sa campagne de publicité affirmant que le train est "zéro carbone" : si le train est le moins polluant des modes de transport, il n'en émet pas moins des gaz à effet de serre soit directement (locomotives fuels) soit indirectement (il faut produire l'électricité).

Le détail et les campagnes en cours contre chaque nominé sur www.prix-pinocchio.org.

Maroc

Violente répression contre les Sahraouis

Le 8 novembre 2010, à la veille de la reprise des négociations à l'ONU pour la tenue d'un référendum d'autodétermination dans le sud-Marocain, l'armée marocaine s'en est prise violemment à un camp sahraoui installé près d'El Ayoun, près de la frontière avec l'Algérie. Elle a dispersé les 20 000 personnes rassemblées là. Le gouvernement marocain a annoncé le 17 novembre qu'il y a eu 13 morts (12 militaires marocains et deux Sahraouis), 723 blessés et 159 disparus. Le front Polisario estime lui qu'il y a eu plusieurs dizaines de morts, 4500 blessés et des centaines d'arrestations. Le Conseil de sécurité de l'ONU a débattu le 17 novembre 2010, de la création d'une mission d'enquête, mais la France, pays des Droits de l'homme, a usé de son droit de veto pour bloquer la procédure et soutenir ainsi le régime marocain. Quant aux journalistes occidentaux ou marocains, plusieurs ont été interdits d'exercer après avoir demandé à se rendre sur place.

Europe-Ecologie-Les Verts

Un réseau de coopération

La structure *Europe-Ecologie* qui a lancé une dynamique au moment des élections européennes de 2009 et *les Verts*, structure créée en 1984, ont fusionné le 13 novembre 2010. Le nouveau nom *Europe-Ecologie-Les Verts* a été adopté par 53 % des adhérents. L'occasion d'une remise à plat du fonctionnement des mouvements écologistes et une innovation : la création d'un statut de coopérateur, un statut un peu plus éloigné que celui d'adhérent qui permet de participer aux consultations internes par référendum, mais ne permet pas de choisir les responsables du mouvement. Ce statut de coopérateur devrait permettre d'élargir le mouvement (qui après fusion compte environ 13 000 adhérents) en laissant de la place également aux associations et aux autres groupes politiques, dans une recherche de fonctionnement plus horizontal. Cécile Duflot, qui reste secrétaire générale du nouveau mouvement, a encore une fois fait la promotion de la notion de résilience pour se prévenir des crises futures.

Nicolas Hulot est venu faire une intervention par sympathie pour ce regroupement. Antoine Waechter a rejoint le mouvement. Par contre Corinne Lepage (Cap21) a estimé le mouvement trop à gauche. Petite déception : la salle de 3000

places était loin d'être remplie. A l'extérieur du congrès, il y a eu quelques petites manifestations (avec pour chacune au plus une dizaine de personnes) : la revue *La décroissance* qui protestait contre les "écotartuffes" ; les brigades de clowns qui voulaient mettre un peu d'ambiance et des représentants du Parti de gauche qui protestaient contre les déclarations de Cohn-Bendit à l'encontre de Jean-Luc Mélançon. Les comptes rendus sont sur le site du nouveau mouvement : www.eelv.fr.

Cohn-Bendit, consultant sport sur Canal +

Fin octobre 2010, Cohn-Bendit a annoncé qu'il serait consultant pour le foot sur *Canal +* à partir de janvier 2011. Le poste de député européen étant censé être un travail à plein temps, de plus largement rétribué, on peut donc penser qu'en toute intégrité, il démissionnera de son poste de député pour ne pas abuser de l'argent public et de la confiance des électeurs.

Lyon

Ville socialiste ?

Depuis 2001, la troisième ville de France est gérée par des "socialistes" (et quelques communistes, Verts...). Nous pouvons donc y voir en grandeur nature ce qu'est une "politique de gauche", par exemple dans le domaine de la gestion des hôpitaux. Ainsi, après regroupement des services sur trois sites, les locaux libérés ont servi à des projets sociaux : l'hôpital Debrousse va devenir un hôtel de luxe, l'hôpital de l'Antiquaille deviendra... un hôtel de luxe. Quant à celui de l'hôtel-Dieu, en plein centre, il devrait accueillir... un hôtel de luxe ! Avec le PS, demain tous millionnaires !

Grenelle de l'environnement

L'art du mensonge...

Début novembre 2010, au moment où Jean-Louis Borloo postulait pour être premier ministre, son ministère a rendu publique une étude sur l'état d'avancement du Grenelle de l'environnement. Ce bilan "fait de manière indépendante" examinait chacun des 268 engagements prévus dans les deux lois votées. Ce rapport conclut que "77 % sont réalisés ou en cours de réalisation (dont à peine 18 % qui peuvent être considérés comme totalement réalisés). 19 % nécessitent une remobilisation... et 4 % une redéfinition complète". Donc bien en apparence. Mais c'est oublier que les 268 engagements sont une suite de reniements savamment mis en place d'abord lors des négociations avec les associations puis lors des débats parlementaires. Si l'on repartait des principes de départ, le résultat ne serait évidemment pas le même.

On attend donc un bilan concernant les sujets abordés :

- > est-ce que les quantités de gaz à effet de serre diminuent ?
- > est-ce que la quantité de déchets ménagers et industriels diminue ?
- > est-ce que la quantité de déchets radioactifs diminue ?
- > est-ce que les prélèvements de matières premières dans le sol diminuent ?
- > est-ce que la pollution de l'air et des cours d'eau, diminue ?
- > est-ce que le nombre d'espèces menacées diminue ?
- > est-ce que la destruction des sols par l'urbanisation diminue ?
- > est-ce que notre consommation d'énergie diminue ?

Vous pouvez mettre un non en face de chacune de ces questions.



Naissance de groupes en transition

Les groupes se multiplient autour du thème de la transition. Nous avons déjà connaissance de groupes en projet à Bayonne, Bordeaux, Gan (Pyrénées-Atlantique), Grenoble, Lyon, Marseille, Maurienne (Savoie), Mayenne, Nice, Orléans, Paris, Pau, Salles-en-Béarn (Pyrénées-Atlantique), Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), Sucy-en-Brie (Val-de-Marne), Trièves (Isère), Villiers-Saint-Frédéric (Yvelines), Yonne... Les coordonnées de ces groupes sont presque toutes sur le site www.transitionfrance.fr.

Charente

Segonzac, première commune lente

Segonzac, commune de 2200 habitants, près de Cognac, est la première commune de France à avoir obtenu, le 8 mai 2010, le label international Cittaslow. Ce label nécessite de répondre à une soixantaine de critères concernant la convivialité (développement de la démocratie participative), la mobilité (priorité aux piétons et aux vélos), l'équilibre alimentaire (développement des commerces

de proximité, valorisation du patrimoine culinaire local, exclusion des OGM), l'environnement (pourcentage croissant d'espaces verts, recherche de sobriété énergétique)... Ce label a été lancé en Italie en 1999. Il a été décerné pour le moment à 140 communes dans une vingtaine de pays. Pour en savoir plus : www.cittaslow.net.

Croissance démographique ou croissance économique ?

Entre 1999 et 2010, la population française est passée de 58,7 à 64,7 millions d'habitants. Soit une croissance d'environ 10 % en onze ans. Pendant ce temps, la croissance du PIB en volume aura été de 21,3 %. Cela signifie qu'environ la moitié de la croissance économique est simplement due à l'augmentation de la population. Elle serait moitié moindre si on la calculait par personne.

Croissance économique ou environnement ?

L'Ademe a commandé une étude au Cevipof sur l'opinion des députés et du public sur certaines questions. 130 députés et 70

Pétrole : pic dépassé ?

L'Iran a annoncé, le 22 novembre 2010, avoir découvert un nouveau gisement de pétrole estimé à 34 milliards de barils. De combien s'éloigne le pic de production ? Sachant que nous consommons 87 millions de barils par jour dans le monde, cela fait donc... 390 jours de plus ! Mais comme un gisement ne peut pas être exploité à 100 %, cela représente un sursis de probablement moins d'un an ! Pendant ce temps, sur le terrain, on constate une baisse régulière de plus en plus de gisements. Ainsi, en mer du Nord, la baisse est chaque année d'environ 200 000 barils par jour, malgré les moyens financiers importants mis en place. Les pays de l'Opep annoncent depuis des années qu'ils limitent leur production... mais certains spécialistes pensent qu'en fait, ils ne peuvent pas produire plus. L'Agence internationale de l'énergie a publié un rapport en novembre 2010 qui estime que nous aurions passé le pic de pétrole conventionnel... en 2006. Nous éviterions pour le moment la crise par la production de carburants à partir du gaz et de pétroles non-conventionnels (et chers). La montée du prix à 140 dollars en 2008, qui a déclenché une première crise économique mondiale, n'est sans doute qu'un premier soubresaut. Après une succession de crises de ce genre, hausse du prix suivi d'une récession, le prix du pétrole risque de s'envoler pour ne plus redescendre...



sénateurs ont répondu.

A la question faut-il privilégier la croissance de l'activité industrielle ou orienter l'économie pour qu'elle soit plus respectueuse de l'environnement, on constate que la croissance n'a plus la cote !

Seuls 35 % des députés choisissent la croissance contre 59 % la priorité à l'environnement, 6 % ne se prononcent pas. A comparer avec les réponses du public : là seuls 18 % sont pour la croissance et 80 % pour l'environnement.

Ivan Illich : Pédalez plus pour vivre mieux (1973)

Ivan Illich (1926-2002) est, pour moi, un touche-à-tout de génie ! qui a beaucoup fait pour stimuler la réflexion sur la "décroissance", sans d'ailleurs employer explicitement cette expression. Il aborde le problème des transports en 1973 et montre que dans l'appréhension de l'univers familier de l'individu, l'autonomie de la marche à pied ou mieux encore du vélo est bien supérieure à ce que procure l'hétéronomie des systèmes complexes de transport.

Jean-Pierre Dupuy fait à la même époque un petit calcul² amusant et... instructif. Il s'agissait de savoir quelle était la vitesse « généralisée » d'un véhicule, obtenue en divisant la distance totale parcourue (kilométrage annuel) par le temps total passé (temps de transport + temps de travail nécessaire pour payer toutes les dépenses relatives au véhicule). Il apparaissait que la bicyclette arrivait en tête suivie par la 2 CV du cadre style "écolo". Loin derrière venait la limousine du contremaître qui mettait sa fierté dans sa voiture. En d'autres termes, d'un point de vue strictement économique, il est plus avantageux "de perdre du temps" à se rendre en pédalant à son travail et de travailler moins, que d'acheter une voiture "pour gagner du temps".

Mais ce calcul "rationnel" s'oppose au désir ou au besoin de liberté qu'est censé satisfaire le système actuel de transport urbain : plus vite, plus fort, plus loin ! Du temps de Mao Zedong, les millions de Chinois se déplaçaient dans Pékin plus efficacement sur leur vélo que les nouveaux chauffeurs d'aujourd'hui qui accèdent aux bienfaits de la civilisation moderne et occidentale.

Chez nous, plus de voitures s'enfourment sur des voies de plus en plus saturées, le stationnement se fait de plus en plus anarchique. Les usagers

réclament plus de parkings, plus de places de stationnement sur la voie publique, plus de voies de circulation, moins d'impôts, moins de taxes, des véhicules plus confortables, plus hauts que les autres (4x4)...

Le maire, s'il est conscient, est écartelé entre la priorité absolue aux transports en commun (tramway, bus en couloir) et aux transports naturels (pistes cyclables protégées, vastes trottoirs) d'une part et le fait qu'il craint de n'être pas élu aux prochaines échéances électorales s'il s'attaque sérieusement au chauffeur (chauffard ?) qui sommeille dans chacun de ses administrés et néanmoins électeurs.

Heureusement, un nombre croissant de citoyens se tourne vers un système, hélas sponsorisé par JCDecaux, où le vélo joue un rôle essentiel. Il y a encore du chemin (ou plutôt des pistes cyclables !) à faire pour que l'on puisse sans trop de risques faire l'essentiel de ses déplacements urbains avec ce mode de transport. Il y a aussi des réformes institutionnelles à promouvoir pour éliminer la publicité en ville, mais, *grosso modo* et avec trente ans de retard, on commence à mettre en pratique la solution "rationnelle" que préconisait Ivan Illich.

Christian Araud

1. Je ne saurais trop recommander de lire ses oeuvres complètes rééditées chez Fayard : Tome 1 (Libérer l'avenir - Une société sans école - La Convivialité - Némésis médicale - Énergie et équité), 2004. Tome 2 (Le Chômage créateur - Le Travail fantôme - Le Genre vernaculaire - H₂O, les eaux de l'oubli - Du lisible au visible - Dans le miroir du passé), 2005.
2. Réactualisé depuis, sans grand changement sur les résultats.



Commerce équitable

Un café très politique...

Jean-Pierre Petit-Gras, animateur d'un réseau de diffusion de café zapatiste, dans un article intitulé *L'illusion de l'équitable* paru dans l'excellent hors-série de *Politis* "Les multinationales à l'assaut du bio et du commerce équitable", raconte des pratiques observées au Mexique. Ainsi, des organisations comme Majomut ou Café de la Selva, des organismes sous contrôle du gouvernement mexicain, dont on trouve les cafés dans certaines filières en France, sous couvert du label international FLO, incitent directement les petits producteurs qui veulent passer contrat avec eux, à lutter contre l'occupation des terres par les Zapatistes. Il dénonce également les intermédiaires et rappelle que les paysans locaux disent "le commerce équitable n'a rien d'équitable, il est un coyote comme les autres" et de citer deux chiffres : la filière équitable garantit actuellement un prix au kilo

du café autour de 2,20 €... alors que la filière sans intermédiaire rémunéré MuVitz l'achète 7 € !

Marcher pour la bonne cause...

En juin 2010, pour sa première édition, la randonnée solidaire d'Oxfam (trailwalker Oxfam pour faire français !), a réuni 88 équipes soit 352 marcheuses et marcheurs, qui ont réussi à collecter plus de 180 000 euros. Une deuxième édition est d'ores et déjà programmée, toujours dans le Morvan, les 11 et 12 juin 2011. Renseignements : *Oxfam France*, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél. : 01 56 98 24 40, www.oxfamfrance.org.

Françafrique

Imposture d'élections

Le 21 novembre 2010, Blaise Compaoré vient de succéder à lui-même à la présidence du Bur-



Leonard Doyle / ICM

Haïti

Mortalité évitable

L'épidémie de choléra qui s'est déclarée en novembre 2010 à Haïti provoque des milliers de morts. Or le choléra est une maladie aujourd'hui bénigne dans les pays du Nord. Son traitement ne coûte que quelques euros et de l'eau potable en quantité. Mais manifestement les Etats du Nord n'ont pas quelques millions d'euros à consacrer à ce drame. L'Union européenne préfère, de loin, dépenser des milliards pour sauver son secteur bancaire.

kina-Faso, "démocratie" soutenue par la France (80 % des voix au premier tour !). Il avait accédé au pouvoir en 1987 par le meurtre du révolutionnaire pacifique Thomas Sankara. Les autorités françaises, par l'intermédiaire du général qui leur sert d'ambassadeur dans le pays et d'une commission d'observation bidon composée de caciques du système françafricain, a validé l'élection de l'homme fort de sa colonie, malgré les nombreuses aberrations qui ont accompagné le processus. Au

moins, le pouvoir "autochtone" ne viendra pas remettre en cause le récent redéploiement de troupes françaises dans ce pays au nom de la "lutte contre le terrorisme". De son côté, Compaoré entend modifier la constitution pour pouvoir se représenter indéfiniment à la présidence. Il pourra ainsi indéfiniment continuer à jouer le gentil "médiateur" dans les conflits qui embrasent ses voisins africains. *Survie*, 107, boulevard Magenta, 75010 Paris, tél. : 01 44 61 03 25, <http://survie.org>.



environnement



Vélo

Un livre technique européen

Lancé lors de la conférence "Vélo-city global 2010" à Copenhague, du 22 au 25 juin 2010, un livret de 80 pages

Lexique européen du vélo a été diffusé gratuitement qui comprend dans les 27 langues principales de l'Europe tous les termes techniques liés au vélo, ainsi que des renseignements sur les sources de financement pour les infrastructures cyclistes et les avantages en termes de santé et d'environ-

nement du vélo. Il est présenté sur www.eesc.europa.eu/sections/ten/european-cycling-lexicon. Et pour obtenir un exemplaire gratuit, il faut écrire à ten@eesc.europa.eu.



Notre-Dame-des-Landes

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

Au moins une quinzaine de maisons rachetées par le conseil général ont été occupées par des opposants après le départ des agriculteurs expulsés. Pendant ce temps, des sociétés sont présentes sur les lieux pour différents travaux de "préparation" du site : relevé géométrique, balisage d'une future bretelle d'autoroute... Les opposants essaient d'entraver ces interventions, mais le tout est soigneusement protégés par des forces de police déployées en force (nous sommes en plein projet socialiste, ne l'oublions pas !). Les opposants ont repéré des travaux topographiques réalisés par la société "Biotopie". Celle-ci étudie le terrain, les zones humides, pour proposer ensuite des moyens pour déplacer les espèces menacées, faune et flore ! Cette société, domiciliée à Rezé, au sud de Nantes, se présente sur son site internet ainsi "La société Biotopie a été fondée par des passionnés de nature". Elle se veut au service du "développement durable"... sans préciser que c'est celui des avions ! Une enquête publique a eu lieu entre le 24 novembre et le 24 décembre 2010 portant sur les six communes concernées. L'Acipa, Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport, a appelé à être présents lors des réunions publiques. A plusieurs reprises, les opposants empêchés d'entrer ont été refoulés par les gardes-mobiles. D'autres fois, ce sont les commissaires-enquêteurs qui ont été empêchés de passer. Au moment où nous mettons sous presse (1er décembre 2010), le nombre de militaires augmente plus vite que celui des manifestants. *Plus* : <http://acipa.free.fr>.

Pays-Basque

Désobéir à la vitesse

Le mouvement Bizi ! appelle à la désobéissance civile contre le projet de ligne de train à grande vitesse LGV entre la France et l'Espagne qui constitue entre autres, selon lui, une aberration écologique face au changement climatique. "Il va falloir s'opposer concrètement aux sondages de terrain prévus sur le parcours de la LGV", précise-t-il encore. Le 27 novembre 2010, des activistes sont descendus en rappel par le toit de la mairie de Bayonne et y ont suspendu une immense banderole sur laquelle était écrit : "LGV : Toujours plus vite dans le mur !". *Bizi!*, 22, rue des Cordeliers, 64100 Bayonne, tél. : 05 59 25 65 52, www.bizimugi.eu.



D.R.

Les femmes entrent en Bourse !

Fin octobre 2010, le Sénat a entériné la loi Copé-Zimmermann qui impose à environ 2500 entreprises d'instaurer progressivement la parité dans leurs Conseils d'administration (20% de femmes en 2012, 40% dès 2016 pour les 700 cotées en Bourse). Les sénatrices et sénateurs ne sont pas allés jusqu'à frapper de nullité toute décision prise par un CA ne respectant pas la parité... Néanmoins, toute nomination nouvelle n'allant pas dans le bon sens sera annulée, et les jetons de présence "mis en réserve". L'extension de cette loi au secteur public, en particulier scientifique et universitaire, n'est pas pour l'instant à l'ordre du jour, pas plus qu'une loi vraiment contraignante pour diminuer les inégalités salariales.

Congés parentaux : on n'avance guère...

L'Assemblée nationale française vient de s'opposer à une "modernisation" des congés maternité et paternité proposée par des députés de gauche. Il s'agissait, entre autres, d'en étendre la durée (dont deux semaines seulement pour les pères), d'assurer partout le plein salaire aux mères comme le préconise la Commission européenne et de compter le congé parental comme une période de travail, le tout en augmentant d'un peu plus de trois milliards d'euros le budget de la politique familiale (88 milliards). L'UMP a massivement voté contre ces modestes avancées...

Au four et au babin

Keith Laws, de l'université du Hertfordshire, a demandé à 50 étudiantes et 50 étudiants d'effectuer trois tâches en huit minutes, qu'il a interrompues par une autre (téléphonée). Résultat, les femmes sont davantage parvenues que les hommes à mener les quatre tâches dans les temps. Conclusion du chercheur : "les femmes sont meilleures lorsqu'il s'agit de s'arrêter un moment pour réfléchir tout en continuant à penser à d'autres choses." Une bonne raison pour les exploiter davantage ou pour généraliser la sieste ? (Source : *Sunday Telegraph*)

Qui gouverne le monde ?

Quelques chiffres issus du rapport de l'ONU du 20 octobre 2010, "Les femmes dans le monde". En 2009, les femmes n'étaient que 7 à occuper des fonctions de chefs d'Etat, contre 143 hommes. Onze femmes étaient chefs de gouvernement sur un total de 192. De 1998 à 2008, on a néanmoins progressé un peu, puisque les femmes membres de gouvernement sont passées de 8% à 17%.

Le trophée du préjugé national

... Ou celui du "Ken le plus sexy de la culture", avec Radio-France ! Cette dernière a décerné le 7 décembre 2010, un "prix de la personnalité culturelle de l'année" dont les 8 nominés, ô surprise, ne sont que des mâles blancs de blancs. Le collectif La Barbe

Philippines

Avec foi sans lois

Aux Philippines, l'église catholique, qui règne sur 80% de la population, s'oppose activement aux projets de loi portant sur la contraception et l'avortement. Le pays a ainsi le taux de fécondité le plus élevé d'Asie du Sud (3,3%). Le gouvernement déplore que la croissance démographique aggrave la pauvreté. Fin novembre 2010, il a pour la cinquième fois, déposé un projet de loi au Parlement... (Source : *l'organisation de femmes Irin*)



diffuse une savoureuse réaction de l'écrivaine Marie Desplechin, à faire suivre à tous et à toutes, histoire de se remonter le moral... *Les Amis-e de La Barbe*, 30, rue du Pressoir, 75020 Paris, www.labarbelabarbe.org.

La pub libère les mâles

Observant l'image des pères dans la publicité, le sociologue Eric Macé cerne trois "grands scripts" : le produit soulage les pères, naturellement incompetents pour telle ou telle tâche domestique, ou il virilise une tâche toujours présentée comme anormale, ou enfin il la masculinise en excluant les femmes (bricolage par ex.). Ces tendances, pour le sociologue, soulignent l'évolution du regard de la société sur les approches de genre. "On est dans un monde post-féministe", estime Eric Macé. Mais "dans le sens où c'est l'anti-féminisme qui a gagné"... Lire et écouter sur le site : orse.org (dossier : *les pères dans la pub*)

repères pour construire une politique publique...". A télécharger sur le site d'ECVF (Elu/es contre les violences faites aux femmes : ecvf.online.fr).

L'amer Noël de la Mère Noël

La blogueuse féministe Emeline recherche toute page de catalogue de jouets grand public qui montrerait un garçon jouant à la poupée, une fille conduisant une voiture, ou toute autre bonne surprise à rebours des clichés. Quelle bonne idée... A faire suivre à *Silence* et sur blog.plafonddeverre.fr.



Violence faite aux femmes

Les violences faites aux femmes sont reconnues "grande cause nationale" en 2010. Voilà l'occasion de nous rappeler une excellente brochure datée de juin 2010, à diffuser auprès de nos élu/es : "Déconstruire les idées reçues sur les violences faites aux femmes" suivi de "Quelques

Téleweb féministe

www.teledébout.org propose en ligne plus de 50 vidéos allant de quelques minutes à 3/4 heure, sur des sujets concernant les luttes des femmes. De quoi lancer ou agrémenter bien des débats.

Paris

Toutes à la maison !

La Maison des Femmes de Paris est en difficulté, suite à baisse ou perte de subventions. Elle recherche un soutien moral et financier, et mieux encore, des adhésions avec prélèvement trimestriel de 15 € minimum. Trop peu connue, c'est un lieu d'activités avec et en direction des femmes qui ne demande qu'à se développer. Elle avait été présentée dans notre numéro 340. *Maison des femmes*, 163, rue de Charanton, 75012 Paris, tél. : 01 43 43 41 13, maisondesfemmes.free.fr.



Train d'enfer

■ Record de lenteur et record financier.

Le onzième retour de déchets depuis l'usine de La Hague (Manche) à Gorleben (nord-est de l'Allemagne) a été l'occasion d'une mobilisation antinucléaire intense. Le gouvernement allemand, qui a mobilisé environ 20 000 policiers, a annoncé que ce transfert lui a coûté 50 millions d'euros. Le gouvernement français n'a pas donné de chiffres. Le train, parti le 5 novembre 2010 a mis près de quatre jours pour parcourir 2500 km, un record de lenteur. L'itinéraire du train qui transportait onze "Castors", wagons spécialement aménagés pour le transport des déchets radioactifs, a dû être modifié plusieurs fois pour éviter les manifestants rassemblés sur les rails, mais aussi pour éviter les voies sabotées avant son passage. Si une grande partie des manifestants étaient non-violents, cela n'a pas empêché de nombreux heurts avec une police souvent débordée. Alors qu'en Allemagne, le passage du train est signalé dans toutes les gares, il n'en est rien en France où tout est soigneusement gardé secret. La transparence, c'est uniquement dans la communication !

■ **Soutien aux militants de Caen.** A proximité de la gare de Caen, le train a été bloqué par les militants du Ganva, Groupe d'actions non-violentes antinucléaires. Leur évacuation a été particulièrement violente. Alors qu'ils étaient allongés sur la voie, les mains bloquées dans des tuyaux métalliques, ces derniers ont



été découpés sans précaution provoquant des blessures graves : deux militants ont dû avoir des greffes de peau à cause de brûlures, un autre a été plus longuement hospitalisé, souffrant de deux tendons sectionnés au niveau de la main. Après une garde à vue, ils ont dû verser 15 000 euros de caution pour ne pas être incarcérés avant le procès prévu le 8 décembre 2010. Soutien financier (chèque à l'ordre de l'APSAJ) à adresser à : APSAJ, Association pour la solidarité et l'aide juridique, 6, cours des Alliés, 35000 Rennes. Infos sur : <http://ganva.blogspot.com>.

■ **Radioactivité.** A Sotteville-lès-Rouen, des militants ont mesuré la radioactivité au passage du train : 20 fois supérieure à la radioactivité naturelle à 6 m de distance ! Greenpeace a publié des photos réalisées à l'infrarouge qui permettent de visualiser la radioactivité. En Allemagne, les syndicats de policiers sont intervenus pour demander aux policiers qui souhaitent avoir des enfants de se tenir à distance des wagons.

■ **Qui va payer les retraites de nos déchets ?** C'est le titre d'un communiqué de Michèle Rivasi au moment du passage du train. Comme elle le dit, le montant n'est pas connu, mais on a une idée de la durée : les 6000 prochaines générations au moins vont devoir payer pour la consommation électrique de deux générations !

Pic d'uranium en vue

Actuellement 40 % de l'uranium utilisé dans les 440 centrales nucléaires en fonctionnement dans le monde proviennent du démantèlement des armes nucléaires russes et états-uniennes. Cette source d'uranium peu coûteuse devrait se ralentir dès 2013, obligeant alors les exploitants à revenir à l'uranium provenant des mines. Ceci ne devrait pas se passer sans mal puisque c'est vers cette date que des experts pensent que sera atteint le pic de production. Pour parer à cela, la Chine, qui dispose d'importantes masses financières, a commencé à acheter les mines les unes après les autres. Ainsi, la Chine a négocié, le 4 novembre 2010, lors du passage du président chinois à Paris, en échange de l'achat de deux EPR à Areva, l'achat de sa mine d'uranium à Imourahène (Niger), l'une des plus importantes au monde. La Chine a précédemment acheté de nombreuses mines aux Russes et se met ainsi à l'abri de la hausse prévisible du prix du combustible. Ce n'est pas le cas des centrales européennes qui dépendront totalement du prix du marché... lequel devrait s'envoler. Il sera alors judicieux de fermer

les réacteurs européens vieillissant pour ne pas dépenser plus !

Suisse

Berne vote pour une lente sortie du nucléaire

Par référendum, les habitants de la ville de Berne ont adopté à 60,6 % des voix une motion prévoyant que son énergie devra être indépendante de l'énergie nucléaire au plus tard en 2039... ce qui laisse quand même 29 ans pour se prendre un accident dans la figure ! Une autre proposition prévoyant de mettre la limite à 2030 n'a eu que 48,8 % des voix.

Grande-Bretagne

Des déchets radioactifs très particuliers...

Une commission parlementaire a révélé le 16 novembre 2010 que des enquêtes médicales illégales ont été menées pendant une trentaine d'années autour du complexe nucléaire de Sellafield pour étudier la contamination produite par le centre sur lequel

se trouve notamment une usine de retraitement du combustible (équivalent de celle de La Hague en France), des ateliers d'enrichissement du combustible, six réacteurs nucléaires aujourd'hui à l'arrêt et des installations militaires. Ce suivi médical discret a consisté à prélever des organes sur les personnes mortes autour du site. Au moins 2000 prélèvements (os, foie, langue...) ont ainsi été prélevés sur 850 enfants morts

entre 1988 et 1995. Au moins 64 employés ont fait également l'objet de prélèvement dont certains gravement irradiés. Au total, des prélèvements ont eu lieu sur 6500 cadavres de la région. Plus fort encore : ces prélèvements, après analyses, ont été mis dans un dépôt de déchets à faible activité ! A part ça, le nucléaire est une énergie propre... Le gouvernement a présenté ses excuses aux familles !

Inde

Remplissez les prisons !

Le gouvernement indien a un projet de centrale nucléaire avec deux à six réacteurs Areva à Madban (district de Ratnagiri, État du Maharashtra). Mais les villageois locaux se sont opposés dès le début au projet en organisant des barrages filtrants. Le gouvernement de l'Etat a alors communiqué en disant qu'il s'agissait de quelques agitateurs qui seraient vite arrêtés. Une annonce prise au pied de la lettre par les antinucléaires qui, le 18 novembre 2010, ont lancé une "Jail Bharo andolan" ("protestez en remplissant les prisons"). Les villageois, rejoints par des personnalités, ont alors commencé à converger vers les postes de police pour demander leur arrestation. 450 policiers ont essayé de se dégager avec des canons à eau, mais en vain. Après six heures d'action, plus de 3000 personnes ont occupé les postes de police. Le gouvernement de l'Etat a alors fait marche arrière. Celui-ci a annoncé la suspension du projet... mais pas Sarkozy qui est allé immédiatement défendre le dossier sur place, début décembre 2010.

➤ Des femmes indiennes demandant leur arrestation le 18 novembre 2010





Californie

Voitures électriques et Énergies renouvelables



▲ Une station service électrique à Sacramento (Californie)

En novembre 2008, le gouvernement californien a voté différentes lois pour inciter les gens à passer à la voiture électrique. L'Etat a lancé un programme pour installer des stations de recharge des batteries en 2009... le réseau devant être opérationnel en 2012. Une étude a calculé que si l'ensemble des 33 millions de voitures de cet Etat étaient électriques, il faudrait pour les alimenter une puissance électrique supplémentaire de 50 000 MW, soit l'équivalent de 40 réac-

teurs nucléaires. Le 4 janvier 2010, le gouvernement californien a annoncé le lancement de 244 projets dans les renouvelables pour une puissance totale de 70 000 MW à construire d'ici 2020). Donc les énergies renouvelables vont servir pratiquement uniquement à faire rouler les voitures... L'écologie n'est pas encore pour demain.

Bâtiments... moins bien isolés !

Le Grenelle de l'environnement avait annoncé que les bâtiments neufs, à partir de l'entrée en vigueur de la RT2012 (réglementation technique 2012) devraient consommer moins de 50 kWh par m² et par an. L'arrêté du 26 octobre 2010 portant sur cette réglementation prévoit de nombreuses exceptions : l'habitat collectif pourra consommer jusqu'à 57,5 kWh/m².an, les bâtiments d'enseignement secondaire jusqu'à 90, les bâtiments d'enseignement primaire jusqu'à 105 et les bâtiments de petite enfance jusqu'à 125. Enfin, les tours de bureaux pourront aller jusqu'à 140 ! Presque trois fois plus ! Ceci est parfaitement illogique : c'est dans le collectif groupé que l'on peut facilement diminuer les consommations... et si les tours ne peuvent pas s'aligner (à cause des consommations des ascenseurs entre autres), il faut cesser d'en construire.

Solaire

■ **Martinique : manifestations contre le photovoltaïque.** Mouvements agricoles et mouvements écologistes se mobilisent aux Antilles pour protester contre les centrales photovoltaïques au sol. Un chantier a été bloqué le 19 octobre 2010. Les manifestants ont rappelé que les surfaces agricoles baissent

déjà de 1000 hectares par an dans l'île du fait de l'extension des activités humaines... alors qu'il en manque 15 000 pour assurer l'autonomie alimentaire. Les militants demandent que le photovoltaïque soit utilisé uniquement en zone construite. (source : www.caribcreolenews.com)

■ **Vide humain ne veut pas dire sans vie !** Dans le domaine des photopiles, le discours est de plus en plus n'importe quoi. On entend que l'on pourrait utiliser les grands espaces "vides" pour y implanter de vastes centrales solaires. Mais vide de quoi ? Vide d'humain ? Eh bien, heureusement qu'il existe de tels espaces pour les millions d'autres espèces que nous ! Alors ces espaces respectons-les, mettons les panneaux de photopiles sur les toits des constructions existantes et surtout lançons nous dans une politique de sobriété énergétique, la seule vraie bonne solution. Un exemple : à l'automne 2009, la commune de Lans-en-Vercors a présenté un projet de centrale solaire sur une vingtaine d'hectares de la commune... 20 hectares qu'il aurait fallu déboiser ! Et ceci dans le parc naturel du Vercors ! Les autorités du parc et des groupes comme *Mountain Wilderness* ou *Les Verts* ont protesté au moment de l'enquête publique et celle-ci s'est achevée sur un avis défavorable. La commune a alors insisté en organisant une consultation publique le 19 septembre 2010. La population s'est rangée aux propositions des associations : 46 % des habitants ont voté et 65 % ont voté contre le projet en forêt.

Chine

Premier consommateur

En 2010, la Chine déjà premier producteur du monde, est aussi devenu premier consommateur d'énergie du monde, devançant les Etats-Unis. La Chine, à elle seule, consomme 20 % de l'énergie mondiale, elle consomme 47 % du charbon mondial mais seulement 3 % du gaz naturel.

Japon

Réseau renouvelable et décentralisé

Le Japon a mis en chantier à Rokkasho un projet de réseau électrique local 100 % renouvelable qui sera alimenté par 34 éoliennes (51 MW, millions de watts), des photopiles sur les maisons individuelles, le tout relié à d'énormes batteries de stockage (34 MW). Les maisons économes qui seront reliées à ce réseau seront équipées de compteurs intelligents permettant de programmer certaines utilisations en période d'excès de production. Le chauffage et la climatisation seront électriques. Le trop plein prévu servira à alimenter des voitures hybrides carburant-électricité. Ce réseau doit entrer en service en 2012. L'expérience est menée conjointement par Japan Wind Development, Toyota, Panasonic Electric Works et Hitachi. Si cela fonctionne correctement, cela remettrait complètement en cause les actuels réseaux de distribution électrique à longue distance par lignes à haute tension.

Canton de Genève

Maîtrise de l'énergie

Le canton de Genève a adopté à l'unanimité le 5 août 2010 un plan énergétique qui prévoit que la puissance électrique doit descendre en-dessous de 2000 W par personne, et que cette puissance soit fournie sans recours au nucléaire. Le Canton de Genève, à travers la SIG, Services industriels de Genève, va donc subventionner une partie des investissements dans les économies d'énergie et le développement du recours aux énergies renouvelables. Un budget de 140 millions d'euros

a été adopté pour cela pour les trois ans à venir. Plus étonnant : cela s'accompagnera d'une baisse des tarifs d'électricité de 2 % par an. (source : *Enviscope.com*, 3 septembre 2010)

Choix financiers

Henri Proglio, PDG d'EDF, a annoncé le 26 juin 2010 à Strasbourg, que le prolongement de dix ans du fonctionnement des réacteurs nucléaires, va nécessiter un investissement de 600 millions par réacteur. Sachant qu'il y a 58 réacteurs, cela signifie un budget de 34,8 milliards d'euros. Avec la même somme, combien pourrions-nous économiser d'énergie ou produire avec des énergies renouvelables ?

Comment le Grenelle tue le solaire thermique !

Un arrêté paru le 26 octobre 2010 au *Journal officiel* précise que pour les capteurs solaires placés sur les bâtiments, leur inclinaison doit être comprise entre 20° et 60°. Si cela est bon pour les photopiles (électricité), c'est une erreur totale pour les capteurs thermiques (chaleur). En effet, avec 20° d'inclinaison, en hiver, on ne produit rien du tout, en mi-saison ce



▲ Capteurs solaires thermiques... illégaux ?

n'est guère brillant, et cela conduit à des surchauffes l'été. Une inclinaison comprise entre 60° et 90° est très bonne pour l'hiver, est bonne en mi-saison et évite la surchauffe d'été, pourquoi ne pas l'avoir autorisée ? Peut-être simplement parce que les capteurs thermiques restent une technologie simple que les bons bricoleurs peuvent installer eux-mêmes, sans passer par les multinationales !



Bordeaux

Polémique au jardin botanique

Le 4 octobre 2010, une trentaine de faucheurs volontaires ont arraché des plants de maïs présentés comme OGM du Jardin botanique de la ville. Selon Philippe Richard, directeur du jardin, le maïs n'était pas OGM mais présenté comme tel dans le cadre d'une exposition pédagogique. Les faucheurs n'acceptent pas cette explication, estimant que cela présente le maïs OGM comme une plante normale alors que celui-ci est interdit de culture. Ils dénoncent une tentative d'intoxication intellectuelle.

Lot-et-Garonne

82 faucheurs condamnés

Le 2 septembre 2006, 300 personnes détruisent du maïs OGM Mon810 dans un champ près de Marmande. Un premier procès condamne trois militants, José Bové, Joël Bach et Guy Kastler à 1500 € d'amende et 26 000 € de dommages et intérêts. Le propriétaire du champ fait appel. A cette occasion, 90 personnes signent une lettre revendiquant l'action et demandant à être inculpées. Le juge accepte la demande et la procédure judiciaire repart à zéro. Le 12 octobre 2010, ce sont donc finalement 82 faucheurs qui se retrouvent devant le tribunal. Celui-ci accepte d'engager le débat. Les faucheurs rappellent que le seul intérêt est, pour Monsanto, de vendre du vivant. Les avocats



▲ Les faucheurs à la sortie du tribunal.

plaignent que si les autorités ne font pas leur travail, il y a un état de nécessité ("quand il y a le feu, on ne discute pas avec le pyromane") et demandent la relaxe. Les faucheurs relèvent que les lois ne sont pas immuables et peuvent changer : le maïs détruit est aujourd'hui interdit. Ils rappellent qu'entre 2003 et 2006, manifestations, débats, actions politiques, actions judiciaires, grèves de la faim se sont succédés en vain pour faire entendre au gouvernement que la très grande majorité des Français ne veulent pas de ces OGM... et que ce n'est qu'après qu'ils ont décidé de passer à l'action illégale, mais pas illégitime. Le 16 novembre 2010, le tribunal a rendu son jugement : s'il n'a

pas accordé de relaxe, il a été relativement clément : 120 jours amendes à 50 € pour les personnes déjà condamnées pour des faits similaires, deux mois de prison avec sursis pour les autres, maintien de l'indemnisation de l'agriculteur et 2500 € à payer solidairement pour les frais de celui-ci. L'association des producteurs de maïs, partie civile, se voit accorder 1 € de dommages et intérêt et 500 € pour ses frais de justice. Au total, cela représente plus de 50 000 € à payer. Depuis le début des campagnes de fauchage, ce sont plus d'un million d'euros qui ont été engagés. Dons à envoyer à : Sans Gène, Casc, 10 bis, rue Driant, 31400 Toulouse, tél : 06 84 13 55 20.



santé

L'herboristerie menacée au niveau européen ?

Début octobre 2010, commencent à circuler sur internet des informations concernant une future directive européenne concernant l'usage des plantes médicinales. Le 31 mars 2004, une directive européenne aurait été adoptée pour demander aux Etats membres de mettre en place une réglementation qui oblige les préparations à base de plantes à être soumises à des autorisations de mise sur le marché équivalente à celle des médicaments. Ces demandes de mise sur le marché coûteraient très cher et seuls... les préparations fournies par l'industrie pourraient se payer les procédures à suivre. Les Etats européens auraient jusqu'au 31 mars 2011 pour mettre en place cette réglementation. Fin octobre 2010, le syndicat SIMPLES qui regroupe les principaux cueilleurs de plantes sauvages a fait passer un communiqué pour annoncer que cette information est erronée. La directive existe bien mais ne prévoit pas cela : elle demande la mise en place de procédure de mise sur le marché simplifiée pour les préparations médicales et n'interdit en rien

l'usage personnel des plantes. Le syndicat rappelle que l'herboristerie est bien présente dans toute l'Europe (mais peu en France) et qu'elle n'est pas menacée. Syndicat S.I.M.P.L.E.S, Zone Artisanale, 48110 Sainte-Croix-Vallée-Française, tél : 06 62 50 24 80, www.syndicat-simples.org.



Renaissance de l'herboristerie

Le diplôme d'herboriste a été supprimé en France par le régime de Vichy et jusqu'à maintenant il n'a pas été rétabli. Une curiosité au niveau de l'Europe car dans les autres pays, les herboristeries cohabitent sans peine avec les pharmacies. Une association se bat pour la renaissance du diplôme : Association pour le renouveau de l'herboristerie, 183, rue des Pyrénées, 75020 Paris, tél : 01 43 58 66 48, www.herboristerie-asso.org.

Etats-Unis

C'est tout ce que j'aimais !

Un clip publicitaire financé par le Comité pour une médecine responsable a provoqué une polémique aux Etats-Unis. Sur le clip, on voit une femme pleurer le cadavre de son mari obèse tenant un hamburger à la main. Elle dit alors "C'est tout ce que j'aimais" allusion au slogan de McDo

"C'est tout ce que j'aime". Une voix off dit alors "Un taux élevé de cholestérol, une pression artérielle élevée, des crises cardiaques... ce soir, mangez plutôt végétarien".

Nutritionnistes critiques associés

L'Association des diététiciens et nutritionnistes critiques (ADNC) a été créée en septembre 2010. Elle a pour vocation d'analyser les publications officielles publiques et surtout provenant de l'industrie agroalimentaire en les confrontant aux études scientifiques de référence. L'objectif est de mettre à disposition des professionnels de santé et de la population une information la plus rigoureuse et indépendante possible. L'ADNC s'inspire de l'action du collectif Formindep (www.formindep.org) qui réalise une veille critique vis-à-vis de l'influence de l'industrie pharmaceutique sur la médecine et dont la qualité des travaux est aujourd'hui reconnue (voir p. 42). ADNC, 25 rue Marie-Roisen, 60800 Crépigny-en-Valois, www.adnc.org.

Haute-Marne

Après les déchets, les bombes atomiques !

Depuis le 1er juillet 2010, la base aérienne de Saint-Dizier abrite des avions Rafale autorisés à embarquer des missiles nucléaires air-sol moyenne portée. Cela signifie que la région devient une cible privilégiée pour l'ennemi... qui en insistant pourra même bientôt bombarder les stockages de déchets prévus à Bure, tout près de cette base militaire.

Aquitaine

Les PME se militarisent

La région Aquitaine joue les pionnières en signant, le 23 novembre 2010, avec la Délégation Générale pour l'Armement (DGA) une convention visant à mieux faire participer les PME aux programmes militaires. Outre le partenariat avec de grands groupes comme Dassault, la DGA s'intéresse beaucoup aux PME, vecteurs non-négligeables d'innovation pour les armements de demain. 4000 d'entre elles travaillent déjà avec cet organisme en France. L'un des volets de l'accord signé avec la région Aquitaine est l'opération "Pepitea", qui consiste à favoriser le développement des technologies "duales", c'est-à-dire aux usages à la fois civil et militaire. Projets de recherche et allocations de bourses sont également au rendez-vous. Le domaine du laser est particulièrement en vue dans une région qui accueille déjà le laser Mégajoule qui perfectionne de manière "virtuelle" notre arme nucléaire pour des massacres de masse qui eux ne seront pas virtuels. (Source : Sud-ouest, 24 novembre 2010)

Chèque-cadeau pour Dassault

Pauvre Dassault ! A deux doigts de sombrer dans la misère la plus noire, il a été aidé par son ami le bon chrétien Sarkozy. Voyant le manque de commandes à l'étranger de son inoffensif "Rafale", le ministère de la Défense lui en a fait commander onze de plus par an. Coût : 800 millions d'euros. Un soutien de l'Etat français à un groupe privé et monopoliste dont le patron est, pure coïncidence, sénateur UMP et ami du président.

Alain Juppé

Pour un désarmement nucléaire mondial

Dans *Le Monde* du 14 octobre 2009, Alain Juppé co-signait avec le général Bernard Norlain, Alain Richard, ancien ministre de la défense, et Michel Rocard, ancien premier ministre, un "point de vue" en faveur d'un désarmement nucléaire mondial, seule réponse à la prolifération nucléaire. On peut y lire : "la réussite de la non-prolifération est une nécessité première pour la paix, et elle repose sur des initiatives urgentes et beaucoup plus radicales des cinq puissances nucléaires reconnues par le traité de 1968. Elles doivent engager un processus conduisant de manière planifiée au désarmement complet, y associer pleinement les trois puissances nucléaires de fait, écarter tout projet de développement d'arme nouvelle". Le nouveau ministre de la défense, Alain Juppé, entendra-t-il l'appel qu'il a lui-même lancé ? Il pourrait commencer par arrêter la mise au point des nouveaux missiles M51 par exemple.

Inspecteurs citoyens

Dispenses de peine

Sept militants du *Collectif contre le missile M51* avaient été interpellés le 1er décembre 2009 à la suite d'une inspection citoyenne sur le site d'essai militaire de Biscarosse (Landes). Ils avaient comparu devant le tribunal le 8 septembre 2010 pour "séjour, installation et circulation sans autorisation sur un terrain militaire". Au tribunal, ils ont rappelé que les essais français de nouveaux missiles sont une violation de la loi internationale, notamment du Traité de non-prolifération des armes nucléaires. Le 3 octobre 2010, le tribunal a reconnu l'infraction mais les a dispensés de peine. L'avocat des inculpés a dit que cette décision ne les satisfait pas : "Qu'ils soient reconnus coupables ne nous satisfait pas (...) tout citoyen a vocation à dénoncer la violation du traité de non prolifération nucléaire par la France". Un appel est envisagé. Pour en savoir plus : www.nonaumissilem51.org.



Prolifération ? Modernisation ? Où allons-nous ?

Après une présentation de l'armement nucléaire et des perspectives de désarmement, nous abordons les rapports de force qui permettent à la situation d'évoluer ou l'en empêchent. La "prolifération" est l'épouvantail des pays "dotés", la "modernisation" est leur vice caché. Comment ces deux aspects se rejoignent-ils pour maintenir le statu-quo ?

Le Traité de non-prolifération (TNP) a été créé en 1970 pour que les pays "dotés" de l'arme nucléaire à l'époque conservent le privilège de sa possession. Il s'agissait d'instituer un système inégalitaire "officiel" basé sur une double promesse : désarmement nucléaire général d'un côté, et décision d'aider le développement du nucléaire civil de l'autre. Depuis, aux 5 pays "dotés" de 1970 se sont ajoutés 4 nouveaux....

Le problème actuel des pays "dotés" est d'empêcher la prolifération dans d'autres pays. Comme l'Iran par exemple. Car cela donnerait à tous les pays du Moyen-Orient l'ambition de faire de même. La prolifération tous azimuts est donc l'angoisse des pays "dotés". Angoisse très relative car donner l'arme nucléaire à un pays ami a toujours été la démarche interdite mais pratiquée. La France a par exemple aidé Israël à s'équiper.

L'intérêt de brandir la menace de la prolifération est de faire oublier que le principal danger est celui des armes nucléaires des pays qui la possèdent ! On fabrique donc un faux problème. Le TNP a vraiment atteint son "niveau d'incompétence" puisque tous les pays en sont membres sauf ceux qui se sont équipés d'armes nucléaires après 1970 et qui ne peuvent donc plus y entrer : l'Inde, le Pakistan et Israël. La Corée du Nord s'en est retirée en 2006.

La modernisation des arsenaux des pays déjà "dotés" de l'arme nucléaire est l'autre volet du système inégalitaire mondial. Bien que dénoncée par tous les pays

non-dotés, elle va bon train. La France vient de moderniser tout son arsenal : nouveau sous-marin, nouveaux missiles (M51), nouveaux avions (Rafale), nouveaux outils de recherche (Mégajoule).

La mauvaise foi des pays "dotés" est leur règle de conduite. Dès la fin de la guerre froide, la nécessité de diminuer le rôle de l'arme nucléaire a été affirmée. Mais en même temps les pays "dotés" ont entrepris de gros programmes de modernisation, ce qui a complètement érodé leur crédibilité. Plusieurs pays en ont tiré les conséquences et sont devenus des "puissances nucléaires". Et maintenant les pays "dotés" annoncent qu'il ne parleront de "désarmement" que lorsque la prolifération (des autres pays) sera éradiquée. La situation semble sans issue...

C'est clairement l'acceptation d'une Convention d'élimination qui peut changer la situation mondiale. Certes, c'est un changement total de mentalité, mais c'est la seule issue. Mais n'est-ce pas précisément le défi : changer de mentalité et ne plus croire à la sécurité assurée par l'arme nucléaire ? En France ce devrait être inscrit dans les programmes présidentiels. Aux citoyens de l'imposer !

Dominique Lalanne

do.lalanne@wanadoo.fr

Pour en savoir plus :

Observatoire des armements,
187, montée de Choulans,
69005 Lyon,
tél. : 04 78 36 93 03,
www.obsarm.org.



agenda



santé



dans la rue



femmes



politique, société



habitat



paix



fêtes, foires, salons



nord / sud



énergies



éducation



Bio bio formation



environnement



films, spectacle, culture



décroissance



vélo

du 21 janvier au 5 février

Drôme : 9^e Rencontres de l'écologie au quotidien, à Die et dans la vallée de la Drôme. Thème de l'année : "Grandir en humanité". Voici des extraits du programme : **Vendredi 21** à 16h, cinéma Le Peste, à Die, film *Le plein pays* dont le thème est comment vivre et créer en marge. A 16h, salle des acacias : présentation de la Vallée en transition. A 19h, film-débat : *le Diois et la vallée de la Drôme dans l'après-pétrole, comment se préparer pour éviter une catastrophe*, avec Pierre Bertrand et Jeremy Light de Trièves en transition. **Samedi 22** aux Amanins, à La Roche-sur-Grâne, 14 h : conférence-débat *Eduquer pour élever les consciences* avec Isabelle Peloux, Pierre Rabhi, Albert Jacquart, Philippe Meirieu. A l'Arrêt-public, à Crest, à 14h, café-citoyen et atelier d'écriture "grandir en humanité". A 20h, cinéma Le Peste à Die, film *Moi, la finance et le développement durable*. **Dimanche 23**, à Espenel, à 14h, atelier de phytothérapie familiale. 20h30, cinéma Le Peste à Die : film *Genèse d'un repas*. **Lundi 24**, au restaurant bio-végétarien Tchâi Walla, à Die, à 19h, présentation d'Enercoop, l'énergie citoyenne et renouvelable, suivi d'un repas (sur réservation : 04 75 21 00 94). 20h, cinéma Le Peste, à Die, film *Cleveland contre Wall Street*. **Mardi 25**, à la salle polyvalente de Die, 14h : jeux coopératifs ; 17h : domopsychologie ; 17h : film *TrAmes, la couverture vivante* ; 20h30 : être acteur de la biodiversité au quotidien. **Mercredi 26**, aux Amanins, La Roche-sur-Grâne, 10h : visite du centre ; 14h30 : film-débat *Quels enfants laisserons-nous à la planète ?* Au cinéma Le Peste, à Die, à 17h, film *Ma petite planète chérie + Les contes de la ferme* (également samedi 29 à 16h). A 20h30, film *Le quatre volte* sur les cycles de vie dans la nature (également le 28 à 20h30). **Jeudi 27**, à la salle polyvalente de Die, à 20h, conférence-débat sur *L'eau, bien commun de l'humanité* avec Danielle Mitterrand et Didier Jouve. **Vendredi 28**, à la salle polyvalente de Die, à 20h30, conférence-débat *Revivre* avec Guy Corneau, psychanalyste. **Samedi 29**, à la salle polyvalente de Die, à 10h, la permaculture ; à 10h40, massage pour bébés, à 12h, repas partagé sur le marché ; à 14h : conférence-débat : *changer le regard sur la vieillesse* ; à 16h30 : *écologie et démocratie* avec Hervé Kempf et Michèle Rivasi. **Dimanche 30**, à la salle polyvalente de Die, à 10h, zone de gratuité, à 14h, *éducation à la paix* ; à 14h : *les grands prédateurs en politique* ; à 20h : *comment mieux habiter le monde*. **Lundi 31**, à la salle polyvalente de Die, à 20h30, débat : *comment naviguer dans un monde chaotique*. **Mardi 1^{er} février**, à la salle polyvalente de Die, à 14h, documentaire *Electrosensibles* ; 17h : documentaire : *Pillage des ressources en Afrique : des guerres dans nos portables* ; à 20h30 au cinéma Le Peste *Small is beautiful*. **Mercredi 2 février**, à la salle polyvalente de Die, à 17h, cercle de parole "grandir en humanité", 19h : repas de clôture suivie d'une soirée danse. Programme complet : *Ecologie au Quotidien*, Le Chastel 26150 Die, tél. : 04 75 21 00 56, Sites : www.ecologieauquotidien.fr.

tous les jours

Genève : 4^e année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : *Paul Roullaud*, tél. : 02 40 87 60 47, www.independenwho.info.

jusqu'au 27 février

Valence : Surtout, n'en oubliez aucun ! jusqu'au 27 février, au Centre du patrimoine arménien, exposition sur les bandes-dessinées qui traitent de la question des différents génocides. Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org.

Rhône-Loire : responsable d'équipe, 6 et 7 janvier à Vénissieux, près de Lyon. Formation interactive : questions-réponses, exercices, réflexions, apports théoriques. *Ifman Rhône-Loire*, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, www.ifman.fr.

Chambéry : vélorution, à 18h, place du Palais-de-Justice.

Lyon : Ville en transition, à 20h30 au Kotopo, débat dans le cadre d'une rencontre des Amis de Là-bas si j'y suis. *Kotopo*, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél. : 04 72 07 75 49, kotopo@freesurf.fr.

Mulhouse : Moi, la finance et le développement durable, au cinéma Bel-Air, débat avec Attac-Haut-Rhin, horaires sur www.cinebelair.org.

Haute-Vienne : pommes, conversion en bio, 7 au 9 janvier à Feytiat, formation organisée par le Gablim, tél. : 05 55 31 86 80, www.gablim.com.

Vélorution, à Paris, à 14h, place du Châtelet ; à Angers, à 15h, place du Pilon ; à Avignon à 14h30, place Pie ; à Cherbourg, à 14h, place Napoléon ; à Nantes, à 14h, place Royale ; à Nice, à 14h, place Garibaldi ; à Poitiers, à 10h10, porte de Paris ; à Rennes, à 15h, place Hoch ; à Rouen, à 14h, parvis de la Cathédrale ; à Tours, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec des sympathiques banderoles ! Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : <http://velorution.org>.

Haut-Rhin : université d'hiver de biodynamie, 10 au 13 janvier au Kleebach, thème : les influences planétaires sur le monde vivant. Inscriptions à Mouvement de Culture Bio-Dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, gauthier@bio-dynamie.org.

Paris : Noir coton, au Foyer de Grenelle, 17, rue de l'Avre, M^o La Motte-Piquet-Grenelle, projection du film *Noir coton* de Julien Després et Jérôme Polidor, suivi d'un débat avec Nicolas Sersiron, du CADTM, Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde. *Attac Paris15*, paris15.attac.org, www.local.attac.org/paris15.

Haute-Vienne : optimiser les tunnels froids en bio, 11 au 13 janvier à Feytiat, formation organisée par le Gablim, tél. : 05 55 31 86 80, www.gablim.com.

Saint-Malo : le très "possible" communisme, à 20h30, à la maison des Associations, présentation du livre d'Annie Coll et débat animé par Attac pays Malouin-Jersey, *Maison des Associations*, 35, rue Ernest-Renan, 35400 Saint-Malo, tél. : 02 99 56 24 73.

Pas-de-Calais : procès No-Border, à partir de 8h, Cour correctionnelle du tribunal de grande instance, 6, place de la Résistance à Boulogne-sur-Mer. Nouveau procès pour Grégory Pasquille, militant no-border. Le 14 juillet 2009, il avait interpellé le directeur de cabinet de la maire de Boulogne dans la rue. Selon lui, il aurait demandé de mettre des douches à la disposition des migrants de Calais. Selon la mairie, il aurait prononcé à ce moment-là des menaces contre le représentant de l'autorité. Le 4 novembre 2010, il a été condamné à un mois de prison ferme, en son absence, les autorités ne l'ayant pas trouvé. Celui-ci s'est présenté au tribunal après avoir découvert sa condamnation dans les médias, leur montrant qu'il avait un compte sur Facebook avec son numéro de téléphone indiqué ! Le tribunal a donc annulé le jugement et le procès reprend de zéro. Pétitions de Soutien : www.petitions24.net/forum/11208/start.

Ariège : monnaie locale, relocalisation de l'économie, à Montbrun-Bocage, projection-débat autour du film *La double face de la monnaie* et rencontre avec Françoise Lenoble, une des initiatrices de la monnaie locale L'Abeille à Ville-neuve-sur-Lot. Présentation du projet de monnaie locale sur le Volvestre. Informations, comptes-rendus, liens sur le site www.sainte-croix-volvestre.info (rubrique «monnaie locale»), contact : pourunemonnaieocale@orange.fr.

Bas-Rhin : fabriquer ses produits d'entretien ménager, à 14h, formation à Sparsbach, *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Tours : contre le F Haine, devant le centre de congrès Le Vinci, manifestation contre la tenue du congrès du F Haine. Départ à 18h place Jean-Jaurès. Collectif antifasciste 37, 37antifa@gmail.com, <http://caf-touraine.blogspot.com>.

Bas-Rhin : fabriquer ses meubles en carton, à 8h30, formation à La Wantzenau, près de Strasbourg, *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Angers : économie solidaire au Royaume-Uni, à 18h30, au Crédit Mutuel, espace La Treille, rue Maurice-Pouzet, avec Alex Murdock, professeur titulaire de la chaire Emmaüs, de l'université de Southampton. S'inscrire auprès de Sabrina Guérif par mail : sabrina.guerif@essca.fr ou téléphone au 02 41 73 57 08.

Haute-Vienne : stockade et conservation des fruits et légumes en bio, 19 et 20 janvier à Feytiat, formation organisée par le Gablim, tél. : 05 55 31 86 80, www.gablim.com.

Paris : la démocratie à l'épreuve du lobbying ? 19 janvier à 14h au Sénat, séminaire sur la transparence nécessaire en cas de lobbying, comment éviter les conflits d'intérêts, comment obtenir des expertises vraiment indépendantes, quel rôle pour les lanceurs d'alertes ? Quels contre-pouvoirs ? Intervenants : Roland Desbordes, président de la CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité) ; Gus Massiah, membre du conseil international des Forums sociaux mondiaux, ancien président du CRID ; Corinne Lepage, députée européenne ; Michèle Rivasi, députée européenne ; Yiorgos Vassalos, Alter EU, chercheur... Inscription obligatoire, dans la limite des places disponibles : www.adequations.org/spip.php?article1368.

Macon : Et si on empêchait les riches de s'instruire plus vite que les pauvres ? 19 janvier puis 26 janvier, à 20h30, salle Gambetta, 25, rue Gambetta, histoire présentée par Franck Lepage de 182 ministres de l'éducation nationale qui, depuis la révolution française, ont fait 182 réformes qui n'ont rien résolu. *AIAPEC*, 46, rue Du-four, 71000 Macon, tél. : 03 85 32 43 51, <http://iprd.typepad.fr/aiapec>.

Paris : repenser le développement, 20 au 22 janvier à la Maison universitaire de la Cité internationale universitaire. Forum des associations, débat le jeudi de 14h à 17h : "le développement durable, une idée dépassée ?". Vendredi à partir de 9h, ateliers sur la démocratie représentative, démarche de recherches et développement, de nouvelles perspectives pour les luttes sociales, quels échanges entre les Nords et les Suds à l'heure de la mondialisation, pour une démocratie des savoirs, réintroduire la qualité de vie au centre des débats, etc. Samedi à 10h : conférence de Jean-Pierre Dupuy, restitution du travail en ateliers. Programme complet : www.nss-dialogues.fr.

Rhône-Loire : sanctionner sans punir, 20 et 21 janvier à Vénissieux, près de Lyon. Formation interactive : questions-réponses, exercices, réflexions, apports théoriques. *Ifman Rhône-Loire*, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, www.ifman.fr.

Lyon : expédition de S'Ilence, 20 et 21 janvier. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Périgueux : l'eau gérée en régie communale, à 20h à la Bourse du Travail, présentation d'un fonctionnement d'une régie dans les Landes. *Attac Périgueux*, maison de la vie sociale, 2, cours Fénelon, 24003 Périgueux cedex, perigueux@attac.org, tél. : 06 78 01 49 83.

Toulouse : écoconstruction, autonomie et indépendances, à 20h30, au local de Friture, soirée animée par Xavier Méric. *Friture*, 22, place du Salin, 31000 Toulouse, tél. : 09 54 62 04 01, www.friture.net.

Lyon : L'Argent, à 20h, MJC du Vieux-Lyon, projection du film *L'argent* suivi d'un débat. Comment les créations de monnaies locales permettent aux citoyens de survivre en cas de crise monétaire. Entrée libre. *MJC Vieux-Lyon*, 5, place Saint-Jean, 69005 Lyon.

Si vous désirez présenter *S!lence* lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)

agenda



Drôme : Vallée de la Drôme en transition, à Crest, rencontre avec Pierre Bertrand, du groupe Trièves en Transition pour amorcer un groupe de transition sur la vallée de la Drôme et le Diois. Renseignements : *Claude Veyret*, tél. : 04 75 21 00 56, veyret.claude@wanadoo.fr.

Paris : cercle de silence, à 18h30, place du Palais-Royal, Paris 1^{er}, M° Palais-Royal, une heure de silence contre les dispositions qui brisent la vie des sans-papiers, contre les expulsions, www.educationsansfrontieres.org.

Bas-Rhin : le concept bioclimatique, à 14 h, formation à Sparsbach avec Dominique Tschaen, architecte en bâtiments passifs et matériaux sains, *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Isère : Trièves en transition, assemblée générale constitutive de l'initiative de transition dans le Trièves après plusieurs années d'information (voir article dans ce numéro). Renseignement et inscription sur le site <http://aprespetrole.unblog.fr>.

Eure-et-Loir : festival du film du développement durable, 24 au 29 janvier à la salle des fêtes de Vernouillet, film d'ouverture, le 25 à 19h30 : La pépinière du désert. Entrée gratuite. *Service culturel de la mairie*, Esplanade du 8-Mai-1945, 28500 Vernouillet, tél. : 02 37 62 80 79, www.vernouillet28.fr.

Lille : puissance du virtuel, à la MRES, 23, rue Gosselet, à 19h, conférence-débat sur les possibles que permet le virtuel, mais aussi sur le risque de dévalorisation du monde réel, ambiguïté de la

parole citoyenne par cette voie... Renseignements : colettebloch@wanadoo.fr.

Drôme : éducation à la paix, Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.

Périgueux : l'eau, comment repasser en régie, à 20h à la Bourse du Travail, présentation du cas des Eaux des Lacs de l'Essonne. *Attac Périgueux*, maison de la vie sociale, 2, cours Fénélon, 24003 Périgueux cedex, perigueux@attac.org, tél. : 06 78 01 49 83.

Lille : des émotions à vivre pour soi et avec l'autre, de 19h à 22h, à la MRES, 23, rue Gosselet, Quelles sont ces émotions qui surgissent quand je vis un conflit ? Est-ce que je les étouffe, je les apprivoise, je leur donne leur juste place, je les amplifie ou je les écoute ? Quelle juste place laisser aux émotions chez l'autre et chez moi ? Comment les émotions colorent-elles ma vie ? Quelle est cette écoute des émotions qui permet de mieux vivre les conflits ? *IFMAN-Lille*, tél. : 03 20 95 91 46.

Corrèze : foire agri-bio et produits naturels, sur le champ de foire de Lacelle. *Office de tourisme de Treignac*, tél. : 05 55 24 08 80.

Lyon : Ulysse clandestin, à 19h30 à la MJC Montplaisir, projection du film suivi d'un débat avec des militants du Réseau Education sans frontières et d'ATTAC-Rhône. *MJC Montplaisir*, 25, avenue des Frères-Lumières, 69008 Lyon.

Biarritz : salon Ecovie, 28 au 30 janvier, à la halle d'Iraby, éco-construction, alimentation biologique,

Et pour plus tard...

Isère : Résistance et résilience, 5 et 6 février à l'Arche de Saint-Antoine. La résistance et la résilience sont deux voies privilégiées de la non-violence. Ce colloque, avec la participation exceptionnelle de Jean Vanier (fondateur des communautés de l'Arche du même nom), nous invite à nous questionner sur ces deux moyens de vivre autrement notre relation au monde. Au programme : une conférence de Jean Vanier, suivie d'un échange. Deux tables rondes avec : Marianne Sébastien (fondatrice de l'association humanitaire internationale Voix libres), François Roux (avocat, chef du bureau de la Défense du tribunal spécial pour le Liban, à La Haye), Philippe Leconte (président du conseil de surveillance de la Nef - Nouvelle économie fraternelle, coopérative de finances solidaires), Jean-Baptiste Libouban (membre des communautés de l'Arche de Lanza del Vasto, co-fondateur des Faucheurs volontaires)... Des ateliers avec chacun des intervenants. *Arche de Saint-Antoine*, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, arche-de-st-antoine.com.

Lyon : trente ans de monnaies sociales et complémentaires et après ? 16 au 18 février à l'Institut des droits de l'homme, avenue Berthelot. Colloque international (espagnol, anglais, français). Il existerait aujourd'hui entre 4000 et 5000 monnaies locales dans une cinquantaine de pays. La plupart sont apparues après 1980. En France, ce furent d'abord les Sel, Systèmes d'échanges locaux (environ 300 groupes) puis les Sol. En Grande-Bretagne, ce sont les Lets puis les monnaies locales des villes en transition, etc. Echanges pluridisciplinaires sur le sujet. Programme et inscriptions : <http://conferences.ish-lyon.cnrs.fr/index.php/cc-conf/2011/about/organizingTeam>.

santé, bien-être et loisirs verts. *Vent d'idées*, 2, rue Jean-Mermoz, 40130 Capbreton, tél. : 05 58 41 82 56, contact@salonecovie.com.

Drôme : coopérer par le jeu, qu'est-ce que la coopération ? Comment on la pratique, comment le jeu comme outil ludique. *Les Amanins*, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.

Saône-et-Loire : découverte de Bio l'agriculture biodynamique, 29 et 30 janvier, avec René Becker, agriculteur depuis 25 ans, au Domaine de Saint-Laurent, 71250 Château. Inscriptions : *Maison de l'agriculture biodynamique*, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 89 24 36 41, www.biodynamie.org.

Bas-Rhin : préparer et appliquer ses peintures murales naturelles, à 10 h, formation à Sparsbach,

Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Lorient : 4^e rencontres régionales de l'habitat groupé, de 9h à 16h30, salle audio-visuelle de la Cité Allende, place Colbert. Matin : présentation des dynamiques en cours. Après-midi : mutualisation des informations, liens avec les autres régions... www.cohabitatssolidaire.org, tél. : 02 97 84 98 18.

Hautes-Alpes : chaux dans le bâti ancien et l'écoconstruction, 31 janvier au 4 février, stage théorique et pratique. *Le Gabion*, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces** : Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais** : Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées** : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection** : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

■ Pour des raisons de confidentialité, les annonces ne sont disponibles que pour la version papier.

annonces





Nos médecins sous influence : les 10 méthodes des firmes pharmaceutiques



La médecine indépendante, tout le monde aimerait y croire. Mais c'est compter sans les firmes pharmaceutiques qui multiplient les moyens de maintenir leur emprise sur les pratiques médicales, au profit de leurs portefeuilles... et au détriment de notre santé.

POUR EN SAVOIR PLUS, *SILENCE* A POSÉ QUELQUES QUESTIONS À PHILIPPE FOUCRAS, médecin généraliste et président du Formindep "Association pour une formation et une information médicales indépendantes de tout autre intérêt que celui de la santé des personnes". Celle-ci se bat depuis plusieurs années pour favoriser une information indépendante des laboratoires pharmaceutiques et pour dénoncer leurs pratiques de lobbying. Selon Philippe Foucras, lorsque l'on parle des méthodes d'influence des laboratoires sur les médecins, "tout est possible, y compris ce qu'on n'imagine pas. Toute la chaîne du médicament est concernée". "Le moyen le plus efficace et rentable pour les firmes est le rôle des leaders d'opinions (formation des médecins, autorité auprès des médias et des politiques, experts dans les agences sanitaires, etc.). Mais les efforts des firmes se tournent plus particulièrement aujourd'hui vers la communication directe vers le grand public d'une part, et vers la communication via internet d'autre part.

"Tous ces moyens sont renforcés par l'ignorance, la crédulité et la naïveté des médecins et des autorités qui ignorent la réalité et la force de ces influences (alors que les preuves sont publiées internationalement depuis des années et ne cessent de s'accumuler chaque jour)", estime Philippe Foucras. "Médecins et autorités estiment qu'ils sont naturellement à même de s'en protéger. Ces certitudes et ces ignorances anesthésient la vigilance et augmentent l'efficacité de ces influences". Pour y voir plus clair, nous lui avons donc demandé de passer en revue les différentes méthodes mises en œuvre par ces laboratoires.

1. Au niveau de **la recherche clinique** : "le marketing influence la recherche en privilégiant les molécules sur les maladies les plus fréquentes et les plus rentables, les modifications minimales de vieilles molécules pour faire croire à des nouveautés et étendre les durées des brevets, etc.". Ce sont donc les intérêts financiers des firmes pharmaceutiques qui orientent la recherche et le développement des thérapies vers un public solvable d'une part, et en limitant l'innovation d'autre part pour augmenter leur retour sur investissement.

2. Au niveau de **la publication des essais cliniques** : les laboratoires emploient régulièrement des "biais de publications" qui prennent plusieurs formes : "publication des seuls essais positifs, manipulations des données, essais biaisés : comparaisons non valables, cohorte¹ insuffisante, surinterprétation des résultats, multiplication des critères de résultat pour augmenter la probabilité d'avoir des résultats positifs, critères non cliniques, etc."

On relève aussi des pratiques de "falsification". Cela a été le cas pour le Vioxx, cet anti-inflammatoire qui était censé causer moins de problèmes gastro-intestinaux que les autres, selon une étude "VIGOR" financée par le laboratoire Merck... qui commercialisait le Vioxx. On a découvert par la suite que les auteurs de l'étude VIGOR avaient sciemment omis d'inclure, dans leurs résultats, trois crises cardiaques liées à la prise du Vioxx... Et ce n'est pas un cas isolé.

Les firmes pharmaceutiques utilisent également des procédés de manipulation dans l'écriture, en particulier ce qu'on appelle le "ghostwriting" : la

1. Une cohorte est un groupe de sujets utilisés pour des essais cliniques entre autres.

firme rédige une étude "scientifique" sur un médicament avec résultats, conclusions et résumé déjà bouclés, puis elle contacte un scientifique pour lui demander de la signer. Les auteurs clés de l'étude n'apparaissent donc plus, ce qui efface les conflits d'intérêts, et le scientifique qui accepte de signer l'étude endosse le prestige de mois ou d'années de travail ainsi que les subsides qui sont parfois liés à la publication. Dans un monde de la recherche où "publier, c'est exister", le procédé est tentant pour les carriéristes. Parfois aussi, ce sont simplement les conclusions de l'étude qui sont biaisées en étant plus favorables que le contenu de l'article.

D'autres moyens de manipulation sont encore utilisés lors de la publication des essais cliniques : la "création de fausses revues scientifiques financées uniquement par la firme (exemple de Merck pour le Vioxx), l'influence sur des revues via la publicité, la non publication des conflits d'intérêt..."

3. Les pressions sur les autorités sanitaires pour l'autorisation de mise sur le marché : on assiste à des pratiques de financement des autorités (Agence Française de Sécurité Sanitaire des produits de Santé-Afssaps, European medicines Agency-EMA, Food and drug administration-FDA aux Etats-Unis) par l'argent des firmes, estime Philippe Foucras. Notons aussi le rôle des experts censés être indépendants et qui sont liés aux firmes ; les relations permanentes et la présence des firmes dans les réunions des agences : on voit un système dans lequel les conflits d'intérêt ne sont pas ou sont mal gérés.

4. La publicité directe ou indirecte auprès des professionnels : au niveau de la publicité directe l'influence passe en particulier le démarchage commercial des visiteurs médicaux, qui se présentent comme dispensant de l'information scientifique². Clarisse, dentiste, témoigne de son expérience dans un cabinet de groupe : "Le visiteur médical se présentait à l'improviste au cabinet, nous invitant à délaissier les patients quelques instants pour écouter la présentation de ses produits. Il ou elle installait une ambiance de connivence avec nous et nous parlait comme si nous étions des pairs face aux patients. L'un d'eux invitait les praticiens du cabinet à déjeuner au restaurant à ses frais, sous l'apparence d'une simple amitié, sans allusion à sa fonction de commercial. J'étais la seule à refuser". La visiteuse médicale ne demande rien en échange de ses petits services : elle prodigue seulement de l'information... Elle sait entourer de toute sa bienveillance le nouveau médecin qui s'installe en le faisant au besoin bénéficier de son réseau de contacts. Si le médecin décide de s'équiper entièrement en matériel médical auprès d'une firme, il aura accès ensuite à quelques menus avantages - jamais présentés comme réciproques - tels que des week-ends au ski offerts. C'est l'ensemble de ces cadeaux, avantages et prestations



◀ Cette publicité recherche uniquement des femmes (jeunes et jolies) pour approcher les médecins. Rappelons que la loi interdit de faire référence au genre, à l'âge...

qui rend si douce la visite improvisée du visiteur médical dans le cabinet du médecin. Si certains y résistent, ce n'est pas la majorité. La plupart des médecins pensent ne pas être influençables, savoir faire la part des choses. Pourtant ils bénéficient du financement des firmes pour les voyages, les congrès dans les îles, etc. Il serait dommage de s'en priver. Non ?

5. Concernant la publicité indirecte, la **formation universitaire et continue** est "assurée par des médecins leaders d'opinion, chargés consciemment ou non, de blanchir la propagande commerciale en information scientifique".

2. Selon un article d'Yves Mamou paru dans *Le Monde* du 13 avril 2008, les laboratoires pharmaceutiques dépensent 3 milliards d'euros par an en France pour promouvoir leurs produits auprès de 25000 médecins. Une étude menée par Cegedim, leader mondial des bases de données médicales, auprès d'un panel de 1000 médecins, révèle que si le nombre de "visites" est en baisse, on constate malgré tout qu'un quart du panel limite le nombre de visites médicales à 54 par an, tandis qu'un peu plus de 15 % en reçoit 10 fois plus. Enfin, un médecin sur deux reçoit entre 5 et 10 visiteurs médicaux par semaine !

► Auscultation du petit Kilian sous le regard de sa maman Veronique. Les Grandes Plantes, Saint-Paul-de-Blaye



Clarisse témoigne : durant ses études de dentiste, les visiteurs médicaux (déjà eux) étaient admis dans le service de soins avec la bienveillance de certains enseignants, qui appelaient les étudiants à quitter le fauteuil, à tour de rôle, pour écouter les présentations sur certains produits. Une visiteuse jeune comme les étudiants et dont le physique en laissait peu indifférents, tentait au fil de ses interventions (pour une firme, c'est toujours la même personne qui revient) de lier un contact personnalisé avec eux, en prévision de leur future installation. On appelle cela un investissement...

6. Les congrès, les symposiums (si possibles dans des endroits du globe agréables et chauds) sont "présentés comme des séances scientifiques mais ce sont des relais publicitaires par des leaders d'opinion" explique Philippe Foucras. "Les Congrès sont organisés par des organismes dont les « vrais clients » sont les labos. Leurs sites s'adressent aux labos et leur proposent des retours sur investissements", poursuit-il. Les laboratoires créent aussi des sites internet, des podcasts de formation médicale, à destination des médecins.

7. La presse médicale est un outil traditionnel de la désinformation organisée par les laboratoires à leur profit. Cela passe par les financements publicitaires, par la publication d'articles publicitaires, les suppléments gratuits, la presse gratuite, etc.

Un exemple de cette collusion : la création en novembre 2010 d'un partenariat entre Univadis et la revue médicale *The Lancet*. Univadis est présenté comme le "portail Internet de MSD consacré à la formation médicale et aux actualités impartiales sur la santé". Et MSD, qu'est-ce que c'est ? Eh bien

c'est la firme pharmaceutique connue aussi sous le nom de Merck... la même qui avait falsifié le rapport sur le Vioxx, vous vous souvenez ? *The Lancet*, revue prestigieuse d'information médicale, est donc aujourd'hui associée à Merck. Cependant, la désinformation par la presse médicale n'est pas la plus efficace et elle est en régression dans le budget marketing des firmes.

8. Les recommandations officielles de bonne pratique déterminent les politiques de santé, de remboursement, de prise en charge des assurés. Des organismes comme la Haute Autorité de Santé (HAS) émettent, après expertise, des recommandations auprès des médecins sur l'usage des traitements en détaillant dans quels cas ceux-ci sont justifiés ou non. Inutile de préciser que l'expertise est censée être indépendante. Pourtant, trop souvent ces recommandations "sont écrites par experts, souvent leaders d'opinion influencés par les firmes, en sous main par l'industrie", estime Philippe Foucras. Significatif est le cas du recours devant le Conseil d'Etat déposé en 2009 par le Formindep contre la HAS, au sujet de deux recommandations concernant le traitement du diabète et la maladie d'Alzheimer. Selon le Formindep, "les présidents des groupes de travail présentent des liens d'intérêt permanents forts avec les firmes commercialisant des produits de santé concernés par les recommandations". L'association relève par exemple que "la prescription des médicaments spécifiques de la maladie d'Alzheimer, à l'efficacité contestée, est jusqu'à SIX FOIS plus importante en France que dans d'autres pays". La HAS, par la voix de son président, a refusé de retirer ces recommandations. A l'heure où ce numéro est bouclé, l'affaire suit son cours.

9. Les laboratoires utilisent également les voies de la **publicité directement destinée aux consommateurs**. Cela passe, selon Philippe Foucras, par le "financement des associations de patients, la création de sites internet sur une maladie sans parler du médicament en question, l'autorisation pour les firmes de financer des actions d'éducation thérapeutique (loi HPST) pour « fidéliser » les malades, l'autorisation bientôt possible au niveau européen pour les firmes « d'informer » les patients sur les médicaments", etc.

Ce sont de véritables **campagnes de "lobbying et de propagande"** qui sont mises en place par les laboratoires. Lobbying auprès des politiques, des élus, des gouvernements, mais aussi dans la presse grand public, à travers le financement publicitaire ou "l'achat" de journalistes. Ceux-ci sont, comme les médecins, invités à des congrès, ils reçoivent des cadeaux, etc. Des campagnes de communication grand public sont également organisées comme la "semaine du médicament" du Leem ("Les Entreprises du médicament" : regroupement des entreprises du secteur de l'industrie pharmaceutique en France).

10. Pour couronner ce tableau, il faut noter la **présence de membres de firmes pharmaceutiques aux plus hauts échelons de l'oligarchie et du pouvoir, jusqu'au sommet de l'Etat**. Ainsi Roselyne Bachelot, actuelle ministre des solidarités et de la cohésion sociale, a été déléguée à l'information médicale au sein du laboratoire ICI Pharma de 1969 à 1976, puis chargée des relations publiques chez Soguiapharm de 1984 à 1989. Elle est donc liée au fabriquage de vaccins... ce qui peut expliquer l'incroyable gabegie de la campagne contre la grippe H1N1 en 2009. Quant à Nora Berra, médecin, secrétaire d'Etat chargée de la santé auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la santé, elle a travaillé de 1999 à 2009 pour des laboratoires pharmaceutiques : successivement pour Boehringer Ingelheim, Bristol-Myers Squibb et Sanofi Pasteur MSD Europe...

Sans oublier François Sarkozy, frère du président. Il fut notamment : responsable du développement international (1995) des laboratoires Roussel-Uclaf, directeur médical et pharmaceutique pour la France (1998-99) au groupe Hoechst puis directeur médical pour la France à Aventis (1999-2000), vice-président et Membre du conseil de surveillance de BioAlliance Pharma (depuis 2005), président d'AEC Partners Inc. (depuis 2006)... Mais bien sûr, aucun conflit d'intérêt à l'horizon avec son frère Nicolas.

Une loi contre les conflits d'intérêt...

Quel rôle jouent les corporations médicales et ordres de médecins dans ces jeux dangereux ? En 2007, le Formindep obtenait enfin la publication, avec cinq ans de retard et au terme de recours devant le Conseil d'Etat, du décret d'application de l'article 26 de la loi de 2002 sur les droits des

malades. Cet article était relatif à la transparence de l'information médicale dans une visée de démocratie sanitaire. Il précisait que tout professionnel de santé qui s'exprime publiquement sur un produit de santé, doit préalablement déclarer les relations qui le lient à l'entreprise qui commercialise ce produit. Philippe Foucras regrette que trop souvent, les médecins et leurs organisations n'appliquent pas cette loi pourtant fondamentale dans la lutte contre les conflits d'intérêt... Quand aux hôpitaux, les laboratoires n'y sont pas moins présents, et même davantage.³

Les influences commerciales, menace sanitaire grave

Alors, comment réagir ? Y a-t-il espoir de sortir de cette emprise ? Y a-t-il un médecin (indépendant) dans la salle ? Nous pouvons exiger de nos médecins qu'ils se forment sans les labos, estime le président du Formindep. Demandons leur (et demandons nous) sur quelles bases ils prescrivent de nouveaux médicaments. Renseignons-nous sur nos médecins : acceptent-ils de recevoir les visiteurs médicaux ? Lisent-ils *Prescrire*, la seule revue médicale indépendante ? Sont-ils éventuellement membres du Formindep ? Même si cela n'est pas une garantie absolue de qualité, cela augmente la probabilité qu'ils nous soignent plus dans notre intérêt que dans celui du labo...

Plus globalement, un travail politique est à faire pour lutter contre ce système de conflits d'intérêts qui se fait au détriment de la santé des usager-e-s... Pour Philippe Foucras, il est important de retenir que "les influences commerciales sont un facteur de risque sanitaire au même titre que le diabète, le tabac et l'absence d'hygiène, susceptibles de provoquer maladies, décès et surcoûts pour le système de santé. Dans un système ultralibéral et dans une société d'hypercommunication et de consommation, ce facteur de risque surpasse tous les autres en terme de nocivité. Il convient de le traiter comme tout autre facteur de risque : éducation, prévention, évitement, etc. Cela passe par une gestion efficace et rigoureuse des conflits d'intérêts en santé : les rendre apparents, limiter tous les conflits, interdire les plus nocifs (expertise et leaders d'opinion)". Il reste encore du pain sur la planche, tant actuellement la question des conflits d'intérêts est ignorée, voire niée par les professionnels, les autorités et les usagers des soins...



Pour en savoir plus :

Le *Formindep* est une association créée en 2004 qui a pour activité de révéler les influences des laboratoires pharmaceutiques et leur impact, d'inciter les médecins et les autorités à les combattre honnêtement et efficacement, et de fédérer les patients et les soignants acteurs d'une médecine libérée des influences commerciales.

■ *Formindep*, 188, rue Daubenton, 59100 Roubaix, fax : 03 86 38 57 48, <http://formindep.org>.

■ *Revue Prescrire*, 83, boulevard Voltaire, 75558 Paris Cedex 11, tél : 01 49 23 72 80, www.prescrire.org.

■ *La vérité sur les compagnies pharmaceutiques. Comment elles nous trompent et comment les contrecarrer*, Marcia Angell, éd. Le Mieux-être, 2005. Voir aussi <http://formindep.org/spip.php?article69>.

■ *Les Médicamenteurs*, Stéphane Horel, Le livre (Ed. du Moment, 2010, 320 p., 19,95 €) et le film (2009). Voir <http://formindep.org/spip.php?article347>.

Conformément à l'article L4113-13 du CSP, Philippe Foucras déclare ne pas avoir de lien avec des entreprises fabriquant ou commercialisant des produits de santé.

Guillaume Gamblin ■

3. Voir le blog <http://usbek-au-pays-des-labos.blogspot.com>/réalisé par une interne en médecine générale dans un hôpital de banlieue.

L'expérience du Trièves

***Trièves en Transition* est l'initiative la plus ancienne de France. Elle a vu le jour à l'automne 2008 dans le Trièves, au sud de Grenoble.**

LE TRIÈVES EST UN TERRITOIRE RURAL DE MOYENNE MONTAGNE ENCORE VIVANT, AYANT SU préserver une agriculture relativement dynamique et diversifiée ainsi qu'une vie économique et culturelle très active. Il compte environ 9 000 habitants sur 650 km² et 29 communes. Son chef-lieu, Mens (1400 hab.), est notamment le siège du centre écologique et des éditions Terre Vivante. Les solidarités villageoises et familiales sont encore vivaces, les réseaux de vie et de solidarité sont encore nombreux. Historiquement, le Trièves a toujours été un territoire d'expérimentation et l'écologie y est devenue ces dernières années un facteur supplémentaire de développement (agriculture bio, écotourisme, écoconstruction). Le Trièves a aussi élaboré le premier Agenda 21 rural de France.

Pour toutes ces raisons, il est apparu aux initiateurs de *Trièves en Transition* comme un terrain idéal pour lancer une dynamique de transition. Le groupe cherche avant tout à s'appuyer sur l'existant et à fédérer autour des enjeux de l'après-pétrole. Ses principaux axes de travail sont : la sensibilisation et l'information du plus grand nombre, l'alimentation, les déplacements, les réseaux de voisinage ainsi que la monnaie comme outil de développement local.

Faux départ

Nous nous intéressons au pic pétrolier depuis 2005. Nous avons entendu parler des *Transition*

Towns en 2007 grâce à Jeremy Light, cofondateur du Center for Alternative Technologies au Pays de Galles. Jeremy est venu vivre dans le Trièves, il y a 20 ans, comme chef jardinier à Terre Vivante au moment de la création du centre et il est originaire de la région de... Totnes. Le monde est petit !

Pour lancer le groupe, nous avons fait une première tentative fin 2007. Nous avons réuni plusieurs personnes intéressées par le sujet. Mais cela n'a pas marché, car beaucoup de gens venaient pour discuter de manière théorique, pas pour agir. Cela s'est arrêté après quelques réunions.

Nous avons recommencé en septembre 2008 avec une projection du film *Cruel sera le réveil* devant une trentaine de sympathisants écologistes ou proches. Cela a motivé plusieurs personnes à nous rejoindre et nous avons pu lancer le groupe, qui s'appelait alors *Trièves Après-Pétrole*. Au début, le groupe initiateur a beaucoup varié, avec des personnes qui partaient parce que cela ne les intéressait pas ou parce qu'elles n'avaient pas de temps ; d'autres sont venues les remplacer. Le plus difficile était de garder ceux qui voulaient agir alors que nous étions encore dans une phase de compréhension, d'apprentissage, de réflexion et d'organisation.

Le comité de pilotage comprend actuellement 7 personnes, mais il reste ouvert à celles et ceux qui veulent s'impliquer. Cependant, pour nous, l'important n'est pas d'avoir un groupe large, mais plutôt de diriger les gens vers des groupes

de travail ou des associations partenaires où ils pourront agir concrètement, ou encore de susciter des actions hors de notre groupe. Les membres du comité font tous partie d'autres associations ou réseaux, mais ils sont présents à titre personnel. Une cinquantaine de sympathisants suit nos travaux et participe ponctuellement.

S'adapter à la réalité locale

Nous ne suivons pas le schéma des 12 étapes du Manuel de transition. Il faut adapter le processus à la réalité locale. Par exemple, la réflexion sur les filières courtes (alimentation, énergie, bois) et l'agriculture bio sont très avancées ici ; il y a déjà un Agenda 21 et de nombreux projets associatifs, publics et privés. Le premier retour que nous ont fait les associations et les élus a été de nous dire « Mais il y a déjà beaucoup de choses dans le Trièves, quel est l'intérêt de votre initiative ? ». Il a fallu réfléchir à la spécificité de la démarche de la transition dans le paysage socio-économique local et nous nous sommes demandé si l'existence d'un groupe de transition autonome était nécessaire, ou si nous devions nous insérer dans une association existante. Finalement, nous avons opté pour une démarche autonome, en partenariat avec ce qui se fait déjà, pour relier les initiatives et faire converger les énergies. Travailler avec les autres est le meilleur moyen de les ouvrir à la transition. Notre but est que la dynamique fasse boule de neige, pas de refaire ce que les autres font déjà, souvent très bien.

Il a fallu commencer par traduire des passages du *Transition Handbook* et par créer des outils de sensibilisation pendant l'hiver 2008, car rien n'existait alors en français sur le sujet (à l'exception de la traduction du *Guide de la transition* par Maxime David). Nous avons ensuite donné nos premières réunions publiques, créé un blog très lu et démarré une série d'articles mensuels dans le journal de pays.

Au printemps 2010, trois d'entre nous ont suivi une formation à Totnes, ce qui a donné une énergie supplémentaire à tout le groupe. Entre-temps, nous avons commencé à lancer des partenariats avec des associations locales sur des activités concrètes avec deux premiers ateliers de fabrication de cuiseurs solaires.

À l'automne 2010, nous avons démarré notre groupe cœur et âme¹ (baptisé *Sources et Ressources*). Il est destiné à améliorer en interne la compréhension des enjeux et de la démarche de transition, à créer des outils pédagogiques et à ouvrir un espace de parole personnel pour mieux comprendre et surmonter nos obstacles à l'action et au changement. Il est ensuite destiné à s'ouvrir plus largement à la population.

Pour nous, il est essentiel d'offrir différentes portes d'entrée aux gens : ateliers pratiques pour ceux qui sont dans l'action, groupe *Sources et Ressources* pour ceux qui sont dans l'interrogation, bientôt groupes de voisinage pour ceux qui veulent



▲ Trièves compostage agit pour la réduction et la réutilisation des déchets.



▲ Les pouces verts organisent différentes actions pour favoriser les liens avec la nature. Ici, construction de cabanes naturelles à partir de brin d'osier.

agir dans leur vie personnelle en s'appuyant sur les autres, réunions publiques pour ceux qui sont en attente d'informations, partenariats avec des associations environnementales, culturelles ou sociales pour toucher indirectement d'autres publics, approche de personnes relais (élus, représentants socioprofessionnels, « figures locales ») ayant une influence dans leurs milieux, etc.

Une démarche encore presque invisible

En venant dans le Trièves, vous seriez bien en peine de trouver une réalisation « transition ». Il s'agit surtout d'un patient travail de relations humaines pour tisser des relations et mobiliser les différents acteurs du territoire et la population. Même si nous en menons nous-mêmes quelques-unes, c'est avant tout aux habitants du territoire d'imaginer et de créer leur propres actions de transition à leur niveau (collectivités, agriculteurs, entreprises, chacun dans sa vie professionnelle et

1. Le Manuel de transition distingue trois actions à mener en parallèle : la tête (faire circuler les informations, collecter des données...), le cœur et l'âme (ce que l'on ressent, nos relations avec les autres, nos motivations et nos blocages), et les mains (ce que nous faisons concrètement).



Quelques contacts locaux :

■ **Trièves en transition**,
<http://aprespetrole.unblog.fr>.

■ **Centre Terre vivante**,
domaine de Raud, 38 710
Mens, tél. : 04 76 34 80 80.

■ **Trièves compostage**,
place Halle, 38710 Mens,
tél. : 04 76 34 74 85.

■ **VélObiou** (location de vélos
électrique en Trièves), tél. : 04
76 34 89 07 ou 06 01 88 82
92, <http://velectric.unblog.fr>.

■ **Les pouces verts**, place
de la Mairie, 38710 Mens,
tél. : 04 76 34 35 20, <http://lespoucesvertes.blogspot.com>

familiale). Notre mission principale est de hâter la prise de conscience et de contribuer à la mobilisation de tous.

Nos prochaines étapes sont : la création d'un groupe de réflexion sur les monnaies de complément ; l'AG fondatrice de notre association qui sera l'occasion d'un grand événement public en janvier 2011 ; une Fête de la Transition à l'Ascension 2011 pour permettre aux acteurs locaux de se rencontrer et de partager leurs expériences et projets et pour réunir les sympathisants de la transition au niveau régional voire national.

Enfin, nous sommes impliqués dans le tout nouveau Groupe de Liaison national de la transition, que nous avons contribué à lancer².

Se hâter lentement

Pour finir, nous conseillons à ceux qui voudraient lancer une initiative de transition chez eux de « se hâter lentement ». Comprendre ce que la démarche et l'esprit de la transition ont de spécifique, apprendre à se connaître et à fonctionner ensemble, connaître le tissu associatif, économique et politique local, trouver sa place et se fixer des objectifs, se former... tout cela demande du temps et ce temps est difficilement compressible

si l'on veut faire bien les choses. Ce n'est pas facile car face à l'urgence du pic pétrolier et de la crise économique (les deux sont très liés), on a envie d'agir très vite, d'en parler très vite. Le risque est de se disperser et de s'épuiser rapidement.

Nous conseillons de faire des ballons d'essai à petite échelle, qu'il s'agisse de présentations, de conférences, de stages, etc. afin de pouvoir corriger ce qui ne va pas, de rôder sa pédagogie et d'affiner sa stratégie avant de se lancer à grande échelle ; attendre aussi les retours (réactions des associations, des partenaires, des élus) pour mieux se situer ; prendre le temps de recenser ce qui existe autour de soit pour éviter de refaire ce qui existe déjà ; bref, poser son initiative. Cela nous aura pris près de deux ans.

Retrouver le sourire

Pour nous, le meilleur aspect de la transition est son côté positif. Oui, le monde de demain sera difficile et le potentiel de chaos existe ; cela fait peur. Mais la mobilisation des gens, leurs compétences, leur énergie et leur créativité, sont très précieux pour leur donner envie de bouger. Rendre à chacun confiance et motivation, lui faire prendre conscience que lui aussi a une valeur et peut faire quelque chose. Tout cela est très précieux pour lutter contre le pessimisme et le catastrophisme qui paralysent l'action, surtout dans notre pays où on a l'habitude d'attendre les solutions d'en haut (« ils » vont trouver une solution, c'est à « eux » de nous sortir de là, etc.). C'est étonnant de voir comme on peut transformer une assemblée quand on parle de transition, comme les gens retrouvent le sourire. Nous ne pouvons que conseiller aux groupes naissants d'approfondir les questions de psychologie et les outils d'animation proposés dans le *Manuel de la transition* (et d'autres qui existent ailleurs).

Pierre Bertrand ■

Cofondateur de Trièves en Transition

2. voir www.transitionfrance.fr.

▼ Formation sur le terrain avec les pouces verts



▼ Mise en place d'un jardin partagé par l'association Les pouces verts.





Bio industrielle

Les articles sur la bio industrielle (dans le dossier de *Silence* du n° 384) que j'attendais avec impatience ont exactement fait l'état des lieux de l'impasse dans laquelle l'agriculture bio est tombée. Ici, en Autriche, il y a seize ans déjà, les agriculteurs ont laissé les chaînes de supermarchés s'occuper de leur production. Résultat : ils sont dans les cycles infernaux du "toujours plus", roulent avec des panzers [d'énormes machines] dans leurs champs, sont payés honteusement, sont très mal représentés par Bio Austria, et le catalogue des intrants admis ne cesse de s'épaissir ! Situation quasi inextricable, d'autant plus qu'ils ont du mal à se solidariser.

Magali Després
Autriche

Les mensonges de la bio

Mille bravos pour votre dossier consacré à la bio (*Silence* n°384). Permettez-moi de rajouter quelques éléments concernant cette agriculture. Mon courrier pourrait s'intituler "L'agriculture biologique : une agriculture bourrée de mensonges". En effet dans le cadre d'un mémoire de BTS agronomie j'ai réalisé il y a cinq ans une étude sur l'état des sols d'exploitation en bio depuis 20 ou 30 ans. Et grande surprise, l'étude a

révélé que des sols bio pouvaient devenir toxiques. Ce phénomène de destruction des sols par les agriculteurs bio est la conséquence d'une fertilisation dogmatique et d'impasses sur un certain nombre d'amendements. En cause essentiellement la surfertilisation organique. J'ai pu observer des agriculteurs réalisant des apports de compost, de fumier, ou de lisier sur des prairies. Cet excès d'apports organiques entraîne une acidification des sols. Sur des sols limoneux, ou faiblement argileux, on assiste alors à la destruction de la structure même des feuillets d'argile. La silice et l'aluminium qui constituent cet argile passent sous une forme assimilable par les plantes, ce sont des phytotoxiques. Le fonctionnement d'un sol est terriblement complexe, avec de nombreuses interactions entre la roche-mère et les plantes. Des phénomènes physiques, chimiques et biologiques s'entrecroisent. En simplifiant la fertilisation à des apports organiques, les

agriculteurs bio n'ont pas le droit d'affirmer qu'ils contribuent au maintien de la fertilité des sols. Ceci est un mensonge. Il est aussi, à mon sens, essentiel de parler de la nutrition des plantes. La nutrition des plantes ne se fait pas essentiellement par les racines. Pour réaliser sa photosynthèse, la plante absorbe aussi de nombreux éléments par les feuilles et son système aérien.

Pour synthétiser un kg de matière sèche une plante absorbe 3000 m³ d'air !

Or il me semble que l'air ambiant n'est pas tout à fait biologique.

Il faudrait enfin évoquer la pratique de l'insémination artificielle, du brûlage des cornes des génisses...

Toutes ces

pratiques ne sont pas vraiment dans un esprit "biologique".

En résumé, je pense qu'il faut informer le consommateur, de manière à ce qu'il sache qu'en achetant un produit bio il ne contribue pas nécessairement au maintien de la fertilité des sols. La bio, comme la politique, est infiltrée par les communicants. C'est peut-être un début d'explication des mensonges.

Clément Wittmann
Côte-d'Or

Silence : même si nous critiquons certaines formes de l'agriculture biologique, nous précisons que nous apprécions des démarches plus respectueuses dont celles du label NESO, de Nature-et-Progrès, Démetex...



Pénurie de carburant : les cyclistes roulent toujours !

Le mouvement social s'opposant à la réforme du régime des retraites met peu à peu à l'arrêt le trafic motorisé individuel et commercial. Du fait de la reconduction de la grève dans les douze raffineries françaises, la France est au bord de la panne sèche. Les comportements observés donnent une image bien triste de l'humanité engluée dans la société du pétrole. Tandis que des pompistes augmentent les prix, profitant de la rareté des produits raffinés, certains-e-s automobilistes font des stocks pendant que d'autres se battent pour avoir les dernières gouttes disponibles. Vélorution rappelle que pendant ce temps, les cyclistes continuent à rouler à leur rythme sans craindre l'épuisement de leur source d'énergie. Conforté-es dans leur choix de mode de transport, ils et elles continuent à scander « on avance, on avance, on n'a pas besoin d'essence ! » et ainsi respecter le droit de grève des travailleurs et des travailleuses du pétrole. La solidarité cycliste est grande et il y aura toujours de l'air dans nos pompes pour celles et ceux qui veulent regonfler leur vélo, il y aura toujours des outils au fond de nos sacoches pour donner un coup de main à celles et ceux qui veulent se remettre en selle, et il y aura toujours des sourires au feu rouge pour celles et ceux qui préfèrent la convivialité à la compétition. Le collectif des vélorutionnaires rappelle que la moitié des déplacements urbains fait moins de 3 km, ce qui représente 15 minutes d'exercice physique revigorant et accessible à tous et à toutes. Par ailleurs, avec la baisse du trafic automobile liée au manque de carburant, les conditions de circulation des cyclistes s'améliorent de jour en jour et accélèrent la nécessaire conversion écologique de nos vies urbaines. Il faut que les automobilistes, les motard/e/s et les scooters profitent de cette formidable opportunité pour s'émanciper du pétrole et explorer les bonheurs de la véritable autonomie. Quelque soit l'issue du mouvement social et sa durée, la Vélorution est persuadée qu'ils et elles ne voudront plus ensuite renoncer à cette liberté retrouvée ! Tandis que toutes les générations qui composent la population de France manifestent leurs craintes quant à l'avenir de notre société, pour sauver notre planète et ré-enchanter nos villes et nos vies, une seule solution : la VELOURUTION !

Nicolas Carnoz
Vélorution.org
Paris.

Encouragements

Juste une petite lettre pour vous remercier pour la qualité de votre revue, dont le contenu me plaît de plus en plus, avec des dossiers très intéressants (éducation lente, colocation, bio) et un dynamisme graphique de plus en plus agréable. J'espère que tous ces efforts vont permettre d'élargir encore le lectorat. J'apprécie également le fait que les brèves soient, il me semble, de plus en plus sourcées, ce qui les rend nettement plus incisives et réappropriables. (...)

Samuël Foutoyet
Isère

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

livres

L'impossible capitalisme vert

Daniel Tanuro

Ed. La Découverte

2010 - 301p. - 16 €



Les débats portant sur la possibilité de lier capitalisme et écologie sont très importants de nos jours parmi ceux qui s'intéressent à la question écologique. Daniel Tanuro a clairement choisi son camp : face à l'arrivée imminente du "péril écologique" (réchauffement climatique, perte de la biodiversité...), il milite en faveur

d'une redéfinition complète de nos modes de production et de consommation. En s'appuyant sur des données scientifiques rigoureuses et précises (et notamment sur le quatrième rapport du GIEC de 2007), il démontre que l'inertie des gouvernements nous conduit à des désastres écologiques mais également sociaux de grande ampleur. Comme il n'est pas un adepte du catastrophisme, l'auteur énonce des pistes de réflexion pour sortir de l'impasse environnementale et ouvre la voie à un possible "socialisme vert". Un ouvrage intéressant et dense mais dans lequel on ne perçoit pas toujours le lien entre les différents arguments mobilisés. RP.

Rénover en basse consommation

Matthieu Bourgeois, Sophie Bronchart, Jean-François Rixen

Ed. L'Inédite

2010 - 256 p. - 38 €



Du côté maison neuve, on sait aujourd'hui faire des bâtiments basse consommation et les normes évoluent assez rapidement pour que demain cela se généralise. Mais, on rénove plus de bâtiments que l'on en construit. Et là, le défi est immense... mais pas insurmontable. En

Allemagne, par exemple, certains logements sociaux sont déjà mis aux normes "maison passive". Ce livre présente des réalisations avec des maisons individuelles, mitoyennes ou des immeubles qui après rénovation voient leur consommation être divisée par 7 ou 8. Des suivis de chantiers très bien illustrés pour suivre les démarches entreprises. De quoi donner des idées... MB.

Ce qui fait une vie

Essai sur la violence, la guerre et le deuil
Judith Butler

Zones

2009 - 176p. - 15 €

La théoricienne états-unienne du "genre" signe ici un recueil d'essais abordant la question de la violence et de la vulnérabilité de l'être humain. Sa réflexion pointue

et subtile nous emmène dans une analyse des poèmes des détenus de Guantanamo et des images de torture d'Abu-Graïb. On l'y voit prendre au passage parti pour la non-violence, non comme un "principe" mais comme un "appel". On retiendra notamment sa subtile réflexion sur la malodorante récupération du féminisme au profit de l'interventionnisme états-unien, sous prétexte d'aller "libérer" les femmes. Comment peut-on être à la fois adversaire du machisme et du racisme ? En "portant nos efforts sur une critique de la violence d'Etat" qui nous fera trouver dans les immigrés des alliés dans une politique d'émancipation commune contre l'Etat, plutôt que des adversaires à torturer et à tuer au nom de la liberté dans son sens libéral. GG



La pensée powerpoint enquête sur le logiciel qui rend stupide

Franck Frommer

Ed. La Découverte

2010 - 260 p. - 17 €

Powerpoint est un logiciel qui permet de projeter des images pendant un exposé. Il a déjà été diffusé à 500 millions d'exemplaires. Mais comme tout logiciel, il nécessite de respecter un mode d'emploi... qui implique des simplifications et donc une déformation de la pensée. Ce qui a comme conséquence qu'il "est étrangement habile à dissimuler la fragilité d'une proposition, la vacuité d'un business-plan, devant un public toujours respectueux ; grâce à la distraction visuelle, l'orateur peut rapidement occulter les failles ridicules de son argumentation". Powerpoint propose des images "publicitaires" (comme la une d'une revue, notons-le au passage !) et comme toute publicité, c'est souvent pervers. L'auteur décortique des cas célèbres : l'invasion de l'Irak en 2003 (prévu avec 5000 militaires seulement) ou le management chez France-Telecom et les suicides qui s'ensuivent. L'auteur ne développe pas assez les alternatives : on peut se parler sans passer par des images projetées sur un mur ! Un livre qui en fera réfléchir plus d'un. FV.



Les grammaires de la contestation Un guide de la gauche radicale

Irène Pereira

Ed. Les Empêcheurs de penser en rond / La Découverte

2010 - 225 p. - 14,50 €

Examinant la gauche anti-libérale, l'auteure y distingue une "grammaire républicaine", qui a pour sujet le citoyen, des "grammaires socialistes" (avec le

travailleur ou le prolétaire) qui sont léninistes ou anarcho-syndicalistes, et une "grammaire nietzschéenne" (avec l'individu, le collectif ou le réseau minoritaires). Elle décrit les inspireurs et les principes de ces grammaires, ainsi que les compromis existants. L'association d'objecteurs de croissance (AdOC), qui prône des alternatives de vie concrètes, lui apparaît en accord avec la grammaire nietzschéenne, mais elle la dit opposée à la gauche républicaine, ce qui semble contestable en raison de multiples revendications adressées à l'Etat (revenu d'existence, etc.). L'auteure propose enfin un "socialisme radical", à la fois socialiste et nietzschéen, qui vise la coordination des luttes contre tous les "systèmes d'oppression". Cette proposition est loin d'être simpliste et elle déploie des thèses qui pourraient nourrir la démarche des "villes en transition"... MPN.



La photographie sociale

Michel Christolhomme

Ed. Acte Sud Photopoché

2010 - 152 p. - 12,80 €



La photographie peut être un art, elle est aussi un moyen de faire du journalisme, militant pour une cause, visant à faire changer les mentalités. Ce recueil présente ici une brève histoire de la photographie sociale avec 64 photos et autant de photographes. L'image au début du vingtième siècle a permis un changement d'approche du journalisme. On peut se demander ce qu'il en reste aujourd'hui, noyés que nous sommes sous les images mobiles de la télévision et d'internet. Concis et instructif. FV.

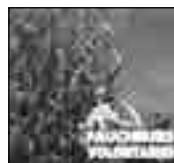
Faucheurs volontaires

Les dessinateurs

www.dessinateurs.org

2010 - 130 p. - 16 €

Premier recueil à raconter l'histoire du mouvement des faucheurs volontaires par ceux qui l'ont fait. A partir du travail photographique et des interviews d'Hervé de Williencourt qui a consacré quelques mois à rencontrer des faucheurs, des dessinateurs



dont Etienne Davodeau ou Pierre Samson, ont revisité ces années de combat qui ont commencé en France avec les paysans de la Confédération paysanne et le sabotage de Nérac. L'ouvrage ne revient pas sur l'histoire ni sur les arguments mais fait la somme des ressentis et impressions des protagonistes. Par thème ou par événements, chacun y raconte un fait ou un souvenir : le fauchage de Menville, celui très violent de Solomiac, les opérations de nuit certainement les plus belles car proches du lyrisme de la résistance ou le récit des procès rappellent à chacun l'ambiance

Nous avons également reçu...

■ **Le poids du passé**, Charlotte Link, éd. J'ai lu, 2010, 570 p. 8 €. Auteure à succès, Charlotte Link se penche dans ce roman sur la question de la pédophilie. Quand plusieurs enfants sont tués après avoir subi des sévices sexuels, le soupçon empoisonne tout.

■ **La pès Rekin**, Jérôme et Anne-Claire Jouvray, Stéphane Presle, éd. Futuropolis, 2010, 112 p. 15 €. Histoire à la Réunion d'un jeune créole fugueur qui va rencontrer un blanc qui capture des chiens errants pour s'en servir d'appâts aux requins. Raconté en grande partie en créole. Le lexique en fin d'ouvrage reste insuffisant pour une compréhension aisée.

■ **Blanche, T2, Toumaï, les savanes féroces**, Thierry Chavant, éd. Delcourt, 2010, 48 p. 13,50 €. Après avoir montré le racisme côté occidental, le couple mixte, héros de cette histoire, se réfugie en Afrique où cela se révèle tout aussi compliqué. Dessins magnifiques.

■ **La mort de l'asile. Histoire de l'antipsychiatrie**, Jacques Lesage de La Haye, éd. du Monde libertaire, 2010, 253 p., 12 €. Cette réédition revue et corrigée présente un historique de l'enfermement des "fous" ainsi que des mouvements qui ont cherché à travers le temps à lutter contre celui-ci. Souvent des initiatives ont fissuré le système psychiatrique sans pour autant le remettre en cause dans sa logique, et se sont fait par la suite récupérer ou neutraliser. Ce sont ces différents courants, leurs pratiques et leurs évolutions que relate l'auteur.

■ **Le calendrier lunaire 2011**, Michel Gros, 6, rue des Prés-Verts, 39120 Chêne Bernard, 114p. 7,50 €. Tout ce sur quoi la lune est censée avoir de l'influence.

■ **Au-delà des frontières**, Tu-Anh Tran, aude-ladesfrontieres1999@gmail.com, témoignage de l'auteur, pédiatre engagé avec Médecins sans frontières dans les camps palestiniens du sud-Liban. Des dialogues qui permettent de bien appréhender le drame de ces camps au quotidien.

■ **Ma maison, ma planète et moi**, David Wilgenbus, Myriam Ahmed-Yahia-Bouridah, Anne-Clémenson, Raphaële Héliot, éd. Le Pommier / La main à la pâte, 2010, 136 p. 15 €. Un livre pour les enseignants du primaire pour aborder à travers la question de l'habitat, les questions écologiques. Un texte général pour l'enseignant puis des fiches pédagogiques. Cela mériterait parfois d'introduire plus de doutes vis-à-vis de certaines affirmations.

■ **L'argent**, Miguel Brieva, éd. L'Insomniaque, 2010, 128 p. 16 €. Recueil de dessins (excellents) de cet auteur espagnol qui avec des dessins et des dialogues incisifs dénonce l'argent-roi et le capitalisme fou d'hier et d'aujourd'hui.

■ **Architecture low cost, low tech, inventions et stratégies**, Alessandro Rocca, éd. Actes sud, 2010, 200 p. 29 €. Après un texte théorique fort intéressant, plaidoyer pour une architecture tournée vers les plus pauvres, avec les moyens du bord, et où l'architecte doit faire preuve d'ingéniosité, l'auteur présente, avec de belles illustrations, de nombreuses réalisations... souvent fort belles, mais trop souvent peu cohérentes avec ses propos.

■ **Ça n'arrive qu'à moi, T2**, Didier Tronchet, éd. Futuropolis, 2010, 62 p. 16 €. Le premier tome nous avait enchantés avec Prunelle, jeune naturopathe qui mélangeait agréablement les expressions. Le deuxième tome est plus conventionnel, proche de la série télévisée qu'elle scénarise...

de cette lutte. Le 21 novembre 2009 l'opération contre un déchargement de soja OGM à Lorient ou le soutien apporté à Christian Velot, généticien engagé dans tous les procès, rythment cet album où alternent dessins et photos. CG.

Etre anarchiste oblige

André Bernard
Atelier de création libertaire
2010 - 230 p. - 14 €



Ce livre est le récit de vie à la première personne d'un jeune libertaire confronté à la guerre d'Algérie dans les années 50, et qui vivra pêle-mêle l'exil, l'expérience de réfractaire à la guerre, l'amour, la prison, puis l'aventure du groupe et de la revue "Anarchisme et non-violence". Ce récit est suivi de réflexions sur la signification

d'un anarchisme non-violent et d'extraits d'articles divers d'André Bernard parus dans le *Monde libertaire* et la revue *Réfractaires* notamment. Une tranche de combat originale et méconnue, et non dénuée de style et d'humour. GG

Romans

Nous étions des êtres vivants

Nathalie Kuperman
Ed. Gallimard
2010 - 210 p. - 16,90 €



Avec ce roman, vous plongerez dans l'actualité brûlante des rachats d'entreprises, des peurs de salariés ne sachant ce qu'ils vont devenir, vous passerez de la pensée individuelle au chœur des salarié-es, de la promotion surprise à la disgrâce... le tout au sein d'une ambiance qui oscille entre soutien collectif et dénonciation.

À travers la voie intérieure d'une douzaine d'employé-es l'auteure nous fait partager leurs ressentiments mais aussi leur histoire personnelle, comment ils en sont arrivés au poste qu'ils occupent.

Un roman qui vous met en face à face avec la dure réalité des ressources humaines et des semblants de liens entre collègues dans le monde capitaliste. JP.

Cristal défense

Catherine Fradier
Ed. Au diable vauvert
2010 - 535 p. - 20 €



Une agence de renseignement économique se voit confier pour mission par le gouvernement français de trouver qui en veut à la firme Aristee. Celle-ci fait l'objet de pressions, d'espionnage, etc. L'enquête commence alors et on y découvre peu à peu le monde

impitoyable des OGM et des relations douteuses entre politiques et multinationales. Si le nom de Monsanto n'est jamais prononcé dans ce roman... on comprend vite de qui on parle et les services secrets concernés vont avoir à choisir entre leurs commanditaires et l'opinion publique. Mené de main de maître, ce thriller permet d'aborder de multiples questions politiques par la bande. Une réussite. FV.

Le dernier chameau

Fellag
Ed. J'ai lu
2010 - 120 p. - 4,80 €

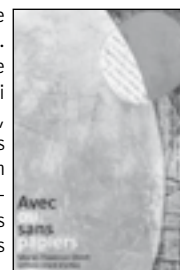
Entre humour noir et poésie, cinq histoires courtes qui, à petites touches, nous font comprendre la situation sinistre de l'Algérie lorsque celle-ci plonge dans la guerre civile et l'obscurantisme, dans les années 1990. On sourit... jaune. FV.



Avec ou sans papiers

Marie-Florence Ehret
Ed. Chant d'Orties
2010 - 122 p. - 12 €

Ce recueil de neuf nouvelles pose d'intéressantes questions autour de nos relations avec les immigrés. En particulier sur la distance qui peut exister aujourd'hui entre la loi et l'humanisme, entre l'autorité et nos relations de voisinage. En montrant bien comment les immigrés pourraient être des gens comme les autres... si l'administration les laissait en paix, l'auteure pose, tout en délicatesse littéraire, la question de notre responsabilité face à la chasse aux immigrés actuelle. MB.



B. D.

Mattéo T2

Jean-Pierre Gibrat
Ed. Futuropolis
2010 - 80 p. - 16 €

Mattéo qui, dans le premier tome, avait déserté l'armée pendant la première guerre mondiale, est envoyé en 1917 en Russie par les anarchistes espagnols pour rapporter des informations. Il tombe en plein conflit entre les anarchistes et les bolcheviques. Dans cette histoire merveilleusement dessinée, Gibrat se fait plus politique, même si les histoires d'amour ont encore leur importance. Cette guerre fratricide entre autoritaire et libertaire va traverser le siècle jusqu'à aujourd'hui. Mattéo va lui pour le moment seulement revenir de Russie désemparé par la tournure que cela prend. Un moment d'histoire important. MB.



L'économie ordinaire entre songes et mensonges



Gilbert Rist
Presses de Science-Po
2010 - 250 p. - 16 €

Ce livre nous décrit avec rigueur et clarté les problèmes posés par les omissions et les préjugés de la "science" économique. Gilbert Rist y dialogue avec Serge Latouche et d'autres économistes critiques, parfois pour s'en démarquer. Son analyse de ce qui compose et motive le mouvement de la décroissance est particulièrement stimulant : la "décroissance" sert en effet à désigner à la fois la dégradation réelle mais trop peu perceptible des ressources et de la biodiversité, en même temps que c'est un slogan difficile à manier, du fait de son articulation à la "croissance" selon la "science" économique. Gilbert Rist réfléchit en conclusion au "nouveau paradigme" qui serait nécessaire pour penser l'économie dans un sens plus large, donc plus adéquat, en l'articulant à l'anthropologie et à l'écologie. Quoique intervenant avant tout dans le débat universitaire, cet essai, parce qu'il est écrit avec simplicité, devrait aider les personnes engagées dans des alternatives à mieux analyser et orienter leurs expériences. MPN

Voyage au bout de l'envers

Brouck
131, rue de Verdun,
95240 Cormeilles-en-Parisis
2010 - 52 p. - 8 € (+3 € de port)



Brouck présente dans cet ouvrage des reportages dessinés : lutte des mal-logés avec Droit au logement à Paris, les migrants à Calais, les sans-papiers, le Réseau éducation sans frontières. Le dessin n'est pas sublime, mais le contenu est plus important que le contenant : un bel hommage aux luttes des résistants d'aujourd'hui et de beaux portraits de militant-e-s. MB.

magazine. Elle propose alors de tricoter des vêtements pour cette dame et les parents l'aident. Une histoire pleine d'humour qui aborde la question de la presse pornographique. Habile ! FV.

La petite fille nue

Gilles Collet et Ahuura Supply
Ed. Vents d'ailleurs
2010 - 24 p. - 15 €

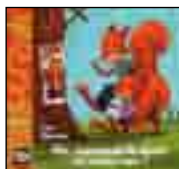
Jolie parabole que ce volcan qui se révolte contre la civilisation, ses déchets et son argent, sur une île polynésienne idyllique. Joli travail graphique (peinture et collage) d'Ahuura Supply. FV.



Jeunesse

Dis pourquoi la dame est toute nue

Christos et Philippe Bucamp
Ed. Talents Hauts
2010 - 20 p. - 11,50 €



Dès 6 ans. Roxanne, petite renarde, passe tous les matins devant le kiosque à journaux. Ses parents essaient de l'empêcher de voir ce qui est affiché... jusqu'au jour où Roxanne découvre une pauvre dame toute nue en couverture d'un

La joue bleue

Hélène Leroy et Sylvie Serpoux
Ed. Talents Hauts
2010 - 36p. - 6,90 €

Dès 6 ans. La banalité de la domination et de l'inégalité entre hommes et femmes au sein du foyer. La violence, la séparation, la blessure intime vécue par les enfants qui sont confrontés à cet échec. Le refus de la violence et la difficile lutte pour l'émancipation. C'est tout cela que raconte ce livre destiné à un jeune public. Il fallait une grande finesse aux auteurs pour aborder ce sujet de manière pas trop "lourde". Le



livres

pari est tout à fait réussi : à travers l'aventure préhistorique de "Homo sacrin sacrin", de Femme et de leur enfant qui est le narrateur, nous voilà emmenés dans une histoire cromagnonesque de douleur, de révolte et de dignité, qui émeut mais avec suffisamment de distance et de douceur pour être accessible à un jeune public. GG

Musique

Solistas Siempre

Quilapayun
Wea prod.
2007 et 2009, 14 titres chacun



Après 45 ans d'une carrière inégale émaillée de nombreux chefs-d'œuvre, le groupe chilien Quilapayun continue de créer (voir S!ence n°380). Avec Siempre, avant-dernier opus, le groupe avait atteint des sommets de son art : ça commence avec une entrée intense (Siempre) et ça continue avec le sublime Lo que pido es amor. On sent notamment la patte du compositeur de génie Luis Advis, aujourd'hui disparu, qui signe là quelques chefs-d'œuvre : du tragique Donde esta la que quiero à la Cueca finale qui achève l'album en un point d'orgue jubilatoire. Un grand cru.

Le dernier album en date, Solistas, n'est par contre pas des plus inspirés. Quelques morceaux anémiques côtoient deux incursions vers le rap qui se laissent écouter. On retiendra cependant l'océanique El padre eterno ainsi que deux tangos soyeux et entraînants qui orientent le groupe vers un style à la "Buena vista social club". Ce serait une digne manière de vieillir, après tout. GG

Un jour ordinaire

Velvetine
2010 - 2 + 1 vidéo, 7 mn - 7 € port
compris à commander sur
<http://velvetine.facthedral.com/>

Attention rock engagé pouvant heurter la sensibilité de certains ! Velvetine nous livre un cd deux titres concernant la défense animale. Le résultat est des plus intéressants : non seulement leurs textes ne tombent pas dans la mièvrerie, bien au contraire, mais leur son est des plus prenants. Un rock comme on en entend peu de nos jours, avec des accents à la Noir Désir sur des nappes gothiques au clavier, des guitares saturées et un violon accentuant la dure réalité de leurs textes.

Un groupe à suivre et à soutenir autant pour des raisons musicales que militantes puisque pour chaque CD acheté un € est reversé à l'association L214 qui œuvre pour la protection animale. JP.

Groupes locaux

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Groupes locaux existants :

- > **Indre-et-Loire.** Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marete, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.
- > **Paris.** Mireille Oria, 52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30.
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.

- > **Besançon.** Martine Lionnet La Croix de Pierre, 70130 La Vernotte, tél. : 03 84 78 01 19 (pas de rappel pour les téléphones portables).
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67, jeanclaude.geoffroy@orange.fr.
- > **Val-de-Marne.** groupesilence94@voila.fr et/ou 06 24 79 81 30.
- > **Seine-et-Marne.** Frank Rolland, franckrolland@yahoo.fr, tél. : 06 17 95 55 53.

Devenez Réd'acteur et gagnez votre abonnement gratuit !

Si!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos. Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet www.revuesilence.net à la rubrique Participer / Ecrire dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Dépositaires, stands et gestion :
Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard :
lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON
(IBAN : FR92 2004 1010 0700 5503 9Y03 840 - Code BIC : PSSTFRPPLYO)

Pour la Belgique : règlement à Brabant-Ecologie, 33 route de Renipont - B - 1380 Ohain, Tél. : 00 32 2 633 10 48 - CCP 000-15-19-365-54

Pour la Suisse : règlement à Contratom, CP 65 - CH 1211 Genève 8 - Tél. : (41) 22 740 46 12 - CCP 17-497696-4

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 1^{er} trimestre 2011 - **Tirage :** 5400 ex. - **Administrateurs :** Alain Arnaud, Olivier Bidaut, Delphine Boutonnet, Damien Bouveret, Myriam Cognard-Dechavanne, Emilienne Grossemey, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Emmanuel Tissier - **Directeur de publication :** Jean-Pierre Lepri - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemey, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman - **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret 06 03 50 54 93 - **Dessins :** Coco, JBG, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Nouara Aci, Alexa Brunet, Marie Clem's, Guy Collins, Serge Corrieras, Collectif Court-Circuit, Sans-Culotte 85, Leonard Doyle/IOM, Gizmo07, Greenpeace, D. Mason, PTLee, Gunnar Ries, Troglolab - **Et pour ce n° :** Elise Aracil, Christian Araud, Pierre Bertrand, Dominique Lalanne, Romain Postaire - **Couverture :** Philippe Baqué - **Internet :** Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Thomas Perraut, Xavier Sérédine.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



Les finances de Silence sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



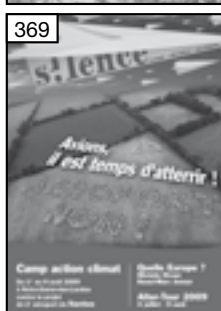
L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin 07502 Guilherand-Granges Tél. 04 75 44 54 96 www.impressions-modernes.fr

Numéros récents

Les numéros encore disponibles en version papier sont indiqués page suivante. Lorsque les numéros sont épuisés, nous les proposons progressivement en téléchargement gratuit sur notre site internet (www.revuesilence.net). Sur ce site vous trouverez également les sommaires détaillés de chaque numéro, ainsi qu'une prévisualisation des quatre premières pages. Mais également nos points de vente, un bulletin d'abonnement, les index... Ainsi qu'un formulaire courriel pour que vous puissiez nous envoyer des informations par ce biais. *Ce site est entièrement animé par des bénévoles.*



Je m'abonne à Silence

☐ Découverte 1 ^{er} abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	32 €

indiquez vos coordonnées
ci-dessus puis remplissez
l'autorisation de prélèvement
ci-dessous en y joignant
obligatoirement un relevé
d'identité bancaire (RIB) ou
postal (RIP).

La Falabrac Fabrik, une cantine aux alternatives



L'association Falabrac Fabrik, café-cantine associatif ouvert depuis octobre 2008, cherche à démocratiser les produits biologiques et privilégie les circuits courts.

“**L**A FALABRAC ? C'EST AVANT TOUT UN LIEU DE VIE, DE PROPOSITION, DE PARTAGE !” CONFIE DANY, UNE DES PLUS FIDÈLES ADHÉRENTES. Sur la terrasse aux couleurs vitaminées, les gens se croisent, se reconnaissent et mêlent leurs complicités autour d'une cuisine créative et copieuse.

Un lieu de récupération

Née de la rencontre de plusieurs créateurs sensibles aux causes écologiques, l'association compte aujourd'hui près de 300 adhérents. “L'idée première était de créer un lieu pour mettre en valeur l'artisanat local et le réemploi des matériaux”, précise Chloé, une des pionnières de l'asso. La rencontre avec Laure est déterminante dans l'idée que mettre en valeur le patrimoine local doit aussi passer par une cantine bio. L'idée de boutique s'associe à une petite restauration.

Un prêt est accordé par la Nef et c'est au cœur du vieux Nice que l'association élit domicile. Bibo, menuisier de métier, accélère l'ouverture du lieu après trois mois de travaux de rénovation. Il crée des meubles dont les matériaux sont issus à 90 % de la récupération. “Toutes les peintures et les enduits utilisés sont des matériaux respectueux de l'environnement. On a voulu être exigeant dans notre démarche et surtout “acter” nos pensées. Ce lieu est un peu la mise en marche de nos idées”, explique-t-il. L'association compte deux salariés en contrat aidé : une cuisinière Martine, et Laurence qui occupe un poste polyvalent à cheval sur l'administratif et le service. Le reste est pris en charge par les contributions bénévoles d'une dizaine de membres.

Multi-activité et projets en pagaille

Un espace bibliothèque est aménagé ainsi qu'un espace enfants. Une grande partie de la boutique est axée sur les fripes et les créateurs qui pratiquent le recyclage. L'association sert de lieu de diffusion et de relais : distribution de paniers Amap le lundi soir, expositions/vernissages, soirées contes, concerts de musique, performances, cafés-débats, massages à prix libre... “Les activités doivent permettre d'accueillir des publics variés, de les faire se rencontrer et s'enrichir mutuellement”, explique Emilie, membre fondatrice de l'association.

Les adhérents sont dans l'ensemble déjà sensibilisés aux causes écologiques et engagés. Le principe collectif et participatif, la primauté du bio font parfois peur à certaines personnes qui ne souhaitent pas s'engager dans une démarche associative active. La visibilité locale de l'association reste encore à construire et à consolider.

Les boissons proviennent d'une petite distillerie Mare Nostrum située à Castillon sur les hauteurs de Menton. Un projet de groupement d'achat/service épicerie se construit. Il permettrait à ses adhérents d'obtenir des produits biologiques et locaux à prix coûtant. Un travail de mise en réseau avec les producteurs et éleveurs de l'arrière-pays niçois est en cours. Des jardins partagés sont envisagés. Un projet de recyclerie, à l'image du Recyclodrome à Marseille, devrait voir le jour d'ici quelques mois.

La Falabrac Fabrik est donc tout aussi bien un lieu de production culinaire, tenu par des gens heureux de le faire vivre, qu'une pépinière d'idées et d'aventures humaines qui ne demandent qu'à être expérimentées.

■ **Falabrac Fabrik,**
3 rue Benoît Bunico,
06300 NICE,
tél. : 04 93 54 41 23,
falabracfabrik@hotmail.fr

*Ouvert du lundi au samedi de
10h à 19h (Ouverte uniquement
à midi, la cantine propose deux
assiettes uniques du lundi au
samedi, élaborées en fonction du
marché et de l'humeur du jour)*

Elise Aracil ■